



Revue n°16
Juillet 2009

Écrits et manuscrits de la Médiation familiale

Coordination : *Marie ROUSSEAU*

Comité de rédaction : *Bernard CORTOT*

Claire DENIS

Isabelle JUES

Maité LASSIME

Cristina SANS

REVUES DÉJÀ PARUES

N°0	Janvier 2004	
N°1	Juin 2004	
N°2	Octobre 2004	<i>Des modèles aux pratiques... Du cadre au processus</i>
N°3	Janvier 2005	<i>Contexte institutionnel et réglementaire de la médiation familiale</i>
N°4	Juin 2005	<i>Le couple</i>
N°5	Octobre 2005	<i>Du médiateur et de la place de tiers</i>
N°6	Juillet 2006	<i>Médiation familiale et soutien à la parentalité</i>
N°7	Juillet 2006	<i>Du pouvoir et de l'autorité en médiation familiale – Actes du Colloque La Rochelle (27 et 28 Avril 2006)</i>
N°8	Avril 2007	<i>Médiation familiale dans le contexte pénal</i>
N°9	Juillet 2007	<i>Médiation familiale et Analyse de Pratique</i>
N°10	Décembre 2007	<i>Médiation familiale – Éthique de la pratique</i>
N°11	Janvier 2008	<i>Médiation familiale et lien social</i>
N°12	Juin 2008	<i>L'enfant et la médiation familiale</i>
N°13	Septembre 2008	<i>Médiation familiale – Éthique de la pratique n°2</i>
N°14	Novembre 2008	<i>L'A.P.M.F. Vingt ans au service de la médiation familiale</i>
N°15	Janvier 2009	<i>Médiation familiale dans un contexte de protection de l'enfance</i>



Dans la cité APMF :

Paroles engagées

Sommaire

PREAMBULE	5
APFFEL Claude	6
CABARET Yvonne	9
CANDEL Martine	11
CAZE Pascal	13
CORTOT Bernard	15
DEFOSSEZ Bénédicte	25
DENIS Claire	33
DOMINGUES Eva	40
FERRY Monique	43
HAYREAUD Odile	44
HAZA Jean-Pierre	46
JCOB Claudio	47
LASSIME Maïté	52
LEBAS Christelle	54
LEGRAS Marie-Madeleine	56
LESSER Hélène	58
LISSOWSKI Martine	60
LOISEAU Marie-Françoise	61
MANUELIAN Geneviève	62
MATROD Jean-Louis	64
MEFFRE Nicole et CASAMARTA Marthe	74
MÖRCH Martine	75
MURER Martine	76
RICARD Emile	83
RINGOT Audrey	86
ROUSSEAU Marie	91
SANS Cristina	94
SOLILAK Régine	95
SOUQUET Marianne	96
THOMY Arlette	98
TROUVAT Françoise	99
DENIS Claire, SAINGERY Sandrine et CORTOT Bernard	101

Pour cette revue, nous avons souhaité qu'il n'y ait pas d'éditorial.

L'objectif étant de permettre l'expression de chacun des adhérents de l'APMF qui le souhaite, il est important de ne privilégier aucun propos.

Nous publions les textes par ordre alphabétique des noms d'auteur.

Nous avons choisi de respecter la forme donnée à son texte par chaque auteur.

Merci à chacune et à chacun des « scripteurs » pour sa confiance et sa collaboration.

***Nous rappelons que les écrits contenus dans les revues
de l'A.P.M.F. n'engagent que leurs auteurs.***

Claude APFFEL
Médiateur familial
Région Alsace

Bonjour à toutes et tous,

Je m'appelle Claude¹ APFFEL, 51 ans, médiateur familial D.E. Médiateur en titre et non en exercice.

Sur une suggestion de Dominique LEFEUVRE, et conjointement avec ma collègue Geneviève JACQUOT-ANDRES, je me portais volontaire pour être correspondant de région en 2008. C'est à ce titre que je figure toujours sur les listes de diffusion et que j'ai été destinataire des récentes contributions² à la réflexion sur l'"Organisation et orientation politique de l'A.P.M.F. "

Comme d'autres, je n'ai pas la prétention, au vu de ma faible et quasi-inexistante expérience professionnelle, d'orienter la politique de l'A.P.M.F. J'écris donc là, non une X^{ème} contribution, mais une réaction à ces divers écrits, souvent passionnants pris un par un et dont la réunion fait apparaître plus que la somme des parties.

Association régionale.

Au niveau de la Région Alsace, en m'appuyant sur la collaboration d'une petite dizaine de médiatrices familiales issues de la première promotion de formation au D.E., je tente de constituer une association régionale³ qui assure une mission de veille autour de la médiation familiale et fédère les énergies individuelles.

Au niveau régional déjà, la médiation familiale est un champ de batailles lié au besoin de survie des diverses associations qui en offrent des services et placent les médiateurs (au fait, je ne connais que des médiatrices) en position de concurrence, ou du moins, dans des conflits de loyauté qui, déjà, obèrent la liberté de parole. Souvent il est déjà question de trahisons, de « coups dans le dos », d'alliances, de copinages...

La médiation familiale est-elle compatible avec le monde associatif ?

La déception, pour moi et mes collègues, est à la hauteur des espoirs qu'avait suscités la mise en place du D.E. et les premiers textes instituant timidement la Médiation Familiale.

¹ Au masculin

² Que je ne diffuserai pas, bien entendu

³ « La Médiation Familiale en Alsace » association non encore inscrite, mais en voie de l'être.

Notre processus de création d'association, motivée au départ par une passion partagée et un désir un peu naïf de participer à la promotion de la médiation familiale, s'est rapidement heurté au scepticisme poli des acteurs « déjà en place ».

Comment, vous voulez faire de la promo ? *Mais nous en faisons déjà.* Vous voulez devenir une instance de réflexion, produire un état des lieux ? *Mais nous le faisons déjà !* Etc.

Les décideurs actuels (services, comités régionaux de coordination) ne voyaient pas d'un œil bienveillant notre initiative, surtout que, dans nos premières intentions, nous pensions jouer la transparence en offrant à toutes ces instances un siège dans nos réunions.

Perception de l'A.P.M.F. parmi mes collègues nouvelles médiatrices.

Dans un premier temps, nous avons imaginé que cette association pourrait constituer par la suite une délégation A.P.M.F., relayant l'association nationale sur le terrain, sans être pour autant fermée sur le plan régional aux non adhérents. Nous n'en sommes pas là, et avons décidé pour l'instant de faire seuls nos premiers pas.

Plusieurs collègues qui avaient décidé l'an dernier de cotiser à l'A.P.M.F., ne le feront déjà plus cette année. Parmi les raisons⁴ qui les amènent à cette décision, il y a le sentiment flou de mettre les doigts dans un « système politique » dont tous les ressorts ne sont pas visibles, ou se confrontent des jeux d'alliance, de positions, des chapelles. Je n'ai pas suffisamment d'éléments pour m'étendre sur ce sujet, mais je suis prêt à mener une enquête locale sur le thème « comment percevez-vous l'A.P.M.F., pour quelles raisons pensez-vous devoir, ou ne pas devoir, vous y engager... » Je citerais par exemple le cas d'une médiatrice ne se sentant pas le droit d'afficher un document de l'A.P.M.F. dans une association où la FENAMEF est représentée. (Je n'insinue pas – et je ne sais pas – si on le lui aurait interdit, mais ce qui est sûr, c'est qu'elle ne s'en sentait pas le droit).

Extrapolant à partir de la région Alsace, il est facile de déduire l'ambiance sur le reste du territoire national.

Rénovation et nouveau projet pour l'A.P.M.F.

Pour ma part, revenant à l'A.P.M.F., je trouve que l'effervescence qu'a provoquée le dernier état des lieux (cf. le rapport de M. Ott) est salubre, tout comme la diversité et la vivacité des contributions qu'il m'a été donné de lire dernièrement. Tout cela est à lire et relire et mérite qu'on lui consacre le temps et la réflexion nécessaires.

Les médiateurs en débat ne sont ni neutres ni impartiaux : ceux ou celles qui en vivent peuvent penser qu'il est possible d'en vivre, et que le métier exige que l'on s'y consacre sans partage. Ceux ou celles qui n'ont pu décrocher qu'un quart d'ETP dans une association qui n'est même pas sûre de se voir renouveler sa subvention CAF, verront d'un bon œil que le médiateur ou la médiatrice puisse arrondir ses fins de mois en faisant de l'enquête sociale ou de la visite médiatisée. Chacun voit midi à sa porte. Les débats seront certainement très longs.

Mais ils sont nécessaires. Parce que l'A.P.M.F. doit exister, et que pour exister, elle doit se renforcer. Médiation civile, pénale, judiciaire, familiale ? Je crois qu'il faut

⁴ Le montant de la cotisation en est une.

s'ouvrir à toute la philosophie de la médiation, après avoir clarifié, donc renforcé, son mode de fonctionnement, ses objectifs, ses finalités.

Ce débat interne est capital, dans sa forme et dans son objet. Il est capital dans sa forme parce que les médiateurs familiaux sont sur la place publique et que sont nombreux les oiseaux de mauvais augure qui voudraient, pour d'évidentes ou d'obscures raisons, les voir s'étripier dans un combat fratricide. Il importe que les médiateurs de l'A.P.M.F. s'appliquent à eux-mêmes les valeurs et pourquoi pas, les techniques procédurales de la médiation familiale : exposé des besoins, repérage de l'histoire, écoute de l'autre, respect de l'Autre. A mon avis, ce qui a été initié est encourageant : bravo pour ce commencement d'état des lieux, pour ce premier tour d'horizon des possibles.

Médiateur familial ou médiatrice familiale ?

Une dernière réflexion : mon mémoire de D.E. portait sur « Le besoin de reconnaissance paternelle dans les entretiens de médiation familiale ». Autrement dit, je m'interrogeai indirectement à l'époque sur les questions de parité homme/femme. Que *signifie*⁵ le pourcentage⁶ élevé de femmes dans la profession ? Quelle conséquence cela peut-il avoir sur la perception du métier par le grand public, par les politiques, par les financeurs ? La médiation familiale rejoint par cet aspect les « métiers du social », **que nous le voulions ou non**, où le salaire est traditionnellement plutôt un salaire d'appoint par rapport à ce qui est pratiqué dans les secteurs de production, à formation équivalente...

Quelles ont été les motivations qui amènent les hommes / les femmes, à se diriger vers ce métier ? Mon intuition me dit que les hommes s'y dirigent plus souvent suite à des expériences dans la sphère personnelle familiale, vérifiez...

La médiation familiale est-elle plus féminine que les autres médiations (pénales, sociales) ?

Les réponses à ces questions sont primordiales à mon sens. Je ressens la médiation familiale comme un tournant de société, d'autres l'ont dit. Une autre manière de gérer les rapports humains, de les vivre, de les penser. Il s'agit de répondre à la tension entre droit humain de la personne et droit de l'Autre, dont l'enfant, le père, la mère, le beau-père, la belle-mère, les grands-parents, etc. sont tous des « chacun ». Mais il s'agit aussi de repenser, de re-conceptualiser les contraires, le maternel et le paternel, le masculin et le féminin, le Yin et le Yang.

⁵ Quel signe nous est donné ?

⁶ 90% selon un comptage personnel du « Collège des Médiateurs A.P.M.F. »

Propositions pour l'APMF

Yvonne CABARET

Médiatrice familiale

Déléguée régionale Pays de la Loire

L'APMF doit être d'abord, pour moi :

- une association de praticiens en MF défendant un code de déontologie
 - une association défendant les intérêts des praticiens en MF,
 - une association « ressource » pour tous (salariés, libéraux...)
-

L'APMF met beaucoup en avant la déontologie des praticiens, et elle a raison. C'est ce qui m'a fait y adhérer et m'y investir. Pour faire partie du collège des médiateurs familiaux de l'APMF, il faut s'engager sur le « code » de déontologie de l'association.

Or, **qui est le garant de cette déontologie, en interne, à l'APMF ?** Il y a la « commission éthique », et puis il y a la « commission des différends », dont les adhérents n'ont pas de retour jusqu'à présent, ce qui est frustrant et pas démocratique du tout.

Beaucoup de commissions se créent à l'APMF, c'est bon signe, c'est signe en tous cas qu'on réfléchit dans notre association !!

Mais, à mon sens, **il manque quelque chose d'essentiel, à savoir un organe, neutre, de contrôle – et donc de sanction au regard de l'APMF – des pratiques professionnelles.** On entend parler, sans arrêt, ici ou là, d'anomalies, graves, de comportement des médiateurs familiaux, notamment dans les jurys de DEMF ou de VAE, où ils sont invités à siéger.

S'adresser à un médiateur diplômé n'est malheureusement pas aujourd'hui une garantie pour le public, que ce professionnel soit adhérent à l'APMF, membre du collège des médiateurs familiaux de l'APMF ou même membre du CA de l'APMF... J'ai bien conscience d'en froisser quelques-uns, mais c'est ce que je pense profondément.

C'est pourquoi je propose de créer, à l'intérieur de l'APMF, un organe « neutre » de contrôle/sanction, chargé de faire appliquer les règles déontologiques défendues par l'APMF, et totalement transparent vis-à-vis des adhérents : ceux-ci ont le droit de savoir ce qui se passe dans l'association, ils ont le droit d'avoir des repères concernant les praticiens adhérents à l'APMF.

Reste à définir la composition d'un tel organe, ce qui pose la question plus générale de ce nous voulons pour l'APMF. Cet organe pourrait être « paritaire » - pour éviter les risques de copinage, source de manque de crédibilité –

Pourquoi pas :

- des membres élus parmi les praticiens Médiateur F. ?
- des représentants des services de MF, élus également par leurs pairs?
- quelques « sages » (anciens praticiens en MF, par exemple...), élus parmi des noms proposés par le CA

Dans le même temps, peut-être n'y aurait-il plus lieu de maintenir la liste du collège des médiateurs familiaux, mais plutôt de **créer un annuaire des médiateurs familiaux adhérents à l'APMF et praticiens dans des services accrédités** (financés par la prestation de service), **ce qui implique forcément la possession du DEMF, la participation à une analyse la pratique...**) ou, s'ils exercent à titre libéral, répondant à ces mêmes exigences de diplôme d'Etat et d'analyse de la pratique, chaque membre de cet annuaire étant évidemment toujours engagé sur le code de déontologie de l'APMF.

Pour l'instant, je pense que les services de médiation familiale et les centres de formation ont peut-être encore toute leur place à l'APMF – on en aurait besoin pour ce que je propose - mais **il faut redéfinir les places des différents « collèges », de manière plus claire qu'actuellement.**

Vous avez dit « **ordre des médiateurs familiaux** » ? Si mes propositions ressemblent à ça, je ne suis pas contre. Et j'assume... !

P.S. : Ce texte est personnel, il n'engage que moi

- Quelle est votre vision de la médiation familiale dans la société ?

J'ai du mal à répondre à cette question aujourd'hui...pour moi cela revient à dire quelle est la place de l'instauration d'un dialogue dans notre société? d'un point de vue "macro" cela prend un sens politique : quand je regarde autour de moi aujourd'hui, je n'ai pas le sentiment que les conditions d'un dialogue soient posées et je redoute que la médiation ne soit une tarte à la crème, un gadget ou pire un alibi cependant, du point de vue "micro", du côté des personnes, je suis convaincue que la médiation familiale peut réellement être un "outil" vers un bien être, ceci en toute humilité et sans avoir une vision idéaliste de la médiation familiale : l'idée que des personnes en conflit peuvent à la fois rechercher les bases d'un dialogue et des solutions concrètes à leur vie quotidienne

- Quelle vision de la médiation voulez-vous voir soutenue par l'APMF ?

Le fait d'avoir participé au colloque de l'APMF ainsi qu'aux rencontres régionales de la FENAMEF, m'a permis de clarifier ce que j'attends de ces deux structures, en particulier pour l'APMF : ce qui m'importe c'est toute la réflexion à propos de la médiation familiale, le métier, son exercice, être à l'affût de l'évolution de la médiation, cette façon d'anticiper sur cette évolution. L'autre aspect, c'est la collégialité de la réflexion et l'incitation faite aux médiateurs familiaux de contribuer à cette réflexion.

- Quelles sont les préoccupations et chantiers prioritaires aujourd'hui auxquels doit répondre et travailler l'APMF ?

Pour moi :

- poursuivre la réflexion sur le concept global de médiation et l'évolution de la formation en lien avec ce concept global : je ne sais pas très bien où en sont les discussions à propos de la formation et du diplôme d'état, mais une clarification et un positionnement me semblent incontournables
- le développement de l'information sur la médiation familiale : je sais bien que c'est un travail qui n'est jamais terminé, mais il me semble que c'est au-dessous de la mobilisation qui serait souhaitable : faut-il travailler à de nouvelles stratégies, en lien avec des institutions qui pourraient sortir du bricolage que nous effectuons chacun dans notre coin ? (encore que sur le sud nous arrivons tant bien que mal à nous coordonner).
- dans l'esprit de l'information en direction du public qui semble nécessaire et pertinente au regard des situations vécues par les personnes, moi, j'aimerais travailler sur le 1er entretien d'info ou de pré médiation, en terme de contenu, c'est un peu flou, mais à ce moment particulier, beaucoup de choses se jouent,

qui demandent au médiateur familial de mettre en œuvre des compétences particulières : il me semble qu'il serait intéressant d'y travailler : quel sens a cet entretien, quel message transmettons nous ? Quels en sont les objectifs ? Comment le situer ? Information ? Sensibilisation ? Écoute ? Pré médiation ? Chaque médiateur familial peut dire que c'est un temps fondamental, cependant comment y retravailler : analyse de pratique ?

- ce questionnaire sur le premier entretien m'amène à formuler un (dernier ?) besoin qui serait lié à la formation continue : au-delà de l'analyse de pratique, comment retravailler sur les "fondamentaux" de notre métier ? concevoir des modules de formation avec les IRTS ? Globalement, ma conviction est que notre métier fonde son efficience sur sa capacité à la remise en question, non pas pour le plaisir du questionnaire, je pense pouvoir profiter d'une expérience qui m'apporte une nécessaire assise dans ce métier, mais parce que ce questionnaire permet d'être toujours en éveil lorsque nous accueillons les personnes : chaque personne est singulière et la médiation mise en œuvre se doit d'être singulière. Pour aller vite, j'ai peur de la routine qui peut m'enfermer dans une mécanique professionnelle bien huilée : l'analyse de pratique est un levier (encore une mécanique) pour rester vigilant, mais j'aurais besoin d'un travail de formation en complément, l'APMF peut-être
- contribuer à la conception de modules

Politique et APMF

Pascal CAZE
Médiateur familial

Ces propositions ou plutôt ces questions n'engagent que moi.

L'APMF nécessite quelques modifications organisationnelles classiques à toute structure en évolution. Je n'ai pas toutes les réponses ni que des propositions à faire mais je me questionne quant à :

L'entité juridique « association loi 1901 » convient-elle toujours à l'APMF ? N'est-il pas temps d'évoluer vers un autre dispositif ? Coopérative ? Syndicat ?

L'APMF a souvent parlé de la médiation familiale. Rarement du praticien sauf depuis la création du diplôme. N'est-il pas temps que l'APMF se penche sur la rédaction d'une convention collective au lieu de tenter d'utiliser l'existant du travail social ? Les assistantes maternelle sont bien parvenues à rédiger la leur !

La constitution de ses membres représentatifs ne devrait-elle pas être paritaire ? (2 hommes au CA aujourd'hui)

L'organisation interne (voir organigramme) est aussi complexe qu'une multinationale alors qu'il s'agit d'une association principalement composée de bénévoles. Ne peut-on pas la simplifier ?

Est-il vraiment nécessaire de conserver des commissions mortes ?

Aujourd'hui, le conseil des régions est plus coûteux que productif. Les questions qui s'y posent comme les réponses qui y sont apportées sont les mêmes qu'en 2004. Seules ont changé les personnes qui le constituent. Il y a donc lieu de le supprimer et de repenser un autre moyen de mettre en valeur les régions qui restent pour la plupart orphelines et / ou inactives (sauf pour 2 ou 3 régions)

La médiation familiale, dite « nouvelle profession », se suffit-elle à elle-même ? Comment se fait-il qu'en France il existe peu de structure œuvrant exclusivement dans le domaine de la médiation familiale ? Comment se fait-il que beaucoup d'associations tentent de développer la médiation familiale en l'articulant autour d'activités ou de professions sociales (point rencontre JAF, Point rencontre AEMO, Point Rencontre ASE, protection des mineurs, protection des majeurs, enquêtes sociales, médiation, médiation pénale...)

Il me semblerait qu'en France aucune association œuvrant dans le champ de la médiation familiale ne se plaigne d'une hyperactivité professionnelle, en clair d'une su-

rabondance de clients. La promotion de la médiation familiale est- elle terminée ? A-t-elle été correctement faite ? Les publics ciblés viennent-ils facilement vers un médiateur familial ? Les professionnels œuvrant dans le champ de l'humain connaissent ils vraiment les différences : médiation, médiation familiale, médiation pénale, conseil conjugal, thérapie de couple, atelier parentalité, soutien à la parentalité, groupe de parole, travail social ou pseudo social...

N'y aurait- il pas lieu de décentraliser le siège de l'APMF principalement profitable aux parisiens ? Et / ou de décentraliser chaque conseil d'administration ? De réduire le nombre de CA ?

N'y aurait il pas lieu de supprimer le collège des médiateurs familiaux de 80 à 100 têtes; collège inutilisé, coûteux et devenu obsolète ?

N'y aurait-il pas lieu de créer un annuaire de médiateurs familiaux diffusable sur internet ?

Le contenu de la formation au DEMF est- il vraiment adapté aux réalités de terrain ? l'APMF ne peut -elle pas se pencher sur cette question ?

L'APMF ne devrait-elle pas se pencher sur un diplôme d'état de médiateur ? Et sur le contenu de cette formation ?

Aujourd'hui la médiation familiale, sans reconnaissance de celui qui la pratique, le médiateur, a-t-elle encore du sens ? Comment un praticien peut-il être reconnu avec un salaire équivalent au SMIG voire pas de salaire du tout ?

L'APMF risque de se trouver devant une réalité budgétaire dans peu de temps. Pour économiser n'est -il pas judicieux pendant 3 ans de se donner priorité absolue sur la construction du professionnel ? De promouvoir une médiation s'inscrivant comme une démarche citoyenne ou un mode alternatif d'éducation citoyenne qui pourrait être axée sur l'altérité ?

Je me permets de poser ces questions dans la mesure où mon expérience dans ce domaine se limite juste à une place de :

- ex - président et membre de SOS Enfants du Divorce (promotion de la médiation familiale - 1994 – 2000)
- médiateur familial salarié à temps plein (2000 – 2008)
- ancien délégué régional « actif » APMF pour le Nord Pas de Calais (2003 – 2008)
- administrateur APMF depuis 2004
- directeur de Beffrois Médiation depuis 2008
- jury VAE pour DEMF (Lorraine – PIF)
- jury DEMF (Lorraine)

Médiation et Médiation Familiale

Bernard CORTOT

Médiateur familial

Il n'y a jamais eu de doute dans mon esprit, la médiation dite familiale est « avant tout » une médiation c'est-à-dire que le processus qui s'y déroule renvoie explicitement à la démocratie du quotidien :

- Liberté des sujets (et non des « médiateurs » beaucoup trop réducteur)
- Non implication du tiers sur le résultat, comme sur les thèmes à traiter
- Reconnaissance que l'autre est mon égal
- Nécessité d'un cadre éthique qui fait place à la différence
- Processus centré sur le lien et non sur un résultat attendu par l'extérieur
- Processus d'autodétermination qui renvoie explicitement à la citoyenneté
- Recherche de l'égalité entre les sujets qui s'y aventurent et notamment de l'égalité homme/femme
- Renonciation au pouvoir pour lui substituer l'autorité

Pour autant, elle se déroule dans un contexte très particulier qui lui confère une « dimension » que les autres médiations n'ont pas, elle s'intéresse :

- A un espace irrationnel
- La souffrance déposée y est bien souvent massive (parce que justement l'espace renvoie à l'irrationnel)
- Cet espace là n'a de sens que pour ces seuls sujets, il a même été créé pour eux et par eux ! mais de nombreux tiers s'y invitent (à la périphérie) ne serait-ce qu'en la dénommant... familiale...

Il m'apparaît dès lors de la plus haute importance que les médiateurs qui « se risquent » dans ce contexte bien particulier relevant par essence du champ de l'intime, à l'opposé des autres contextes d'intervention, s'y préparent à minima. Il ne s'agit pas pour moi d'annoncer qu'une médiation *familiale* c'est beaucoup plus difficile qu'une médiation de *quartier* ...c'est autre ...c'est tout... et c'est beaucoup ! Moi je n'ai jamais prétendu être compétent dans toutes les supposées pratiques qu'on dénomme *médiations*...

Je ne serais par contre, pas opposé à ce que tous les médiateurs se réfèrent à un code de déontologie commun, mais un code qui reprendrait les singularités d'intervention citées plus haut...sous réserve bien entendu que ce code soit le fruit d'une élaboration collective et non de quelques uns comme ce qui vient de se produire avec le R.O.M .

Considérer que la médiation « dite familiale » est avant tout une médiation ne nous exonère pas d'une réflexion sur les autres contextes où se pratiquent *la médiation*... ainsi puisque d'autres, que je n'avais auparavant jamais rencontré sur le champ de la conjugalité et de la

famille, s'autorisent à mélanger aujourd'hui tous les genres au nom de la seule compétence que donnerait la connaissance de la loi des hommes, je m'autorise à mon tour ...de moi-même...à m'interroger sur leur discours et ce qu'il ne nous montre pas !

Peut-être par ailleurs que l'APMF pourrait, à son tour, être plus « offensive » sur l'inflation de l'utilisation du terme médiation !...

Je reste pour ma part assez dubitatif devant certaines médiations dont : les *médiations d'entreprise* ...j'évoque ici les *possibles* médiations qui mettent en présence salariés et représentant du patronat...en ce qui concerne les oppositions *entre salariés*, que ces médiations se déroulent au sein de l'entreprise ou au sein d'un quartier ne change en rien la nature de la médiation !

La révolution industrielle a contribué à la naissance de ce qu'il convient d'appeler : l'identité de « *la classe ouvrière* » avec son corolaire : l'opposition *de nature* entre cette dernière et la propriété privée des moyens de production ! On ne peut dès lors qu'envisager des compromis momentanés et plus difficilement un travail autour de la notion de lien entre ces groupements en opposition ! La signature de ce qui s'apparente à un armistice conjoncturel ne signifie pas l'engagement dans un processus pacifié. Le dernier refus de Laurence Parisot de toute discussion sur une possible remise en cause de la répartition des richesses générées par le travail est très signifiante...paradoxalement c'est le MEDEF qui vient valider en creux... la notion de « *lutte des classes* ». Une médiation dans un tel champ conduit à considérer *politiquement* que les tenants d'une autre organisation sociale nées avec la révolution (Proudhon, Fourier, Owen, Babeuf, Saint Simon, Blanqui...) et Marx, étaient de joyeux hurluberlus qui n'avaient rien d'autre à faire que d'inventer d'improbables antagonismes ... je me refuse pour ma part à considérer l'existence d'intérêts communs au sein de l'entreprise nécessitant la construction d'un *lien...* Au sein d'une entreprise on peut à l'occasion rencontrer la conciliation et la négociation qui ont aussi vocation à traiter « autrement » le conflit ...mais pas de la médiation au regard du concept, de l'éthique, de la posture... il s'agit par ailleurs d'un espace qui n'appartient qu'à l'une des parties en présence et cette *possession du lieu* où se déroule le conflit rend illusoire la dimension d'une égalité acceptée, fondatrice de l'altérité.

Ainsi dans le concret ces oppositions *au sein de l'entreprise* conduisent la puissance publique à nommer *un médiateur* ...ce dernier devra ...après avoir rencontré les parties, ensemble ou séparément faire des propositions pour sortir du conflit ...**propositions qui dans la réalité ne doivent pas sortir des limites de la lettre de mission donnée par le détenteur du pouvoir.** Tout démontre que nous sommes dans un espace de conciliation et non de médiation !

Je viens d'évoquer la position du puriste, reste qu'en ce qui concerne la médiation, à *priori conjugale* mais dénommée familiale cette pureté d'intention n'est que théorique. Par un merveilleux tour de passe-passe, ce qui ne devrait en toute logique concerner que la sphère privée (le couple et son après) devient un objet qui intéresse *forcément* le domaine public (la famille). Il y a ainsi, paradoxalement, à partir

de ce qu'il convient bien d'appeler une instrumentalisation... légitimité à prétendre qu'on se doit *forcément* de s'intéresser à la question de l'enfant !...

Le fossé étant franchi rien ne peut plus arrêter un décret qui demain viendra rendre *obligatoire* la médiation « dite familiale » pour les candidats à la séparation (combien applaudiront à cette logique aux retombées commerciales attendues ?). A défaut de pouvoir interdire le divorce comme l'a fait hier l'ancien régime on pourra, demain, après avoir sous la pression légaliser ce dernier...l'encadrer de considérations d'ordre morale

Reconnaissons qu'implicitement nous avons validé le glissement sémantique ! sur le plan du *marketing* le qualificatif FAMILIAL, sonne mieux, et est plus facile à vendre que le mot médiation....

Il n'y avait nulle urgence à créer un diplôme et aucune cohérence à construire celui de spécialiste (la MF) avant celui de généraliste...Mais en échappant au généraliste (qui d'autre que l'université s'y serait alors intéressé ?) on pouvait *tout naturellement* s'appuyer sur la DGAS, le DEMF serait donc une spécialité des métiers du social ...confié comme il se doit aux IRTS...ouf « on » (la puissance publique) l'a échappé belle !!!!!

Liberté oui... mais bien encadrée !...où comment on passe de la nécessaire régulation sociale co-construite au contrôle social qui rassure l'institution. Ne soyons pas naïf et cessons de penser que la création du diplôme *d'état* est le fruit de notre seule action depuis 20 ans !

La dénomination *familiale* a conduit à la survalorisation du contexte (la famille) sur le concept (la médiation). Il suffit pour s'en convaincre de s'intéresser aux sujets majoritairement traités aujourd'hui dans le cadre du diplôme d'état !...

20 ans après, par contre, le boomerang nous revient... après avoir voulu trop flirté avec le familial (le lien dont certains rêvent avec la défenseure des enfants et avec la protection de l'enfance) ou avec le judiciaire (la commission Magendie, les permanences au TGI) que reste t-il de la médiation ?

En s'intéressant à l'enfant avant que la question soit posée par les sujets eux-mêmes on quitte *forcément la médiation* pour entrer qu'on le veuille ou le redoute dans la *conciliation*...pourquoi pas mais alors acceptons d'être des CONCILIEURS FAMILIAUX... En privilégiant le judiciaire nous prenons le risque de devenir des auxiliaires du magistrat ...pourquoi pas, mais alors acceptons d'être des CONCILIEURS DE JUSTICE.

Comme si le champ social avait attendu la naissance de la *médiation familiale* pour s'intéresser à la question de l'enfant...sur ce champ là les professionnels se bousculent, avec des compétences que le médiateurs ne font qu'approcher quelle idée que de vouloir à tous prix (et notamment celui d'y perdre le sens de la médiation) les rejoindre

On ne peut se plaindre de l'inflation d'utilisation du mot médiation et participer nous même à la confusion ... L'APMF se trouve aujourd'hui devant un choix ...sans doute douloureux...

- Continuer sur la voie d'aujourd'hui ...et prendre le risque d'une scission
- Revenir aux fondamentaux...et prendre le risque de déplaire à ceux qui nous courtisent.

Reste bien entendu la possibilité de la cohabitation...mais alors il faudra bien accepter l'existence de TENDANCES et non de conflit de personnes (ceux la rassurent et

autorisent la stigmatisation de l'autre). Il conviendra alors de donner à ces tendances la possibilité de s'exprimer à l'interne comme à l'externe...
Il y a par contre une bonne façon de ne pas sortir du conflit...c'est de nier son existence !

Une autre organisation ?

Bernard CORTOT

Médiateur familial

Se risquer à imaginer un possible nouveau mode d'organisation de l'APMF sans au préalable définir ce que nous faisons aujourd'hui ensemble me semble un exercice aux résultats aléatoires et à l'occasion générateur de conflits à l'interne !

Une société ne disparaît pas car son modèle d'organisation deviendrait obsolète, mais bien parce que le *diagnostic vital* est posé : les membres qui la composent n'arrivent plus à se donner **un objet commun** sur lequel il y aurait intérêt à délibérer !

Ce n'est pas le modèle d'organisation qui définit une association et qui serait premier, mais bien l'objet même qui la justifie...après tout la France était la France avant même d'être une république, il suffit pour s'en convaincre d'ouvrir n'importe quel manuel d'histoire...On pourrait se risquer à dire qu'en septembre 1792 une assemblée générale extraordinaire « convoquée pour l'occasion » a *simplement modifié* son modèle d'organisation...et de représentation...

« *Il faut toujours remonter à une première convention...* » a professé J.J ROUSSEAU (livre premier du chapitre V du contrat social)

« *...un peuple peut se donner à un roi...un peuple est donc un peuple avant de se donner à un roi. Ce don même est un acte civil, il suppose une délibération publique. Avant donc que d'examiner l'acte par lequel un peuple élit un roi, **il serait bon d'examiner l'acte par lequel un peuple est un peuple.** Car cet acte étant nécessairement antérieur à l'autre **est le vrai fondement de la société...*** » (le même un peu plus loin...)

Qu'est ce qui fait que l'APMF est ...aujourd'hui... l'APMF ?

Vingt ans après, existe-t-il toujours un objet commun sur lequel nous souhaitons collectivement délibérer ?

Cet objet commun, nécessite **forcément unanimité**, faute de quoi la visibilité (interne et externe) de l'association étant devenue floue, cette dernière prend le risque de l'implosion. Sur le modèle d'organisation, nous pouvons par contre diverger, et échapper à l'unanimité des sociétés totalitaires.

1 - HIER QUELS OBJETS COMMUNS ?

J'accepte, par avance, les critiques qui porteraient sur des inexactitudes d'ordre chronologiques.

Les pionniers se sont réunis sur l'objet *promotion* (en réalité le lobbying auprès des différentes institutions). Ils se sont explicitement mis d'accord sur le fait qu'il y avait sans doute une autre façon, *moins douloureuse*, de traiter la question de la séparation.

Comme le note B. BASTARD (col *penser la médiation* ed De Boeck) « *ils ne se sont pas engagés dans des débats théoriques et n'ont pas constitué de courants au sein*

de leur groupe...présentant leurs travaux comme *une pratique homogène* (Reprise par J.F SIX dans le N° 41 des cahiers de la médiation). Ils ont (ces pionniers) pu, en retour, se présenter comme unis dans une même démarche... même s'ils n'avaient alors, *forcément*, qu'une idée vague de l'objet vendu.

Cette unanimité a débouché, au niveau de l'organisation, sur un « couper coller » du modèle loi 1901 « classique », avec un président un bureau un CACe modèle, s'agissant alors de *vendre un objet sur lequel on était d'accord* ne posait en soi aucun problème. Pour être par ailleurs certain d'échapper à une possible contestation qui serait venue pour mettre à mal l'unanimité ; ils se sont octroyé une place *de droit au C.A de l'association...* se réservant ainsi la possibilité de n'admettre au sein de l'APMF que des personnes sûrs.

Ce modèle *d'exclusion* démontrera par la suite sa pertinence pour refuser l'adhésion de professionnels venant d'un champ « honni » (nota les avocats), par des membres du bureau chargés alors de valider ces demandes. Il ne faut pas s'étonner si aujourd'hui nous en payons le prix.

11 - 1990 –le temps de la pratique

Vendre un objet qu'on connaît mal n'est pas chose aisée...certains se sont risqués à la pratique de la chose de fait *non apprise*...premières fissures dans l'unanimité. Certains se sont rendus à cette évidence : la médiation familiale reposait sur des concepts aux contours flous qu'il convenait en premier lieu d'approfondir avant d'en envisager une plus large vulgarisation...cette analyse n'a pas été, loin de là, partagée par tous.

Les tenants de la *recherche théorique* ont été considérés, longtemps, comme des marginaux ingrats, incapables de percevoir combien le modèle qui nous venait de Québec et la négociation raisonnée étaient, *forcément*, des produits géniaux ; on a pu s'apercevoir à l'occasion du colloque de novembre la modernité dudit modèle.

Pour avoir eu raison trop tôt, ils ont été relégués à la périphérie de l'APMF et n'ont pas participé au partage du gâteau de la formation. Peu leur en coûtait, la dimension commerciale ne faisait pas partie de leurs intentions !

Premiers conflits, premières *exclusions implicites*...

12 - 1992 – le temps de la formation

Autre fissure, Il convenait d'imaginer un modèle de formation qui fasse unanimité (ce qui fait qu'un peuple est un peuple...) la très *fameuse charte européenne* brandit hier encore en étendard a remplacé la convention première. A y regarder de plus près cette charte est une coquille pleine...de vide... avec laquelle les centres de formation faisaient à peu près ce qu'ils voulaient. Mais cette absence de consistance a paradoxalement permis de reporter à plus tard l'apparition des conflits : l'unanimité pseudo théorique était préservé.

D'aucuns se sont alors lancés dans la formation (il fallait bien aussi se multiplier pour mieux faire connaître la nécessité de l'adoption de l'objet). La formation étant *plus rentable* (il convient de parler en terme économique) que l'exercice de la pratique mais aussi bien plus visible que cette dernière (c'est encore vrai) ces formateurs ont pris une place plus importante au sein de l'association que les tenants de la clinique. Cette dernière *forcément singulière* s'accommode mal d'être sous le feu des projecteurs !

Le modèle d'organisation a tenu bon, mais l'APMF a évité de peu le schisme avec une commission formation qui avait de fait tous les pouvoirs, y compris celui de s'affranchir de l'avis du CA pour sortir des textes à l'extérieur de l'association !

Et puis, il faut bien le dire, une première tentative de fusion/absorption par la FENA-MEF, préparée en catimini, a tournée cours... Pierre GRAND ne s'est pas alors associé à la combine...

13 - 1995 – le temps du code de déontologie

Aujourd'hui ce texte un peu obsolète (dans la définition comme dans la formation du praticien) est l'un des marqueurs de ce qui a fait que l'APMF *était* l'APMF. Il a réuni, dans sa conception, tous les adhérents/militants de l'association. Adhérer à l'APMF c'était *forcément partager cet objet commun*. Et pour inscrire ce dernier comme fondement, ce code a été gravé dans le marbre consécutivement à sa validation par l'AG... Il a fait (et fait ?) référence commune !

Lorsque l'on travaille dans une direction clairement identifiée par tous, les divergences de vue font partie du chemin à parcourir !

14 - 1996 – 2002 - le début de « l'institutionnalisation/ reconnaissance »

Décret du 22 juillet 1996, on pourrait ajouter la loi du 4 mars 2002 sur l'autorité parentale qui de fait consacre la notion de coparentalité chère aux médiateurs familiaux...

Tous les praticiens d'alors s'en sont réjouis....

C'est aussi le temps de la création du *collège des médiateurs*, sensé palier l'absence d'une véritable « formation diplômante » espérée depuis une décennie.. Collège porté la encore sur *les fonds baptismaux* par une assemblée générale qui l'a inscrit dans les statuts de l'association.

Convention partagée qui prenait la suite de la convention première.

15 - 2003 – le temps de la conceptualisation – de la régionalisation

La médiation familiale faisait désormais partie des « outils de régulation sociale » mais les concepts qui la fondaient étaient encore à affiner... voir à construire.... La réponse en a été la revue. Si les textes qui la composent prêtent *forcément* à la critique, l'objet revue a fait lui unanimité !

La chose, non traitée en son temps, revient toujours se rappeler à l'ordre du jour lorsque la clinique bute sur l'impasse, où lorsqu'il s'agit de dire autrement qu'avec un slogan, pourquoi et comment notre pratique est singulière ! Les (rares) théoriciens sont un peu revenus sur le devant de la scène !

C'est aussi le temps de la régionalisation, même si celle-ci a pris naissance avant cette période son marqueur reste la modification statutaire. Cette régionalisation a permis d'évacuer du national le traitement du conflit récurrent : *...la région est le niveau adéquat pour les commissions...* verbalisent certains !

16 - 2004 – les premiers diplômés

Le temps de la période ubuesque : juré en janvier, candidat recalé en février... praticien reconnu par ses pairs mais non admis dans la cohorte des diplômés.... les exemples ne manquent pas ! Les formateurs/praticiens/employeurs qui s'étaient déjà partagé le gâteau d'hier vont *truster* les postes dans les jurys. Du haut d'une compétence, auto-attribuée, ils peuvent s'ériger en censeurs de collègues renvoyés à leurs études (qu'ils dispensent par ailleurs, bouclant ainsi la spirale économique).

Le temps d'un regard également très critique sur la VAE « *pourquoi ne pas suivre la formation longue et préférer la VAE ?* » discours paradoxalement tenu par des diplômés d'hier ... par la voie de la VAE !

Le temps d'une fissure qui s'agrandit !

Si le praticien est, dans la clinique, sensé être un professionnel du conflit ...L'APMF a toujours entretenu paradoxalement une peur de celui qui naît en son sein. Pour l'exorciser on va ainsi prétendre qu'il est...*Apprivoisé*... et qu'il n'y aurait pas de divergences majeures, mais plus sûrement des conflits de personnes, qui se battent pour la détention du pouvoir. Explication donnée en forme d'analyse pertinente, par ceux qui justement détiennent toutes les rênes de ce pouvoir !

« ...*Une recherche puérile sur les intentions des hommes a remplacé l'examen réfléchi des objets eux-mêmes...ainsi les haines, les préventions particulières ont dégénéré en faction funestes à la chose publique et la défiance est devenue une raison péremptoire de rejeter avec humeur, au lieu d'être seulement un motif d'examiner avec plus de scrupule...* (CONDORCET ce que les citoyens sont en droit d'attendre de leurs représentants)

2 - 2009 -QUEL OBJET COMMUN ?

Association

Pour

La **M**édiation familiale

On peut relever deux événements qui, pris hier dans une unanimité d'AG, ont eu de fait une incidence majeure par la suite, sur la visibilité de l'association :

1 – le **P** de promotion, convention première, qui a disparu pour faire place au **P** de pour. Cette modification a surtout été adoptée pour éviter alors de se présenter comme une association de praticien (le P). Il s'agissait alors de ne pas brusquer ceux qui, bien qu'ultra minoritaires, ne l'étaient pas ! (des praticiens).

Pour éviter de faire un mal possible on a ainsi choisi de faire un mal certain pourrait dire Boris CYRULNICK !

Mais qu'est ce qu'être pour la médiation ? Sinon être contre ceux qui sont contre D'ailleurs qui est contre, à part peut être Jean François SIX... ? Avouons que c'est un peu court comme objet premier...on ne recense à ma connaissance aucune association **Contre** la médiation familiale !

2 – La disparition des membres fondateurs comme membres de droit du C.A est venue accentuer la décision prise plus haut. Avec cette « disparition », l'APMF rompt définitivement avec son histoire première...métaphoriquement, c'est un peu comme si la rupture définitive d'avec le P de promotion nécessitait *forcément* pour être entendue.... la disparition du corps physique du roi après Varennes...

Pas étonnant que certains en appellent à une fusion avec la FENAMEF puisqu'à leurs yeux cette dernière et l'APMF s'intéresseraient au même objet, la composition de l'APMF qui accepte en son sein praticiens (très majoritaires) et services accentuant la confusion...

On ne touche pas l'intitulé d'une structure sans que ses fondations n'en soient atteintes, que reste-t-il de la convention première et à défaut par quoi a-t-elle été remplacée ?

21 - La promotion

Inscrite dans les statuts.

Dans les faits, l'APMF réalise très peu de promotion : objet qui est dirigé vers de possibles personnes intéressées, pour elles, par la médiation. Un colloque n'est pas une promotion, il ne s'adresse en général qu'à des convertis. L'essentiel de la promotion est faite aujourd'hui par les services, un peu par les régions, pratiquement

pas par l'instance national. Paradoxalement, la permanence téléphonique perçue par certains comme un possible gâteau à posséder, seul lien de l'association avec la clientèle est continuellement sur la sellette...

22 - Le code de déontologie

On demande aujourd'hui aux nouveaux adhérents de s'engager sur un code de déontologie désormais désuet... dans la définition donnée à la médiation familiale et en décalage avec les exigences de la formation ...En réalité, dans sa configuration actuelle, il ne peut être un objet commun.

23 -Le collège des médiateurs familiaux

L'APMF revendique 530 adhérents, pour 97 membres du dit collège soit un peu moins de 20% des membres qui la composent !

Si le collège a pris tout son sens dans l'histoire passée, l'apparition du D.E et de la prestation de service lui a fait perdre l'essentiel de son intérêt. Prétendre aujourd'hui qu'il s'agit d'un gage de *qualité* pour les sujets intéressés (par la médiation) ne correspond en rien à la réalité, même l'exigence d'analyse de la pratique était déjà inscrite dans le code de déontologie !

24 -Le livret éthique

Très majoritairement *reconnu* par les adhérents, il pourrait être ce *commun*, sauf qu'une minorité, manifestement détentrice de pouvoirs, a toujours œuvré...avec succès... pour qu'il ne soit pas validé par une AG qui lui conférerait ainsi le statut de *convention partagée*.

25 - La réflexion sur la formation

L'APMF a fait sienne les attendus du D.E, bien que dans sa construction comme dans sa mise en œuvre elle n'a guère été entendue : qui était pour confier ce dernier à la DGAS et aux IRTS et non à l'université ?

Quid de la critique de la formation et de la sanction de celle-ci ? Mission impossible face au lobby ...très puissant ...des adhérents/formateurs

3 - UN OBJET COMMUN POUR QUE L'APMF SOIT L'APMF ?

Cette Interrogation est aujourd'hui d'autant plus centrale que la dernière AG, tout comme d'ailleurs les CA qui se sont succédé depuis, ne se s'est pas posé la question des orientations futures !

Alors que faisons- nous ensemble si la convention première n'est plus d'actualité, si les objectifs d'hier ont été atteints où sont devenus *sans objet*, et que nous n'avons aucune orientation qui nous indiquerait de quoi il s'agirait de délibérer ?

Nous faisons aujourd'hui *comme si* la volonté générale s'était exprimée pour dire qu'il fallait désormais faire *comme avant*... nous sommes même capables de construire un Budget Prévisionnel avant d'avoir défini des orientations, sans avoir rassemblée les budgets des commissions, ni ceux des régions...

Je formule l'hypothèse que les conflits d'aujourd'hui ne sont que la conséquence de l'impossibilité devant laquelle nous nous trouvons, depuis la perte de ce qui faisait unanimité entre nous, d'identifier ce qui nous rassemble.

N'avoir comme seul objectif que la gestion et être partout pour y délivrer un message dont on ignore s'il est partagé...c'est bien être dans le pouvoir et générer en retour le conflit

4 – CE QUI POURRAIT NOUS RASSEMBLER

41 – Une même idée de l'éthique

La réflexion collective d'hier et sa concrétisation à travers le livret *pour une pratique éthique* pourrait être l'objet central de ce rassemblement.

42 – Un code de déontologie accepté par tous

Une réflexion avait été mise en place, elle a été interrompue ! Le code *d'hier* est à refondre

43 – Nous sommes des praticiens de la médiation familiale

Les deux premiers points, qui s'articulent entre eux, constituent de fait *un objet exposé aux yeux de tous*, ce qui permettrait d'assurer la visibilité vis-à-vis de l'extérieure....le troisième point concerne lui des sujets repérés et regroupés dans des tendances connues de tous

Reconnaître les tendances permet de faire en sorte que le jugement « se fasse au cours du moment d'exposition et grâce à ses procédures... » et non par un préjugé (c.f. Une autre république – Laurence CORNU préface de Mona OZOUF ed l'harmattan)

Bénédicte DEFOSSEZ

Médiatrice Familiale

Le dispositif de Médiation Familiale, un itinéraire qui s'inscrit dans « l'épaisseur du temps »... et orientations politiques de l'APMF pour le Médiateur Familial et la Médiation Familiale...

Je ne vous parlerais pas d'évolution de la famille, du couple.... Je vous parlerais plutôt de transformation de la famille, du couple, du lien, de ce qui fait lien entre les personnes

Qui serais-je, pour prétendre vous dire, qu'il est une évolution, pour me permettre de poser un curseur sur le fil du temps, d'une appréciation de ce qui est mieux aujourd'hui qu'hier, de ce qui le sera moins bien que demain.

Dans ce qui fait débat, ici, avec vous, nous pourrions simplement dire, qu'à travers ce que j'aime appeler l' « égrénitude » des années, il apparaît une transformation de l'organisation de vie des personnes et de ce qui fait sens du lien privé dans une vie en société.

Dans cette transformation du pluriel au singulier, du groupe à l'individu, du couple à la personne, d'être parent à être père ou être mère,..... Nous sommes dans une logique de l'individualisme familial. En ce sens, il apparaît une résistance à vouloir « perdre une liberté » tout en souhaitant « s'engager dans une relation ». Nous sommes donc, dans une ambivalence singulière entre une grande diversité « d'être en famille » et une dynamique de primauté individualiste.

Tenant compte que le réseau familial s'élabore dans un maillage différent de celui de naguère, où l'espérance de vie influe sur les relations, le champ de la famille est donc par essence spécifique car il est de l'ordre trans-générationnel, il touche à des affects et des liens identitaires... matières s'il en est fragiles et délicates.

Dès lors, la stabilité de la société n'est plus la famille au sens du clan mais au sens de ce qui fait lien, de la filiation, du savoir vivre dans le respect de l'altérité. Ainsi l'axe de filiation apparaît être un critère important de cohésion sociale.

La stabilité de la famille influant sur celle de la société, nombre de professions sont venues réglementer, contrôler, aider, guider, étayer, séparer... afin que les relations humaines s'harmonisent autour de valeurs fondamentales et universelles, celles des droits de l'Homme, des droits du Citoyen, de notions ternaires de liberté, d'égalité, de fraternité. Valeurs où les relations s'accordent autour de l'écrit, la gestuelle et la parole.

C'est ici le terme de « séparer » qui retiendra notre attention... « Séparer » sans tout « Briser »... trouver un passage dans l'ici et maintenant qui permettra aux personnes, disposées, de repenser le lien.

Ainsi, la Médiation Familiale est un dispositif, dont seul le Médiateur Familial est le garant, permettant au sein d'un espace de rencontre, de relancer une conversation apaisée et constructive, ouvrant le possible au dépassement de ce qui fait conflit... une transmission, orale en l'occurrence, pour le rayonnement de tous dans le respect de chacun.

Aujourd'hui, la Médiation se développe dans tous les champs d'activité sociale... au sein de la famille, des écoles, des hôpitaux, des quartiers, des entreprises... s'accompagnant de pratiques multiples et parfois contradictoires. Le galvaudage de la Médiation ne facilitant pas la visibilité pour le public, il est important de savoir de quoi nous parlons lorsque nous employons les mots de « Médiateur Familial » et de sa profession : « la Médiation Familiale ».

A travers ce texte, dans ce qui fait débat ici, avec vous, « Médiateur Familial (I) et Médiation Familiale (II) » cet écrit présentera quelques remarques afin d'apporter une possible déclinaison d'orientations politiques de l'APMF.

I – Médiateur Familial

Le Médiateur Familial est une personne qui est empreinte d'une certaine conception des rapports sociaux et humains. Il se doit d'avoir une connaissance parfaite de son champ d'intervention, et donc de ses limites... Un champ d'intervention spécifique... s'il en est un des plus beaux, des plus délicats... Le Médiateur Familial n'a de cesse d'avoir à l'esprit la dimension politique et philosophique de son intervention et doit posséder une compréhension des différents enjeux relationnels.

A mon sens la qualité du Médiateur Familial est fondée sur trois Piliers : sa connaissance (a), son engagement éthique et déontologique (b), sa pratique et son accompagnement (c).

a) sa connaissance :

Je déclinerais par « sa connaissance » qu'elle soit socle d'indispensables pierres : celles, entres autres, de sa formation longue - le diplôme d'Etat du Médiateur Familial - et formation continue à la Médiation Familiale.

- Le Médiateur Familial a reçu une formation longue et spécifique à la Médiation Familiale, c'est-à-dire étalée sur plusieurs, années avec des stages pratiques auprès de Médiateurs Familiaux confirmés. Son enseignement couvre différents domaines qu'ils soient de sociologie, de droit, de psychologie, et de médiation orienté sur la posture de tiers.

Le diplôme d'Etat de Médiateur Familial est une référence pour les personnes en séance mais aussi pour toutes personnes amenées à orienter vers un médiateur familial. En effet, le diplôme d'Etat de Médiateur Familial consolide l'idée d'une part de la compétence que l'on attribue à des professionnels et d'autre part de la qualité de leur intervention dans le domaine spécifique de la Médiation Familiale. Il permet une

meilleure reconnaissance et visibilité de la profession. Limiter le Médiateur Familial à la seule expression du diplôme serait l'amputer.

- Le Médiateur Familial continuera en plus de sa formation initiale à la Médiation Familiale, une formation à travers des colloques, des groupes de réflexion éthique et déontologique, des études constantes sur les questions qui émergent du fait de la transformation de la famille, des textes de lois et réglementations diverses...

b) son engagement éthique et déontologique :

Je déclinerai ici, qu'il soit celui de la compréhension et de l'application de règles déontologiques à la Médiation Familiale, et du savoir de ses valeurs éthiques et humanistes.

c) sa pratique et son accompagnement :

Je déclinerai par « sa pratique » qu'elle soit celle d'une pratique régulière et qu'entre autres elle soit accompagnée de l'analyse des pratiques et de la supervision.

Par ces dernières, il sera amené à prendre conscience de la nécessité de repenser sa conduite, en la rectifiant éventuellement pour travailler une situation dans laquelle le Médiateur Familial aurait trouvé une difficulté ou une ombre. En séance, il partagera les expériences des autres Médiateurs Familiaux en respectant la confidentialité des personnes. L'analyse des pratiques et la supervision lui permettent de prendre de la distance. Ces instances sont celles où, sans cesse le Médiateur Familial remet en travail sa posture de professionnel. La supervision est un travail plus en phase avec son intériorité, sur ses affects, ses résonances, de ce qui fait de lui un être de droit du vivant conscient et inconscient.

De par ces piliers, le Médiateur Familial, empreint de son expérience de la vie, de ses acquis d'études et professions antérieures, évitera la confusion des places et des fonctions.

Il serait dommageable qu'une confusion des places, des pratiques négociatrices, d'expertise, d'arbitrage viennent abîmer l'essence même de la Médiation Familiale et qu'en définitif elle ne soit plus, un jour, que le réceptacle des dossiers dans lesquels, il faudrait se dépêcher de « régler le conflit » sans l'établissement ou rétablissement d'un dialogue apaisé dans une confiance trouvée ou retrouvée.

La Médiation Familiale n'est pas un « marché » à conquérir, c'est un dispositif dans un domaine spécifique, à préserver dans le respect de principes déontologiques et de valeurs éthiques qui lui sont propres. C'est le savoir vivre ensemble dans le respect de chaque profession qui me semble permettre d'offrir un réel service aux personnes qui viennent en médiation.

Ainsi dans ce qui fait débat en cette première partie, pourrions-nous relever quelques orientations politiques pour l'APMF. Pourrions-nous penser qu'elles soient en ce qui concerne le médiateur familial :

- la défense du diplôme d'Etat du Médiateur Familial,

- la poursuite des travaux et revendications de l'APMF sur la rémunération du Médiateur Familial dans des instances extérieures (centrales syndicales, cnaf...)
 - une préservation « militante » de la spécificité de la profession du Médiateur Familial,
 - la continuité d'une APMF...
- D'un lieu où le Médiateur Familial peut venir dire ce qu'il vit sur le terrain, ce qu'il rencontre comme problème, venir dire et être écouté,
 où le Médiateur Familial trouve des réponses à ses questionnements aux travers des écrits, des avis, des enquêtes,
 d'un lieu où nous trouvons les réponses concernant la spécificité de la profession de Médiateur Familial et de la Médiation Familiale...
 d'un lieu où, au travers de commissions, telles que la commission des différents, la commission éthique, la commission déontologique, les professionnels et toutes personnes peuvent adresser des courriers pour avis,
- d'un lieu représentatif des Médiateurs Familiaux et consultatif pour toutes personnes publiques ou privées quelles soient nationales et internationales concernant le médiateur familial, sa profession, et la préservation des pratiques dans le respect des textes fondamentaux de l'APMF.
 - d'un lieu confraternel où, ensemble avec nos différences, nous préservons la profession de médiateur familial.

Ainsi allons plus loin sur notre réflexion et, au travers de la deuxième partie, développons en quelques lignes, la Médiation Familiale. Et en ce sens, porter notre pensée sur les possibles orientations politiques APMF concernant celle-ci ?

II – la Médiation Familiale

Pourrions nous reprendre ici que la médiation familiale soit un passage dans l'ici et maintenant qui permet aux personnes, disposées, de repenser le lien. La Médiation Familiale permet de relancer la communication, dans un travail avec les personnes, vers un lien plus satisfaisant pour le présent et l'avenir. Elle permet l'établissement ou le rétablissement d'un dialogue apaisé dans une confiance trouvée ou retrouvée.

Je m'arrêterais sur le mot de « confiance ». Il semble que nous pourrions parler d'être en confiance afin qu'émerge la confiance. Une confiance non pas aveugle, mais une « confiance raisonnée » dans les effets de la parole transmise en Médiation Familiale.

Elle est accompagnée d'une « prudence » que j'appellerais « prudence constructive dans un esprit d'une critique positive ».

Ainsi, les personnes se comprennent pour trouver une interprétation politique au sens d'une confiance dans l'autre. Elle repose sur la reconnaissance autonome de chacun de regarder dans le même sens tout en allant dans des directions différentes. De la sorte, chacun dans sa vie nouvelle se trouve sur des chemins différents et continue à tricoter des liens sociétaux regardant dans le même sens dans un intérêt supra relationnel : celui qui les réunit en d'indissolubles liens : l'enfant par exemple.

Afin qu'une relation de confiance puisse se construire, je soulignerais ici l'importance de la confidentialité. Ainsi, le Médiateur Familial s'oblige à la confidentialité et les personnes s'engagent volontairement à celle-ci. La confidentialité libère d'un poids cristallisant la communication. Elle permet aux personnes de s'autoriser à « une expérience d'espace libre ».

Aussi, il semblerait dommageable que des personnes extérieures à la Médiation Familiale ne saisissent pas l'importance de ce principe fondamental et viennent « empêcher » les personnes en Médiation Familiale.

Faire confiance est parfois impossible. Bien que les personnes s'engagent à une certaine attitude envers l'autre. Il apparaît des situations où la Médiation Familiale n'est pas le chemin. En effet, lors de l'entretien d'information et du premier rendez-vous, il est important de relever chez les personnes un consentement réel, éclairé et sans pression.

Le Médiateur Familial n'oblige pas les personnes à venir, elles sont invitées à entrer volontairement et sortir librement lorsqu'elles en souhaitent l'expression. Ce « volontariat à venir » et cette « liberté à sortir » sont des clés essentielles pour permettre aux personnes d'entrer en Médiation Familiale... l'absence d'obligation, va donner l'accès aux personnes pour se mettre en chemin vers un dialogue qui traversera les temps présents et à venir.

Il semble important d'être attentif lorsqu'une personne exprime un refus. Il faut savoir que cela n'est pas forcément pour gêner l'autre.

Nous ne pouvons sous-estimer les pressions internes et externes que vit ou a vécu l'une ou l'autre des personnes. Il ne faut pas croire, non plus, que se soit toujours la première personne qui sollicite la Médiation Familiale qui soit dans une idée consensuelle et honnête.

En ce sens, l'information à la Médiation Familiale doit être claire, précise, discutée, explicitée afin que les personnes viennent recevoir une invitation à entrer en Médiation Familiale. Le refus de la personne d'entrer en Médiation Familiale ne devant pas être sanctionnant, ni culpabilisant.

Une Médiation Familiale ne peut se prétendre en un seul rendez vous. Il est impensable de dire qu'il y a eu Médiation Familiale parce qu'il y a eu des accords signés. Il n'y a pas Médiation Familiale si des personnes, après des heures, finissent par signer sans avoir le temps de la réflexion, sans prendre conseil... C'est grâce à l'espace de réflexion entre les séances, à la possibilité de revenir sur une parole, une incompréhension en toute confiance qu'un langage sincère permet la re-naissance pérenne de la parole.

Prendre le temps n'est pas perdre son temps. En effet, si elles manquent de réflexion, de recul, de compréhension, de la reconnaissance de l'altérité, les personnes reviendront face au juge.

Vous comprendrez que c'est tout au long de son exercice professionnel en qualité de médiateur familial un exigent continuum de la juste distance.

Le Médiateur Familial apportera sa culture de médiation dans l'espace de rencontre des personnes. Il organise un libre « décalé de liberté », une possible traversée, un passage pour rejoindre l'autre rive, celle de la reconnaissance de l'autre.

Cet espace peut permettre de porter un regard autre, sous un autre angle, sur les choses de la vie que les personnes connaissent si bien : les choses qui leur font conflit.

La recherche première de la Médiation Familiale n'est pas la course aux protocoles d'accord ; elle est le rétablissement de la communication entre les personnes. Elle n'est pas non plus le règlement des conflits. La Médiation Familiale a pour but premier de permettre aux individus la reconnaissance de leur différence, la pérennisation d'une communication constructive autour d'indissolubles liens à partir de l'expression de la reconnaissance de l'altérité. Nous sommes dans le « Savoir regarder ». Savoir garder autrement une communication constructive dans l'intérêt de chacun.

Ainsi le rétablissement de la communication va s'inscrire dans l'acquis des personnes comme une « empreinte du possible ». Cette expérience aura un effet pédagogique. En effet, le dispositif va s'enregistrer dans leur mémoire comme un acquis conscient et délibéré et surgira dès que surviendront les stigmates d'un désaccord.

Les personnes adopteront le principe qui aura de la valeur pour elles et s'appuieront sur cette expérience pour régler seuls leur futur - venant consulter un conseil qu'il soit juridique, social, médical, psychologique, éducatif, scolaire auprès des personnes compétentes afin de vérifier l'éventuelle faisabilité de leurs décisions et rencontrer le Magistrat, garant des libertés par son indépendance et son impartialité.

Nous pourrions dire, ainsi, que la Médiation Familiale est « un espace temps au présent ». Dans l'esprit de ce que nous exprimait Henri Bergson, (matière et mémoire 1896, Ed. des PUF, 1991), où le temps est comme « un tout indivisé » entre le passé et l'avenir. Le présent, expression d'une sensation de mouvement, prolongeant l'action vers demain. Henri Bergson définit le temps présent comme un « présent vivant » qui possède une certaine épaisseur de durée. Le temps retient le passé immédiat et anticipe l'avenir. Nous pouvons ainsi comprendre, qu'en soi, être père, être mère... ne change pas mais qu'il y a du mouvement. Les personnes regardent ce changement directement. Il leur apparaît comme substantiel et durable, d'une solidité supérieure à celle de la fixité du conflit où ils sont enlisés.

En Médiation Familiale, les personnes viennent chercher un mouvement qu'elles ne savent pas faire seules. Elles sont empêchées.

En effet, dans leurs tourmentes entre désir et réalité, entre les pressions extérieures, les rancœurs, le non-dit, les regards culpabilisateurs, les destructrices attestations, les différents recours déjà utilisés... Les personnes prennent en Médiation Familiale la dimension d'un autre sens.

Les personnes prennent conscience du sens de leurs souhaits, de leurs désirs. Le conflit, au sens de l'expression de la différence existe... il est possible. En effet, Freud montre qu'une vie pleinement humaine n'est pas compatible avec la satisfaction totale des désirs. Cela pourra se faire par la prise en compte de la dimension sociale de nos désirs dans le respect des règles de la société.

A travers la Médiation Familiale les personnes acquièrent de la « tempérance de leur désir ». Platon nous montre que la tempérance est une vertu (cf dialogue entre Calliclès et Socrate). L'alternative n'est pas entre satisfaire tous ses désirs ou pas.

Encore moins de se laisser diriger en tout par ses désirs. Les personnes prennent raison, se raisonnent, deviennent plus raisonnables avec elles même, et avec autrui. Ainsi la Médiation Familiale peut permettre aux personnes de prendre conscience de l'espace du désir raisonnable.

Au moment de conclure, nous dirons que le Médiateur Familial est le témoin de personnes, de parents, qui s'autorisent à tourner la lumière autrement, sur une autre appréciation du lien.

Dans la situation de parents où, lorsque le vivre à deux n'est plus, il apparaît une nouvelle organisation qui doit se légitimer sur la reconnaissance du respect à vivre en société. Ainsi, dans la conversion de leur a priori, il n'y a plus un gagnant/perdant mais un gagnant/gagnant ; un savoir vivre séparé dans un climat apaisé pour l'intérêt de l'enfant. Ce qui fait conflit ne devant pas être réglé mais travaillé avec les parents. Ce faisant, dans leur inquiétude du « comment continuer à être parent » ces derniers s'autoriseront à accepter que l'enfant ne soit la possession ni de l'un, ni de l'autre mais que leur enfant est une personne libre, en apprentissage, ayant des droits : tels que l'accès à ses deux parents. Un accès non pas seulement dans l'élaboration d'un planning d'échanges entre les maisons, mais aussi et surtout un accès sans pression, sans manipulation, sans critique acerbe entre les parents... ces comportements engluant l'enfant dans un dévastateur conflit de loyauté.

En ce sens, au travers de ces quelques lignes, il serait pauvre de laisser la Médiation Familiale dans le seul champ du règlement des conflits et d'une course effrénée aux accords. Un tel appauvrissement ne saurait nous convenir par le fait que la Médiation Familiale est, au delà de l'espace tiers où s'expriment les divergences d'idées, une conversion du regard vers l'expression d'un lien se substituant au lien conjugal : le lien social.

Ainsi dans ce qui fait débat en cette deuxième partie, pourrions-nous relever quelques orientations politiques de l'APMF. Pourrions-nous penser qu'elles soient, en ce qui concerne la médiation familiale :

- la continuité de la conceptualisation de la Médiation Familiale dans l'aujourd'hui et demain. En effet, l'APMF est une association qui depuis plus de 21 ans réfléchit, écrit, conceptualise dans le domaine spécifique de la Médiation Familiale et de sa profession.
- la préservation de l'essence même de la Médiation Familiale, avec des positionnements clairs et précis en certains points. La préservation de la spécificité du champ dans laquelle elle a mission,
- la haute portée de ses textes fondamentaux (son livret éthique, son code de déontologie du médiateur familial...)
- l'évitement d'un éparpillement dans de trop nombreux groupes extérieurs apportant parfois une certaine confusion.
- une recherche constante de la promotion de la médiation familiale. Ainsi, l'APMF doit continuer à être cette Instance nationale représentative de la Médiation Familiale. Une Instance consultative pour toutes personnes publiques ou privées quelles soient nationales et internationales concernant la Médiation

Familiale, dans la préservation des pratiques, dans le respect des textes fondamentaux de l'APMF.

En ces derniers mots, pourrions nous aller plus loin et penser qu'après cette présentation de la profession de Médiateur Familial, de la Médiation Familiale et de leurs orientations politiques pour l'APMF, un souhait pour l'association soit son développement harmonieux de plus en plus important... un lieu préservé des « remous du quotidien », où les liens confraternels nous autorisent à nous enrichir de nos différences et de nos vécus professionnels dans le respect et la préservation des valeurs fondamentales de la Médiation Familiale.

Politique de l'APMF

La médiation familiale dans la société

Claire DENIS
Médiatrice

Petite mise en bouche :

Nous sommes le 17 février 2009, j'ouvre le journal : « Nicolas Sarkozy, super médiateur ! » titre le journal ; Nous sommes le 10 février, j'écoute la radio : il y a des troubles aux Antilles, des conflits avec les chercheurs....

Le gouvernement envoie des médiateurs ! « Pour étouffer le conflit ...qui prend son origine dans une parfaite injustice » dit un élu de gauche ; « Pour faire passer la pilule » dit un syndicaliste ; « et si le médiateur proposait le dialogue ...murmure un chercheur ...pourquoi pas ! Mais pour dialoguer, il faut écouter...et ce médiateur est-il indépendant ? »...

L'exercice de la démocratie est particulièrement difficile : nous ne pouvons que tendre au pouvoir partagé, à l'implication de tous, à la justice entre nous, à la solidarité. Nous pouvons seulement tenter d'inventer de nouvelles façons de travailler ensemble.

La pratique de la médiation nous enseigne qu'une parole, une écoute, un débat, un dialogue doivent être protégés de tous et par tous par un cadre qui fait référence et limite.

Elle nous pointe la nécessité de séparer ce qui est personnel- singulier et collectif-commun, de reconnaître la différence, de débattre, d'élaborer des décisions en commun, à partir de positions différentes parfois opposées.

Nous voici, au creux de l'APMF, au défi d'inventer par nous même, et pour nous même cet exercice, de faire médiation entre nous.

Nous sommes au risque d'énoncer nos différences, sans peur de perdre l'amitié ou la possibilité de travailler ensemble.

Nous sommes au défi de nous éloigner de la pensée unique pour faire émerger le débat.

Nous sommes au seuil d'inventer l'Autorité ; celle qui nous autorise et légitime à prendre des décisions.

Nous sommes au défi de nous appliquer à nous même le cadre que nous posons pour les personnes qui viennent solliciter notre intervention : Nous exprimer, au plus juste de notre pensée, sans crainte de déplaire ou d'être jugés, nous écouter, accepter le débat, décider ensemble (dans la conscience de la responsabilité de représenter l'ensemble des adhérents).

Notre vision de la place de la médiation familiale dans la société est à clarifier :

Je clarifie ici ma propre conception de cette place.

Je place la médiation familiale :

- du côté de la médiation en prenant en compte la spécificité du champ familial : le cadre de la médiation (dans les situations de conflit), la posture du médiateur m'apparaissent identiques dans tous les champs d'application ; le contenu de la médiation familiale diffère de par la nature du lien, du « transgénérationnel » (ce lien qui s'est construit avant nous et se continue après nous), des échanges (je donne aussi pour qu'un autre donne à son tour), des places inassimilables dans la parentèle; du lien d'appartenance qui participe de l'identité.

- du côté de la société civile (du vivre ensemble dans toujours plus de « liberté, égalité, fraternité ») et des espaces privés (protégés de l'intime et du social) – ceci place les dispositifs de médiation F. comme lieux indépendants, espaces de liberté et de responsabilité proposés aux acteurs ; ceci s'oppose à la conception de la médiation comme mode de régulation, de normalisation, d'aide à l'application de décisions extérieures aux acteurs, de perpétuation de systèmes de pouvoirs en place ; ceci s'oppose à la conception du médiateur comme auxiliaire de justice ; ceci nécessite la stricte séparation des espaces de travail (justice, médiation, travail social...), la nécessaire indépendance des professionnels dans leur place spécifique, leur cadre de travail (cette position va avec le fait de s'interdire d'occuper plusieurs places à la fois, d'empiéter sur le travail de l'autre...)- cela nécessite enfin de réaliser des médiations entre professionnels.

-du côté des sujets en lien de parentèle et non du côté du groupe famille, ou de la parentalité, ou encore de l'enfant et de son intérêt.

-du côté de la parole adressée et du débat qui peuvent aboutir à des décisions en commun et non du côté de la seule recherche d'accords.

-du côté de l'être et non, seulement, de l'avoir et du faire

-du côté des 3 dimensions du réel, de l'imaginaire et du symbolique

Je considère les espaces intermédiaires (transitionnels, interstitiels, d'entre-deux), protégés des pressions diverses qui s'exercent sur les sujets, comme nécessaires à la société.

Ces espaces protégés sont là pour permettre la parole, le débat et la liberté d'inventer ; pour accueillir le doute, l'ambivalence et le risque ; pour permettre le « détour » (les « mille sentiers » de Montaigne qui refuse de choisir trop vite le chemin tracé sans avoir le temps de penser), pour redonner place à l'humain quand la société sombre dans le tout technique, le tout efficace, le trop plein. Les dispositifs de médiation familiale sont pour moi parmi ces lieux à développer...

Je pense « la médiation » au-delà de cette profession de médiateur familial ou des dispositifs professionnels mis en place. La médiation, comme un idéal, une utopie...comme passage, comme rencontre qui nous échappe, qu'on ne peut saisir ou contrôler.

Je refuse de limiter la médiation à une méthode, des techniques, des outils. Je situe sa finalité du côté du passage d'humanité, du côté de l'être et non du seul côté du résultat concret, des accords pris, du faire.

Je ne pense pas la médiation familiale comme « gestion de conflit », ni comme « justice douce » ; la médiation est pour moi trop singulière pour être de l'ordre de la justice (les textes de loi –le code - régissant les droits et devoirs des citoyens d'un même pays) ; elle peut participer, je l'espère, à trouver plus de sens et de justice à propos de ce qui est commun. Je ne pense pas nos dispositifs dans la puissance de gérer les conflits ; je les pense seulement comme des opportunités pour développer des processus de non-violence entre les êtres et autour d'eux et pour contribuer au possible vivre ensemble.

J'entends et tente de penser la contradiction qu'il y a à vouloir être professionnels, à vivre de ce métier et à accepter de ne pas être indispensable (le médiateur doit disparaître quand la médiation émerge). Je perçois la tension pour le médiateur familial salarié d'être indépendant et dépendant à la fois (en particulier du versement de la prestation de service).

Je pense notre métier du côté de l'instituant (l'institution comme processus).

J'espère des effets de la médiation dans la filiation de l'article 1 des Droits de l'homme et du citoyen : « Tous les êtres naissent et demeurent libres et égaux en dignité et en droit et ils sont doués de raison et de conscience ; ils doivent agir les uns vis à vis des autres dans un esprit de fraternité » ; dans la mise en œuvre de la loi symbolique – de l'interdit du meurtre et de l'inceste – dans la lignée des penseurs qui ont interrogé et lutté contre la pensée totalitaire et unique.

-Orientation politique de l'APMF

Je propose que l'APMF devienne une association de praticiens -médiateurs familiaux, une association qui soit avant tout un organe de réflexion, de recherche, d'écriture des pratiques, de veille éthique, de débat, de représentation (réflexion des praticiens sur leur métier).

Je ne pense pas l'APMF comme un syndicat ni un intermédiaire entre les médiateurs familiaux et leurs partenaires économiques directs (Tribunaux, services sociaux...).

Des personnes sympathisantes, des services et des centres de formation pourraient adhérer pour soutenir les idées émises au sein de l'APMF sans être dans les organes décisionnels – donc comme « membres de soutien »

Les Adhérents : médiateurs familiaux en exercice – doivent faire valoir un diplôme d'état ou une formation équivalente – signature-engagement /code ; lecture du livret éthique ; analyse de pratique ou/et supervision – tous les adhérents apparaissent dans le site –

Les adhérents non-médiateurs sont des sympathisants – signent également le code – lecture du livret éthique -

Les orientations et leurs mises en acte

L'APMF me semble devoir développer et défendre :

- l'intégrité de ce qui caractérise la place des médiateurs et les dispositifs de médiation F. dans la société ; une éthique de médiation et du médiateur familial.

Dans l'action concrète cela reviendrait pour moi à conforter et défendre l'impartialité l'indépendance, la neutralité des MF, la confidentialité, la neutralité ; à refuser que les médiateurs familiaux soient des auxiliaires de justice; A diffuser largement les écrits sur les pratiques éthiques de médiation, à prévoir dans la formation un contenu philosophique et politique/MF, à réaliser un travail avec les médiateurs généralistes pour distinguer les actes de médiation et la place de médiateur- et dispositifs de médiation, différencier la conciliation, la négociation, la médiation, à développer une réflexion sur le statut du médiateur familial pour résoudre la contradiction indépendance/ dépendance.

- les connaissances théoriques sur la MF en lien avec la clinique (recherche, écriture, débats, séminaires...)

- la qualification des Médiateurs familiaux : amélioration du contenu des formations ; conférences-débats en régions, auprès des organismes de formation, auprès des autres professionnels sur l'éthique de la pratique

- la reconnaissance de la profession : différents statuts – salarié, indépendant, membre de coopératives, scic,...), salaire qui correspond à la qualification, modalités de calcul et d'attribution de la prestation de service,

Je propose pour cette année 2009 de :

- Repenser l'ensemble des dispositifs créés depuis la naissance du diplôme d'état :
 - contenu de la formation, référentiel
 - nombre d'organismes de formation
 - déroulement des VAE, Diplôme d'état (Jury...) propositions : travailler à la formation des Jury, informer les DRASS et Jury concernant la diversité des modèles et pratiques et élaborer des critères d'évaluation en référence aux textes produits par l'APMF ; ouvrir les soutenances et passation de la VAE au public
 - soutiens financiers (prestation de service et sa répartition) et contrôles,
- Réaliser un travail sur les statuts possibles du MF (salarié, indépendant, membre d'une coopérative d'une scic...) et devenir un lieu ressource pour aider les médiateurs familiaux dans la recherche et la création de structures juridiques de support.
- Poursuivre l'écriture et la conceptualisation des pratiques professionnelles ; la clarification des « modèles » de médiation, le lien entre médiation et médiation familiale (médiation- médiation familiale et différents modèles de MF ?) – diffuser ces travaux

(ou leurs synthèses) auprès des organismes de formation, des DRASS, de la justice...

- Organiser la concertation des adhérents sur les points essentiels du débat mené par les administrateurs concernant les questions qui se posent à la profession
- Engager la recherche clinique (séminaires sur la clinique avec intervenants extérieurs, recherche ...)
- Poursuivre le travail de réécriture du code de déontologie de l'APMF et du code du médiateur (texte élaboré au sein du groupe Rom).

-Organisation de l'association :

Une organisation de l'APMF me semble devoir chercher une cohérence avec le dispositif de médiation (espace démocratique égalitaire avec partage des pouvoirs)

Je propose :

CONSEIL D'ADMINISTRATION :

- élaboration d'un cadre nécessaire au débat au sein du CA
 - simplification des organes représentatifs
 - diminution du nombre de personnes élues au CA (il est très difficile de travailler avec le nombre actuel) : représentants (délégués) de régions (équilibre à définir entre les régions) mais qui présentent un programme (des idées/ médiation) plus peut être quelques personnes élues au national (si nécessaire ?). Les personnes sont issues des régions mais sont élues sur leurs idées, sur un programme qu'ils proposent de mettre en œuvre
 - chaque administrateur est responsable d'une instance (commission, collège, représentation extérieur) ou d'un lien entre les diverses instances de l'APMF (Adhérent et région et CA et commissions et collège)
- Chaque administrateur énonce les domaines dans lesquels il se sent compétent et où les autres administrateurs le voient compétent.

- Limitation du cumul des mandats par les mêmes personnes

- Clarification des places et des rôles (médiateur directeur de service ; formateur- médiateur...représentant d'une association militante – médiateur)
l'APMF est une association de médiateurs familiaux : elle a une commission formation animée par des médiateurs non formateurs (qui peuvent inviter des formateurs ou non), une commission statut animée par des médiateurs et non des chefs de service.

- Clarification de la place des personnes- non administrateurs élues, régulièrement consultés ou sollicités ou se portant comme compétents dans un domaine particulier. Règles strictes concernant leurs interventions.

- Constitution d'un réseau de « personnes ressources » (avec accord préalable des membres du conseil d'administration sur les compétences qui leur sont reconnues)

- Mandats écrits pour chaque mission d'importance (représentation)

Il me semble nécessaire que chacun puisse dire de quelle place il parle ; quel est son mandat et qui lui a confié, que chacun à cette place se réfère à la ligne politique définie par les administrateurs élus.-

- Information (en forme de synthèse) de tous les membres du CA sur toute question engageant l'APMF ou question portée à la connaissance de l'APMF
– débat sur les questions de fond posées (par Internet, forum sur le site puis débat au CA) – information aux adhérents -

- Nomination d'un triumvirat chargé de veiller à la mise en œuvre les décisions du CA et chargé de traiter les affaires courantes après avoir pris avis auprès des membres du CA (annulation du rôle de président – si c'est juridiquement possible)

- Nomination d'administrateurs chargés de la circulation des informations et du travail entre les différentes instances ; administrateur chargé d'élaborer des synthèses sur un sujet après consultation des différentes instances

- Nomination d'un responsable chargé de rappeler les décisions prises et à prendre

- Comptes-rendus des CA adressés aux adhérents

- Toute information passe par Sylvie

COMMISSIONS/COLLEGE

- commissions ouvertes aux adhérents et personnes ressources

Commissions : Budget

Éthique

Statut du médiateur

Différends

Formation (composée de **médiateurs**, personnes ressources et formateurs invités par les médiateurs) – contenu de la formation

Édition

Nouvelles commissions à créer pour l'année 2009 :

- Jury VAE et diplôme.

- relations avec les médiateurs généralistes : médiateur et médiation familiale

Collège des médiateurs : Ce collège a été utile avant le diplôme ; il est actuellement très contesté car perçu comme une instance de contrôle – je propose qu’il disparaisse ou qu’il se transforme en groupe de réflexion et d’écriture sur les pratiques.

Finances :

L’élaboration d’un budget prévisionnel des dépenses envisagées et des priorités à financer selon les objectifs politiques de l’association.

La possibilité d’aller vers plus d’autonomie financière en développant les conférences payantes sur l’éthique de la pratique, les séminaires ...(je propose que les personnes chargées de ces conférences et séminaires travaillent bénévolement – frais pris en charge par l’association)-

- Le passage de toute information par Sylvie, la secrétaire. La définition par Sylvie des tâches incontournables et de leur délai d’exécution.

Bonjour tout le monde,

Voici avec un peu de retard ma réponse aux questions de l'APMF. Ce n'est pas une réponse parfaite, bien sur, elle est à compléter, ajuster etc. Je prends la décision de répondre quand même en espérant qu'à nous tous, nous allons pouvoir faire émerger des questions, des directions, des orientations souhaitées par nous tous pour l'APMF. Merci aussi à tous ceux qui se donnent tout ce mal pour faire avancer le « schmilblick », comme le disait Coluche.

1 - Quelle est votre vision de la médiation familiale dans la société ?

Ma vision de la MF dans la société est multiple et variée : d'une part pourvoir offrir aux personnes en situation de rupture, conflit, divorce, la possibilité de faire appel à la MF spontanée, loin du cadre judiciaire, en dehors d'une procédure. Soit avant la procédure, soit pendant, de façon indépendante du Juge, soit après une procédure. Finalement, laisser les personnes avoir le plus de « possibilités possibles ».

Mais aussi, permettre aux personnes de bénéficier de la Médiation familiale dans le cadre d'une procédure judiciaire, ordonnée par un Juge.

La médiation est dans tout les cas une alternative au conflit pour les personnes afin qu'elles puissent trouver une entente, ou bien une possibilité d'entente ; tout au moins qu'elles puissent se parler concernant l'objet du conflit.

Dans les deux cas (judiciaire ou non), les personnes ont le droit de la refuser, ou l'accepter selon qu'elles pensent, ou pas, que la médiation familiale pourrait leur apporter un plus.

La médiation familiale a sa place dans la triangulation judiciaire ; avocat, médiateur, juge, ou bien de façon plus libre, à la simple demande.

Elle pourrait être pratiquée soit dans des associations, soit dans des structures privées, cabinets de médiateurs, etc.

2 - Quelle vision de la médiation voulez-vous voir soutenue par l'APMF ?

Une vision de la MF multiple et variée, pratiquée par des professionnels de formations différentes et ayant des casquettes différentes.

Les professionnels seraient tous formés à la MF par des Centres de Formations reconnus et soumis aux règles de l'APMF. Que la médiation soit spontanée ou bien ordonnée par un juge dans le cadre d'une procédure, l'APMF devrait soutenir qu'elle soit et reste libre dans sa création.

L'APMF doit veiller à ce qu'elle ne devienne pas une sorte d' « aide à la décision » pour les juges et que les médiateurs ne soit pas des techniciens à la disposition de la machine judiciaire.

L'APMF doit défendre la MF comme une activité professionnelle à part entière, trouvant appui dans les théories de l'ensemble des disciplines humaines ; Psychologie, Droit, Sociologie, Systémie, Philosophie, Anthropologie.

Nous devons veiller à sa liberté, à son indépendance par rapport à la justice.

Il y a certainement un dialogue, un échange à mettre en place avec les Juges, mais dans une relation de collaboration réciproque.

Nous devons aussi la préserver, ainsi que les personnes que nous recevons, des pressions des accords fait à toute vitesse sous pression de la justice, ou d'autres Institutions (Caf, Ministères, etc.)

3 - Qui et que représente l'APMF ? (Association de praticiens, de praticiens + services + centres de formation ...?)

L'APMF pourrait être le représentant des Associations des praticiens, des services et des centres de formation. Cette question est très vaste et compliquée dans la réponse qu'elle demande.

Ce que je peux dire c'est que l'organisation actuelle de l'association n'est pas satisfaisante, trop confuse, double fonction etc. etc.

4. - Quelles sont les préoccupations et chantiers prioritaires aujourd'hui auxquels doit répondre et travailler l'APMF ?

-La promotion de la médiation encore et encore.....

-Le travail de réflexion, de recherche, de théorisation de ce métier

-Le travail avec les Institutions politiques afin de faire reconnaître la MF comme un métier à part entière.

Nous savons tous qu'elle se développe de plus en plus, mais nous constatons qu'elle reste encore au bon vouloir du Juge.

Comment faire en sorte que la médiation soit plus systématique et non plus au bon vouloir du Juge ?

-La question de la professionnalisation du métier et le statut du professionnel dans les institutions.

Ex : La question du Salaire du médiateur ; (je trouve criant et scandaleux l'absence de statut et le salaire du médiateur tel qu'ils sont actuellement.)

Cette question est urgente et nécessaire afin que les professionnels soient plus reconnus et se reconnaissent dans leur fonction.

- La formation et les Centres de Formation et les stagiaires.

- Des colloques pour débattre des sujets bien précis.

Prévoir, par exemple, un spécialiste de la question et faire un échange avec les médiateurs.

Un genre de débat entre professionnels et spécialiste de la question.

EX ; grand débat entre juges et médiateurs ; repenser la médiation familiale ensemble, ou alors « comment travailler ensemble ».

-Accueillir les nouveaux professionnels, créer une sorte de parrainage entre médiateurs confirmés et nouveaux médiateurs, un genre de compagnonnage de la médiation.

5. Votre vision d'une nouvelle organisation possible pour l'APMF (CA, Bureau, Conseil des régions, commissions...)

Telle qu'elle est conçue l'organisation de l'APMF et APMF-PIF est assez compliquée, car elles semblent faire double emploi.

Je ne sais pas très bien la place de l'une et de l'autre et les fonctions qu'elles ont, mais nous devons penser à simplifier l'organisation et les relations entre nous (médiateurs) afin que le travail ensemble devienne possible et constructif.

De la transparence, de la démocratie et de la liberté dans nos relations et dans nos actions.

Je ne pense pas que cela soit le cas à ce jour et je le regrette....

Cordialement

Bon travail et merci encore

Monique FERRY
Médiatrice familiale

Bonjour,

Sans vouloir me retirer de cette réflexion, au contraire, je reste encore très novice dans le métier et peu armée pour donner mon regard sur les questions posées.

Ce regard est à la fois nouveau dans le contexte de l'APMF que je commence à découvrir et dans la pratique de ce métier que j'exerce depuis mars 2007.

Je mène une réflexion sur cette place qu'occupe, aujourd'hui, la médiation familiale dans le contexte social et je m'interroge à plusieurs titres sur les effets de cet outil auprès des usagers.

Il s'agit, pour moi, de mettre en harmonie ce que j'ai pu recevoir de mes pères en formation (2005-2007) et la confrontation avec la réalité du terrain, le discours et sa cohérence entre médiateur, la reconnaissance politique de cet outil et son utilisation par les partenaires financeurs. J'essaie de faire ma place dans cet espace et de comprendre ce qui se passe pour, enfin, m'impliquer activement à cette réflexion que l'APMF mène.

Sincèrement

Consultation politique de l'APMF

Odile HAYREAUD

Médiatrice familiale

La place de la médiation familiale dans notre société, je la perçois de moins en moins bien. A la fois, elle évolue et elle est fragile, elle est même parfois en danger pour certains, au regard de notre dernière rencontre en Poitou Charente.

Pour moi l'APMF doit rester une fédération de praticiens de médiation familiale, qu'ils soient en libéral, en association ou en institution. C'est ce qui nous distingue de la FENAMEF (qui dans les derniers échos, intégrerait les espaces rencontres et la médiation généraliste).

L'importance des régions, comment les faire vivre, alors que nous essayons dans la notre de lui redonner du dynamisme, et d'un autre côté, certains financeurs diminuent leurs enveloppes, d'où une réduction de nos budgets.

Hier, j'étais assez confiante, aujourd'hui je vois l'édifice vaciller. Doit-on le laisser s'effondrer en s'opposant entre médiateurs familiaux, entre institutions, entre les divers professionnels qui sont proches de nous, de nos champs de compétences ? Comment garder nos différences en tant que médiateurs familiaux, tout en ne faisant qu'une médiation familiale ?

Il me paraît important de conceptualiser la médiation familiale et de théoriser nos pratiques, afin de donner du corps à notre spécificité.

Il y a également les questions concernant la prestation de service. Quel est le temps pris réellement en compte d'une séance de médiation familiale ? Trois heures, plus de cinq heures ?... ce qui serait proche de la réalité. Nous constatons aussi une hétérogénéité des groupes techniques départementaux dans la région, la question de l'évaluation est en réflexion dans notre département, ces interrogations et ces constats remontent-ils aussi des autres régions au national ?

La formation, elle est remise en cause par bien des failles dans le système : le contenu de celle-ci, le stage pratique, la méthodologie pour le mémoire, le choix des membres de jury du DEMF, la formation pour ce même jury, quelle déontologie, des pratiques différentes d'une DRASS à l'autre, quelle valeur, qui contrôle ?...

Je me pose de plus en plus de questions concernant le DEMF. N'aurait-il pas fallu que ce soit d'abord un diplôme de médiation, qui aurait été commun et avoir après des spécificités comme le DEMF.

La formation continue est à mon sens à construire, car l'analyse de la pratique et la supervision ne peuvent pas être à elles seules une formation continue.

Comment travailler ensemble à une reconnaissance de la médiation générale ? Cela pourrait être une sorte de tronc commun, qui ouvrirait ensuite sur des diplômes plus spécifiques, comme la médiation familiale.

Il y a aussi une question concernant le collège des médiateurs. Je me suis inscrite parce que cela fait du lien, c'est important pour moi d'être engagée dans une association et particulièrement à l'APMF. Mais je suis gênée par le fait que je sois la seule à figurer sur l'annuaire pour ma région. Nous avons interpellé les collègues de la région. Certaines ont répondu et ont adhéré depuis. Mais elles soulignent que la démarche est compliquée et donne une image élitiste, c'est le « bon médiateur »... Si je montre patte blanche c'est OK, et toujours la vérification, pourquoi fournir le diplôme tous les ans ?...

Le statut du médiateur : je m'aperçois qu'il y a avec de grosses différences dans les salaires au sein d'un même département et pourtant tous perçoivent la prestation de service, cela va du simple au double !

Ma question reste : quelle médiation pour demain ?

Je suis un peu pessimiste, mais je garde espoir qu'en mutualisant nos réflexions, et nos volontés, nous allons pouvoir continuer à aller de l'avant.

LIBERTE

NON VIOLENCE

REFERENCES PHILOSOPHIQUES



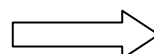
Culture

- Concepts - Loi
- Fondamentaux : les personnes, le tiers, le cadre
- La communication par la parole

EGALITE

ALTERITE

REFERENCES ETHIQUES



Cadre

- Code de Déontologie
- Ordre professionnel de la Médiation Familiale
- Droit - Respect du cadre
- Discipline (Sanctions)

FRATERNITE

SOLIDARITE

REFERENCES IDENTITAIRES



Statut

de la médiation
familiale

du médiateur
familial

- Convention collective
- Syndicat...

La Politique de l'APMF

Claudio JACOB

Médiateur familial

Délégué régional APMF Bourgogne/Franche-Comté

Dans les années (mois) à venir l'APMF devrait devenir incontournable pour les praticiens de la médiation, de toutes les médiations et le sigle APMF se déclinerait comme suit : Association des Praticiens des Médiations Françaises et internationales.

Reconnu par le Gouvernement et inscrit dans la Législation, l'APMF devient un Ordre des Médiateurs avec un véritable Code de Déontologie. L'Association (ou la Fondation ?) serait exclusivement réservée aux praticiens tout en gardant une ouverture sur l'extérieur, l'adhésion est obligatoire et soumise à deux conditions : être diplômé ou certifié (suivant l'exercice de la médiation : médiation familiale : diplômé, médiation sociale, scolaire : certifié) et suivre une analyse de pratique OU une supervision (attestation obligatoire).

Ainsi pour exercer en tant que médiateur dans tous les champs :

médiation familiale, médiation pénale, médiation d'entreprises, médiation sociale, médiation internationale, médiation institutionnelle, etc.

l'adhésion devient obligatoire. L'APMF contrôle ainsi : LA FORMATION et LE NIVEAU avec les diplômes ou certificats et le suivi de la pratique professionnelle par une analyse de la pratique ou une supervision.

Chaque praticien garde son originalité, ses spécificités et peu importe le nombre de médiations, peu importe que la médiation soit la seule activité, la principale activité ou une activité secondaire. Si un médiateur exerce, c'est qu'il est adhérent de l'APMF et s'il est adhérent de l'APMF, cela signifie alors qu'il a suivi une formation reconnue, qu'il est donc accrédité et poursuit ses réflexions en analyse de pratique ou en supervision.

Quatre catégories en médiation familiale : les subventionnées et les non subventionnées en MF nationales et la même chose pour l'international. Les seconds ont une tarification libre. Les premiers sont soumis à un barème acceptable c'est à dire des sommes fixes par tranche de revenus dès le premier entretien, de 25 € à 250 € pour les médiations nationales et de 70 € à 1500 € pour les médiations internationales avec une grille établie conjointement par l'APMF et la CNAF pour les MF nationales et par l'APMF, la CNAF, les Autorités Centrales et les Ministères Extérieurs pour les MF internationales.

Pour exercer en médiation pénale, l'obtention du DEMF serait obligatoire et la médiation pénale réintègre le champ de la médiation familiale.

Pour exercer en médiation familiale internationale le CEMFI est obligatoire. (Certificat Européen en Médiation Familiale Internationale).

Pour les diplômes étrangers en médiation, la compétence de la reconnaissance du diplôme est laissée à l'appréciation des Ministère de l'Education et du Travail en lien direct avec l'APMF qui a une voix dans la décision finale.

Les Centres de Formation doivent également obligatoirement adhérer à l'APMF pour toute formation certifiante ou diplômante concernant un domaine quelconque de médiation : médiation internationale, médiation familiale, médiation sociale, médiation santé, etc. Un Comité d'Ethique prendra connaissance du contenu de chaque formation et donnera un avis sur une échelle à quatre positions : très favorable, favorable, à l'essai, refusée. Pour les diplômes d'état l'APMF est en lien avec le ou les Ministères concernées, pour les Certificats avec les autorités administratives compétentes. Les formations continues avec attestations sont bien évidemment libres.

Ainsi l'APMF est réservée exclusivement aux praticiens des médiations et aux centres de formation des médiations. Les services, associations, personnes morales (sauf Centres de Formations) ne peuvent pas adhérer à l'APMF.

Une fois par an est organisée en France, DOM-TOM et pays étrangers qui souhaitent s'associer LA SEMAINE DE LA MEDIATION, qui se veut un espace ouvert à tous et qui concerne TOUTES LES MEDIATIONS, y compris des pratiques étrangères qui seraient inconnues en France.

Le Siège Social est à Paris. Chaque région élit un Délégué Régional APMF et un Délégué adjoint qui ont pour mission de mettre de la disponibilité pour l'ensemble des praticiens de toutes les médiations et pour les centres de formation de leur région. Etablir les particularités locales et/ou régionales et faire le lien une fois par trimestre à Paris avec l'ensemble des DR. Ces 4 réunions annuelles en dehors de l'AG sont obligatoires (vidéoconférence pour les DR ne pouvant pas se déplacer ou étant trop loin). L'organisation de la semaine de la médiation au niveau régional fait partie de son ordre de mission.

Le DR n'est pas rémunéré mais remboursé de ses frais.

L'ensemble des adhésions se fait à Paris au Siège Social, un pourcentage est reversé aux régions en fonction du nombre d'adhérents.

L'expression est libre. Le Comité Ethique a obligatoirement un représentant dans chaque région qui est le Délégué régional ou le Délégué Régional adjoint.

Les principes de la laïcité font partis du Code de déontologie de l'APMF.

Enfin le diplôme d'état de médiateur familial devient diplôme d'état de médiateur généraliste avec une spécialisation obligatoire au départ. Ensuite chacun peut se spécialiser dans un ou plusieurs autres domaines : familial, pénal, international, entreprises, santé, politique,....

Et enfin l'APMF serait en lien étroit avec la FENAMEF qui regrouperait les services, personnes morales, centres de formation (aussi !), sauf les individuels (ou si ceux-ci peuvent adhérer, l'adhésion à l'APMF resterait de toute façon une condition sine qua non pour exercer).

Médiation Familiale et Politique

Deux sortes de médiations : les judiciaires (Juges des Enfants, Juges aux Affaires Familiales, Cours d'Appel, Autorités Centrales, Procureurs)

Les civiles (à l'initiative exclusive des personnes ou à la demande d'une institution ou d'une entreprise)

LES JUDICIAIRES

À l'image d'autres pays, l'APMF devrait oeuvrer pour rendre obligatoire la médiation judiciaire dans les cas suivants :

- Toute procédure de divorce faisant litige.
- Toute séparation faisant litige.
- Toutes particularités familiales faisant litige : résidence des enfants, CFEEE, droits de visite, déplacements illicites d'enfants, violences conjugales, liens intergénérationnels, succession, etc.

Trois à cinq séances obligatoires (donc payées par l'état suivant le barème des "subventionnés", libre au non subventionnés de prendre ou refuser ces "affaires"). les séances suivantes sont à la charge des personnes. Si elles ne parviennent pas à conclure un accord dans l'intérêt commun, la justice tranche. Homologation des accords obligatoires par l'intermédiaire d'un avocat ou d'un notaire. Si les personnes refusent la médiation, la justice rendra un jugement ou une ordonnance.

LES CIVILES

Idem que les judiciaires pour l'organisation si c'est à la demande d'une institution ou d'une entreprise : ces dernières payent trois à cinq séances puis les personnes payent les séances suivantes si besoin.

Pour les personnes, quelle que soit la problématique (familiale, financière, médicale, scolaire, voisinage, ...) les personnes choisissent leur médiateur et payent elles-mêmes les séances.

Tout mariage ou pacs devrait être accompagné d'une séance obligatoire de médiation à la charge des personnes qui peuvent choisir de poursuivre ou se contenter de cet unique entretien.

PHILOSOPHIE

Le médiateur part des postulats suivants :

La Compétence parentale
La Compétence citoyenne
La Compétence morale
La Compétence physique
La Compétence environnementale

Dans l'esprit de la laïcité, dans le respect de la Loi en vigueur, dans l'intérêt de chacun, le médiateur accompagne les personnes dans un processus de prise de conscience des intérêts mutuels et intérêts de la personne. Il favorise la mutualisation pour la construction d'accords mutuellement acceptable, et pour cela il pourra, dans un cadre général, faire référence à la Loi ou aux us et coutumes locales dans le seul but d'apporter une information générale permettant aux personnes de prendre leurs propres décisions en toute connaissance de cause.

L'analyse de la pratique et/ou la supervision lui permettra de poursuivre dans le respect de la déontologie et du cadre précis de la médiation. Cette analyse de la pratique et/ou supervision ne saurait se contenter d'un "regroupement" ou deux annuel. Un minimum de quatre rendez-vous annuel me semble indispensable.

L'indépendance doit être une règle stricte. Il en est de même pour la multi-partialité (ou l'impartialité pour d'autres), la non-prise de pouvoir de décision. Quant à la neutralité, il s'efforcera de tendre à cette utopie.

La négociation raisonnée fait partie de ses bases de formation quelle que soit l'orientation prise par la suite pour la pratique professionnelle. Il ne signe aucun papier. Par contre son nom peut apparaître "en présence de X médiateur", il peut faire des attestations de présence pour justifier la venue d'une personne (comme tout professionnel peut le faire). La transparence est une nécessité. Quant à l'intérêt de l'enfant (Enfant) très à la mode aujourd'hui, il ne saurait prévaloir sur l'intérêt de l'adulte (Adulte) et la médiation familiale a un rôle important à jouer ici : l'intérêt de CHACUN, enfant et adulte, intérêt commun et intérêt personnel dans une construction d'un devenir mutuellement acceptable.

Pour moi la médiation (pas seulement la "familiale") peut venir s'immiscer à chaque instant de la vie : aide à la prise de décision, choix d'orientation, questionnement, doute, ... Parfois une seule séance permet un déclic et hop... ciao le médiateur : merci ! Tout va bien maintenant. C'est ça aussi la médiation. Quant à la durée des séances, pour un non subventionné comme c'est le cas avec Amorife International, cela peut aller d'un quart d'heure à 4 heures ! C'est au cas par cas, en fonction des thèmes abordés et d'un commun accord : médiateur et personne(s), quand j'accompagne des négociations financières par exemple, documents officiels sur place, les personnes décortiquent, calculent, recommencent, se questionnent, avancent petit à petit, écrivent sur les feuilles de papier, parfois je liste aussi sur le tableau blanc ou le tableau de papier et dans ce domaine je n'ai jamais suivi une séance de moins de deux heures. Pour tous les litiges (sauf demande contraire des personnes) je reçois d'abord en individuel et quand il y a des enfants je cite toujours la possibilité pour eux de s'exprimer dans cet espace (quand ils sont également concernés par le litige bien sûr) de médiation, avec l'accord des deux parents. Cet espace qui est leur espace :

un lieu magique où les personnes réapprennent le Mieux-Être, le Bien-Être, à leur rythme, à leur convenance, dans le respect du cadre que l'on a fixé ensemble au départ.

La médiation, les médiations, ne font pas parties pour moi du champ social (sauf la médiation sociale comme son nom l'indique !). Les médiateurs exercent un véritable métier avec de réelles compétences et ils doivent pouvoir vivre de leur métier comme c'est le cas de tout salarié, alors les séances gratuites ou les séances à 5 euros : NON ! Pour ceux qui n'ont rien l'Etat a mis en place de nombreuses mesures : aides juridictionnelles, RMI, CMU, etc. Ce n'est pas aux médiateurs de pallier à la crise économique, ce n'est pas aux médiateurs de pallier aux manques institutionnels. Ils doivent tout simplement avoir la RECONNAISSANCE de leur SAVOIR-FAIRE et leur SAVOIR-ÊTRE !!

Un médiateur n'est pas un smicard et ne doit pas se considérer comme tel ! Gagner de l'argent n'est pas une fin en soi dans le cadre de la médiation mais comme tout un chacun, notre société est ainsi faite : il faut de l'argent pour vivre tout simplement ! Alors que les conjoints et conjointes de milliardaires ou millionnaires arrêtent de proposer gracieusement leurs services auprès des tribunaux pour faire de la "médiation" ! Interdit ! Il faut un diplôme ou un certificat, c'est la seule notion objective qui existe aujourd'hui pour prouver ses compétences. La médiation est une activité payante qui doit permettre à celles et ceux qui l'exercent de pouvoir vivre convenablement. Alors faites le calcul : combien faut-il d'entretiens de médiation par mois pour gagner 2500 € nets ?? Les avocats, les médecins, les psychologues ne sont pas tous riches loin de là mais un système a été mis en place pour leur permettre de vivre tout à fait correctement. Alors la visite d'un quart d'heure chez un généraliste à 22 € est compensée par le système de santé.

La RECONNAISSANCE et l'acceptation de cette reconnaissance (!!!) passe par le porte-monnaie !

Le Bien-être des autres passe aussi par son propre Bien-être ! Le Mieux-être des autres passe aussi par son propre Mieux-être ! Chacun a une valeur différente et personnelle de ces notions mais chacun s'accorde sur une vérité sociétale : la vie a un prix !

Bien cordialement à toutes et tous !

J'espère que cela contribuera à la réflexion entre la réalité et l'utopie d'une profession à assurer : MEDiateur !

Contribution à la commission sur les orientations politiques de l'APMF

Maïte LASSIME
Médiatrice familiale

Je suis médiatrice familiale depuis 2003, adhérente à l'APMF depuis le début de mon activité, et je participe à 2 commissions nationales : la commission éthique et la commission édition.

Par ailleurs je tiens une permanence téléphonique à l'APMF 4 h par semaine. Mon adhésion à l'APMF est une vraie volonté pour moi. Elle implique que je sois investie dans l'organisation et en retour que l'APMF me "donne" un certain nombre de choses.

Merci à la commission sur les orientations politiques de l'APMF de donner la parole aux adhérents.

Une proposition serait - comme en médiation, je parle en mon nom - de (ré-) interroger l'APMF à l'aune des principes déontologiques de la médiation familiale : Transparence, authenticité, dialogue, respect, liberté, équité... Si je pense l'espace de médiation comme espace de l'expérience démocratique, je pense aussi l'APMF comme espace de l'exercice de la démocratie. Une certaine cohérence me semble indispensable, bien que j'en reconnaisse la difficulté.

TRANSPARENCE :

L'organigramme de l'APMF, dans la dernière lettre, a permis une plus grande visibilité de l'organisation, mais je ne suis pas sûre de savoir toujours précisément le rôle donné à certaines instances - les commissions, le Conseil des Régions, la place des adhérents ...- Ces lieux existent mais quel pouvoir ont-ils ? Est-ce que les instances dirigeantes - CA et Bureau - en tiennent compte et quelles répercussions en ont les adhérents ?

Pour moi, il y a un devant de la scène et comme dans tout théâtre, il y a des coulisses...Si je continue la métaphore, les coulisses sont des espaces cachés (cachés au public, ici on pourrait dire que le public, ce sont les adhérents) mais essentiels pour la représentation qui va avoir lieu. Elles contiennent des trésors, des accessoires, des décors, des trompe-l'oeil..., bref des objets "mystérieux" comme parfois d'anciens costumes et artifices, traces d'autres spectacles qui peuvent, à l'occasion resservir. Je ne connais que le théâtre d'Ariane Mnouchkine qui a ouvert ses coulisses aux spectateurs. Dans cet esprit, les coulisses font partie du spectacle.

Je me pose la question aujourd'hui : les coulisses de l'APMF sont-elles ouvertes au public.

EQUITE, RESPECT, AUTHENTICITE...

Je continue la comparaison avec le Théâtre du Soleil (toujours Mnouchkine). Dans son théâtre, Mnouchkine pose un cadre très critiqué, évidemment ! si éloigné des courants actuels : tout le personnel du théâtre, de celui qui assure le standard des réservations, aux comédiens qui ont quatre heures de texte à dire, à celui ou celle qui amène un accessoire dans l'espace scénique, tous perçoivent le même salaire. D'aucuns ont dit, scandalisés "ça ne résistera pas à l'épreuve du temps". C'était ne pas connaître la pugnacité d'Ariane Mnouchkine. Aujourd'hui, cette règle est toujours là. Le cadre tient (comme en médiation, le cadre c'est important). Cette règle du même salaire pour tous a entraîné l'équité, le respect et l'authenticité des personnes qui travaillent dans ce théâtre. Ici, les comédiens font beaucoup plus que jouer la comédie, ils vivent et ne cessent d'apprendre à vivre. Cette équité ne gomme pas les différences. Equité ne veut pas dire égalité mais justesse.

Dans les rôles tenus par chacun à l'APMF, est-ce qu'il y a de l'équité ? Je vois, de ma fenêtre, des 1ers rôles et des rôles très secondaires qui n'ont pas les mêmes statuts, on pourrait dire qu'ils n'ont pas les mêmes "salaires" (je dis "salaires" pour reprendre l'image, on sait bien qu'à part le secrétariat, il n'y a pas de salariés à l'APMF), donc pas les mêmes droits.

LA DEMOCRATIE,

Toujours à propos du théâtre de Mnouchkine. Dans son théâtre, pas de maîtres ni d'esclaves. Pas de personnel de ménage, mas de personnel de cuisine, ah ! J'oubliais de vous dire qu'on mange aussi chez Mnouchkine, à l'entr'acte. Tout le monde est à la fois sur la scène et dans les coulisses des toilettes, des cuisines et ce sont les comédiens eux-mêmes qui servent les spectateurs. On imagine bien que cet espace n'est pas sans difficulté et que de la bagarre, il y en a. Philippe Caubert, ancien comédien du théâtre du Soleil, en a même fait l'objet de ses "on man show", mais le cadre posé permet que le dialogue s'instaure et que les décisions soient prises avec l'ensemble. C'est surtout l'idée qu'il n'y a pas de jeux ou de "je" cachés. Même quand il y a des marionnettes qui agissent les personnages, elles sont vues et visibles, elles font partie des personnages, elles sont les personnages.

Alors me direz-vous, les orientations politiques de l'APMF ?

Réfléchir à un cadre qui poserait plus de transparence, plus d'équité, plus de démocratie. Accepter des remises en question, pas faciles bien sûr, faire de la place pour des pratiques de médiation différentes, concilier l'authenticité de la démarche de médiation et le besoin légitime de vouloir travailler (j'ai fait un papier au moment de la semaine de la médiation familiale en novembre, à la demande de Dominique Lefeuvre où j'exprimais, toujours en mon nom propre, mon désaccord sur "la démarche commerciale" telle que je l'avais perçue à la Gare du Nord), clarifier nos positions, donner accès à tous, refuser de "vendre son âme" aux DRASS pour obtenir coûte que coûte sa VAE, donc retravailler sur la professionnalisation, refuser des compromis qui frisent des compromissions face à la justice, affirmer haut et fort notre éthique et nos principes déontologiques.

Bonjour,

Je suis médiatrice familiale et j'exerce le métier depuis janvier 2009 seulement. La question posée est très intéressante car j'ai par ailleurs un mandat d'élue, donc politique dans ma commune de 50 000 habitants.

Je vous livre quelques réflexions spontanées :

la MF (médiation familiale) , selon moi est un moyen pour des citoyens d'exercer leurs droits et d'assumer leurs devoirs dans le domaine de la parentalité.

Elle permet de ne pas être victime d'un système, d'un événement qui serait par exemple la séparation conjugale, avec les conséquences que cela entraîne sur la parentalité mais elle redonne la possibilité d'agir et de décider de ce que chacun souhaite faire de cette étape difficile.

En d'autre terme, elle permet donc à chacun de rester acteur de son devenir. Rester dans une démarche de "gagnant-gagnant" et éviter de subir une décision judiciaire "perdant-gagnant". Elle redonne donc une place aux individus dans leur parentalité et donc le pouvoir de décider : la décision dépend des personnes, la responsabilité de choisir est conservée et non déléguée à un avocat ou un juge qui finalement jouera le rôle de celui qui assiste ou se substitue aux personnes. Ainsi, les compétences, potentialités des personnes sont respectées, soutenues et agissent sur la valeur que se reconnaît une personne **à tenir sa place dans sa vie, sa famille, sa cité.**

La MF contribue donc à rester citoyen : j'existe comme parent, j'assume mon autorité parentale, je donne un équilibre éducatif à mes enfants; cela contribue à mon propre équilibre d'homme ou femme et cela contribuera à accompagner et initier mon enfant à faire la même chose demain : trouver sa place dans la cité.

Si je partage avec vous maintenant mon expérience d'élue, je pense qu'il serait judicieux de sensibiliser les **Maires sur la MF par le biais de leur association nationale** car ils ont un rôle à jouer sur la manière d'informer et d'orienter les concitoyens et surtout ils pourraient par le biais des communautés de Communes par exemple, à travers les CUCS mieux comprendre l'intérêt de financer ce genre d'actions.

Sur un plan local, ce travail se fait bien sûr, mais l'APMF peut aussi sensibiliser autrement et à d'autres niveaux.

De même, je pense aux Centres Départementaux d'accès au Droit qui pourraient eux aussi avoir des piqûres de rappel...

Concernant la politique de l'APMF :

J'ai quelques questions et suggestions

- Dans le cadre des médiations ordonnées, les pratiques concernant le coût d'une MF et la manière dont les juges travaillent, diffèrent énormément dans un même département, d'un tribunal à l'autre.

Pour les services de MF bénéficiant des prestations de service versées par la CAF, le calcul des sommes versées prend en compte le fait qu'il y ait participation des "médiés" dans le cas de MF spontanées, qu'il y ait des consignations ou aides juridictionnelles et au final les sommes attribuées sont un différentiel de tout cela.

Cela crée des disparités d'un service à l'autre et entraîne des budgets prévisionnels et réels qui sont aléatoires d'une année sur l'autre.

Il paraît essentiel de trouver une uniformisation des pratiques centrées sur une question essentielle : la MF doit coûter la même chose aux médiés, qu'elle soit ordonnée ou spontanée.

Le travail identique réalisé par 2 associations géographiquement implantées à 2 endroits différents n'est pas rétribué de la même façon et cela n'a pas de sens.

Certains tribunaux demandent et attendent qu'il y ait eu consignation pour qu'une MF ordonnée commence d'autres ne le font pas.

Proposition:

Peut-on imaginer une convention avec le Ministère de la justice pour verser une somme forfaitaire annuelle en plus de ce que verse la CAF aux Associations de MF qui ont la prestation de Service, à la place des aides juridictionnelles individuelles accordées et ainsi utiliser les grilles tarifaires basées sur les ressources pour calculer le coût des séances lorsque les personnes sont face au médiateur?

Cela aurait aussi un impact sur les Présidents de Tribunaux pour impulser une vraie dynamique sur la pratique des JAF.

Existe-t-il un représentant des juges au niveau national pour aborder la question de la consignation et l'application d'une position commune?

- Je constate sur le territoire de la Moselle des pratiques très différentes entre les médiateurs.

Je suis questionnée sur un plan éthique et déontologique en observant des médiateurs qui mélangent médiation familiale pénale et médiation familiale judiciaire, qui ne font pas de supervision, pas d'analyse de pratiqueJ'observe que des synthèses se font entre "collègues" sur une même situation (enfant rencontré dans lieu neutre et parents en MF)

Ces éléments sont connus de tous mais personne ne fait "autorité" en la matière.

Comment agir car cela discrédite la profession ?

Les délégués départementaux de l'APMF peuvent-ils jouer un rôle la dessus ?

Probablement que je découvre toutes ces choses et que l'APMF a déjà connaissance de tout cela mais je voulais en tout cas partager cela avec vous.

Sincères salutations

Marie-Madeleine LEGRAS

Médiatrice familiale

Quelle est votre vision de la médiation familiale dans la société ?

Si la Médiation Familiale a une place reconnue et organisée (textes et lois, diplôme) dans notre société, il reste encore et encore à dire et redire la médiation familiale. Elle prend et doit garder toute sa place singulière dans une société qui tend à vouloir tout résoudre rapidement sous des formes de modèles normatifs.

Pour moi, la médiation familiale s'inscrit dans le cadre du soutien, d'accompagnement des familles en crise liée à une situation de séparation ou de divorce. Elle a toute sa place avant, pendant et après la séparation.

Elle permet aux personnes de « même niveau » suite à un conflit qui les oppose de réfléchir, d'inventer, de réorganiser ou d'organiser une relation autre dans un climat plus apaisé.

Elle permet un espace temporaire de paroles (jusqu'alors blessantes parfois « meurtrières ») qui peut prendre sens dans la mouvance de la crise.

Elle redonne aux enfants, par leur absence dans les entretiens, leur place d'enfant. Elle est souvent libératrice d'un système dans lequel ils peuvent « s'engloutir »

Je pense qu'il est bien délicat de gérer cet espace limité où l'enfant exprime son inconfort, car il appuie souvent sur la façon dont il vit le conflit avec ses parents.

Je serais plus nuancée, lorsque qu'il s'agit d'adolescents ou de jeunes majeurs, je pense qu'il est souhaitable, s'ils en émettent le souhait et si leurs parents sont d'accord, qu'une rencontre ait lieu à la fin de la médiation, en leur présence, pour qu'ils expriment leurs besoins et leurs projets particuliers susceptibles non de remettre en cause l'organisation décidée par les parents, mais leur permettre d'adapter certaines dispositions.

- Quelle vision de la médiation voulez-vous voir soutenue par l'APMF ?

Celle qui consiste à être le gardien des principes fondateurs de la médiation familiale, mais aussi un vrai et authentique débat pour continuer à la faire vivre et être défenseur du métier de médiateur familial.

Etre un lieu de « nourriture », de ressources permanences pour les professionnels.

En assurer la Promotion **permanente**, pour J'en fais d'expérience, puisque chargée par L'EPE de Nantes, préoccupé par la demande croissante des parents dans le cadre de consultation de parents, de vérifier l'opportunité de l'ouverture d'une consultation de médiation familiale. Force est de constater, en outre, les fausses idées que peuvent encore se faire le public et les professionnels médicaux sociaux éducatifs qui traduisent de la confusion et donc des difficultés à orienter les personnes et qui à mon sens, nuis au développement de la profession.

- Qui et que représente l'APMF ? (Association de praticiens, de praticiens + services + centres de formation...?)

Je pense qu'il faut que ce soit tout ce monde à la fois, car il me semble impossible de dissocier les uns des autres.

- Quelles sont les préoccupations et chantiers prioritaires aujourd'hui auxquels doit répondre et travailler l'APMF ?

Ceux qui sont déjà en chantiers aujourd'hui.

Ma vision de la médiation familiale dans la société et mes attentes

Hélène LESSER
Médiatrice

Tout d'abord un préalable

Je me suis investie dans la médiation, à la fois dans sa pratique et dans le champ de la recherche. J'en ai acquis des convictions fortes et une visée de progrès.

Mes réflexions aujourd'hui

Je me méfie des utilisations sournoises ou affichées de la médiation / pompier, par les politiques de tous poils. Attention : médiation, piège à cons.

Je m'explique : Il est évident que la médiation n'est pas encore vraiment connue ni bien comprise, les campagnes d'information même intelligemment menées étant largement insuffisantes.

Ce qui n'empêche pas les politiques (au sens large) d'utiliser ce vocable à tout propos, d'en faire de très belles déclarations de principe jusqu'à en écrire des lois et des décrets.

Il suffit de se référer à l'audience solennelle de rentrée du 9 janvier 2009 de Monsieur Jean Claude Magendie, très « favorable à la médiation judiciaire ».

Le fait d'instituer et de légiférer sur la médiation n'évite pas les confusions ni pour les soi disants prescripteurs ni (surtout) pour le public. La médiation fait écran aux défaillances sociales et d'organisation et à la dégradation des instances et institutions juridiques et judiciaires. Attention de ne pas en produire un outil de désamorçage pas cher !

La question (et je n'ai nullement l'articulation des réponses) réside dans un choix politique qui me dépasse et qui va bien au-delà du familial. C'est bien pourquoi il est nécessaire de « penser » ensemble et avec d'autres qui ne nous ressemblent pas tout à fait. Le thème du Colloque des vingt ans de l' A.P.M.F. « Entre liberté et altérité » devrait pouvoir porter cette intention.

Egalement, le prochain Rendez-Vous d'Automne de l'A.N.M. « La médiation, un accélérateur de la démocratie » pourrait ouvrir sur une réflexion élargie. Nous avons besoin de faire « corps ».

J'attendrais de l'A.P.M.F. qu'elle soit en capacité d'alliance avec d'autres groupements, associations... Avec moins de frilosité et davantage de courage pour bousculer ses dogmes et ne plus se contenter « d'entre soi ». Elle n'en perdra pas son âme si elle est convaincue que son projet est ouvert sur l'évolution sociale et sociétale devenue complexe.

C'est en effet en termes de complexité qu'il est impératif aujourd'hui de réfléchir et de trouver de nouveaux moyens d'actions et de transformation de l'idée de médiation. Et pourquoi ne pas commencer par revisiter ses fondamentaux avec un regard neuf ? En effet, ne pouvons-nous pas penser autrement la confidentialité, la neutralité, l'impartialité et surtout l'indépendance ?

Martine LISSOWSKI

Bonjour,

Voici quelques points sur lesquels j'ai ébauché une réflexion.

Je vois volontiers un élargissement des champs : travail avec les associations, les établissements formateurs et pourquoi pas les "usagers".

La médiation familiale doit pouvoir être possible sur tous les terrains.

Elle est citoyenne.

Je l'imagine plus présente dans la politique de la ville, de l'école, auprès des adolescents, dans les maisons de retraite, avec des jeunes adultes qui ont des difficultés avec leurs employeurs ou leurs formateurs pour les accompagner dans leurs soucis du quotidien à établir des contacts apaisés avec tous leurs interlocuteurs. Je vois des médiateurs familiaux là où se jouent des petits et grands conflits dans la vie de tous les jours.

Un peu comme les écrivains publics qui aident à transcrire par écrit les demandes des gens, on pourrait les solliciter pour avancer dans des situations autres que le divorce et les situations classiques des médiateurs familiaux pour transcrire les émotions qui bloquent de nombreuses situations. Leur position de tiers ou d'arbitre serait utilisée pour permettre aux personnes concernées de s'entendre.

En fait, la formation du médiateur ouvre de nombreuses perspectives.

Ce sont des médiateurs !

Bon courage

Marie-Françoise LOISEAU

Médiatrice familiale

Quelle est votre vision de la médiation familiale dans la société ?

- *Elle contribue à l'apaisement des tensions au sein des familles.*
- *Elle prend en compte la famille dans toutes ses dimensions.*
- *Elle permet aux familles d'aborder de manière responsable et autonome les moments clefs de leur vie familiale.*

Quelle vision de la médiation voulez-vous voir soutenue par l'APMF ?

Médiation = processus de construction ou de re-construction des liens et de règlement des conflits, dans lequel un tiers impartial indépendant, qualifié et sans pouvoir de décision, favorise à travers l'organisation d'entretiens confidentiels la communication, la gestion du conflit entre deux ou plusieurs personnes ou groupes.

Cela nécessite des formations longues avec diplôme de médiateur (un tronc commun pour l'ensemble des médiateurs avec des spécificités (médiation familiale, médiation commerciale, ...))

Qui et que représente l'APMF ? (Association de praticiens, de praticiens + services + centres de formation ... ?)

C'est actuellement une association de praticiens. Je souhaite qu'elle représente un plus large éventail avec praticiens + services + centre de formation, pour éviter les clivages.

Quelles sont les préoccupations et chantiers prioritaires aujourd'hui auxquels doit répondre et travailler l'APMF ?

Votre vision d'une nouvelle organisation possible pour l'APMF (CA, Bureau, Conseil des régions, commissions, ...)

APMF et FENAMEF devraient fusionner avec un premier niveau régional et un bureau national.

Parallèlement, dans chaque région, des ponts devraient s'établir avec la médiation généraliste.

Geneviève MANUELIAN

Médiatrice Familiale

Dijon: 12 Mai 2009

1/Comment ont évolué mes liens avec l'APMF:

L'APMF a été pour moi un formidable support, dans les 10 années de démarrage de mon activité de médiatrice familiale.

J'ai trouvé dans cette association un esprit pionnier, un enthousiasme, un dynamisme, une intelligence, une confiance qui m'ont portée et rassurée à chaque fois que je pouvais avoir une joie, une crainte, un doute, un découragement.

L'APMF a tenté, pendant plusieurs années, de faire reconnaître la place spécifique des médiateurs familiaux dans la constellation des métiers. Avec la création du DE, il me semble que la médiation familiale a été récupérée par les professionnels du social d'une part, et les professionnels de la « com » en général d'autre part: coaching, conseils en formation, communication non violente etc.

Depuis 4-5 ans, je m'éloigne de l'APMF et l'APMF s'éloigne de moi:

- il n'y a plus une façon de faire de la médiation, mais plusieurs ; se pose alors la question du modèle de médiation à défendre: de mon point de vue, l'APMF en propose un (modèle) parmi d'autres.

- j'ai le sentiment que l'APMF, alors qu'elle a joué un rôle essentiel de 1990 à 2005 (en gros), n'a plus la même légitimité (elle ne représente plus la Médiation Familiale en France) et se trouve noyée au milieu de tout un ensemble de courants. Par ailleurs, les points de vue et façons de faire qui colorent l'association reflètent les différentes pratiques de ceux dont l'origine professionnelle est le travail social, assistantes sociales et éducateurs principalement (j'en fais partie).

Mais il y a maintenant tous les autres qui ne se reconnaissent pas dans ce modèle: tous ceux qui ne passeront jamais par la formation en IRTS et le DE des « formations de travail social ».

Je crains d'ailleurs que le DE (que j'ai revendiqué haut et fort moi-même) ne devienne utile que pour les Médiatrices qui travaillent dans une institution d'Action Sociale.....les autres ne semblent pas en avoir besoin. D'autre part, la réflexion tourne de plus en plus autour d'une médiation familiale en faveur des publics « défavorisés », qui tend à aligner les médiateurs sur les travailleurs sociaux, alors que d'autres médiateurs, pendant ce temps-là, à l'extérieur de l'APMF, s'intéresseraient à une clientèle plus argentée.

- les médiateurs familiaux sont devenus des médiatrices familiales, les collègues masculins, sauf quelques exceptions, ayant déserté la profession, ou bien faisant le choix du libéral, à grands coups de « com » et de programmes sensationnels de résolution de conflits en tous genres. L'association reflète très bien cette féminisation

trop exclusive à mon goût. C'est encore plus net dans le groupe régional Bourgogne Franche Comté auquel je suis rattachée.

- A propose des écrits en général : Il est important de théoriser sur nos pratiques, mais j'ai du mal à m'intéresser aux articles de la « revue », car ce sont souvent des témoignages qui répètent les mêmes choses....c'est difficile d'écrire quand on a le nez dans le guidon !

2/ Le fonctionnement de l'association :

- a) La caractéristique de l'APMF, c'est le coupage de cheveux en 4 dans le sens de la longueur, qui a pour effet, au bout de tant d'AG (une bonne quinzaine pour moi) de développer des heures de discussions, de plus en plus embrouillées, pour n'arriver à aucune prise de décision, ou bien des décisions remises en cause dans l'heure qui suit.
- b) Je ne suis d'ailleurs pas sûre que ce problème tienne au fonctionnement de l'association, mais plutôt à notre profil de médiateurs issus du champ social, ce qui me rend plutôt pessimiste sur ce plan-là!
- c) Les commissions, les groupes régionaux, les sous-groupes.....sur le principe, sont une étape nécessaire à la structuration d'une association qui se développe, et une garantie de son fonctionnement démocratique. Mais l'APMF m'apparaît maintenant comme une machine bureaucratique immobilisée dans les sables, avec beaucoup d'énergie et de bonnes volontés volatilisées en discussions sans effets....ça tourne en rond, en somme!...;et les médiatrices(-eurs) s'écoutent parler...pour dire quoi, au fait ?
- d) L'équipe (parisienne en majorité) de l'APMF, le CA, le bureau...tout le monde est piégé dans un jeu de pouvoirs dont je ne comprends pas le sens ni les enjeux, et dans lequel je vois bien qu'il est difficile d'avoir une opinion divergente ou nuancée...
- e) L'encadrement a été structurellement violent, avec des scènes publiques de disqualification, d'humiliation, de mise à l'écart et d'attaques personnelles, qui dépassent de loin les limites admises dans le cadre professionnel et associatif.
- f) Je me pose des questions sur l'utilité du maintien du Collège des Médiateurs, qui, bien que fournissant une réflexion et un travail réguliers, n'est pas une instance vraiment prise en compte.
- g) Pour certains médiateurs non adhérents APMF (ou même adhérents), le Collège est vécu comme le regroupement de « super » médiateurs qui seraient des modèles...sauf que ces derniers sont toujours contestables et parfois contestés par leurs pairs...

CONCLUSION :

Il y a à l'APMF des gens compétents et plein d'énergie. Par contre, une lourdeur et un genre de huis clos étouffent ces qualités, laissant la place à des conflits d'intérêts. Comment cette association pourrait-elle retrouver sa vitalité, sa pétillance, dans un système aussi bureaucratique? Je n'ai pas de réponse.....sinon à considérer que l'APMF ne se sente plus comme le centre du monde ????

Politique de l'APMF : Campagne promotionnelle

Jean-Louis MATROD
Médiateur familial

Avril 2009

L'objectif de cette contribution est de demander aux membres des associations de médiation familiale un effort spécifiquement ciblé sur la promotion de la MF. Deux points sont abordés ci-dessous : (1) la préparation de la campagne, (2) la réalisation de celle-ci.

1. Préparation

La cible principale de la Médiation Familiale ce sont les quelques 300 000 saisines annuelles de séparations, divorces, requêtes diverses dans le domaine des affaires familiales en France. Ces saisines n'arrivent jamais seules. Les personnes concernées en parlent à leur entourage, consultent, vont déposer des plaintes, rencontrent des avocats... Nous dirons qu'ils sont « accompagnés » par des gens qui sont amenés à les conseiller et que dans ces conseils, ils peuvent valoriser la Médiation Familiale. Quels sont les « accompagnateurs » ?

- La police, par rapport aux violences conjugales qui accompagnent souvent les séparations,
- Les « psys » qui sont parfois consultés quand la souffrance de l'un des conjoints devient insupportable,
- Les médecins, également consultés quand l'insupportable devient souffrance physique,
- Les conseillers juridiques,
- Les services d'attribution de logements sociaux en mairie,
- Les avocats,
- Les juges aux affaires familiales (au civil),
- Les procureurs (au pénal).

Parmi ces « accompagnateurs », plusieurs ont une autorité suffisamment établie pour qu'ils aient pouvoir d'injonction à la Médiation Familiale : la police, les médecins, les magistrats et, dans une moindre mesure les psys. Pourquoi, alors, ne pas articuler la campagne en la ciblant spécifiquement sur ces acteurs/accompagnateurs ?

Objectif de la préparation

Développer un argumentaire spécifique à chacun de ces acteurs. Editer une brochure ciblée sur ceux-ci.

Coordonner le travail de préparation avec les diverses associations à couverture nationale. APMF et FENAMEF me paraissant le minimum nécessaire.

2. Réalisation

Attribution au niveau national de responsabilités de démarchage des acteurs ciblés. Plus précisément :

- Pour une cible donnée, découper le territoire en zones de démarchage,
- Nommer les personnes responsables du démarchage dans cette zone.
- Synchroniser les actions de façon à mieux sensibiliser l'opinion des cibles visées.

La médiation familiale, laboratoire du lien social ?

Jean-Louis MATROD
Médiateur familial

Avril 2009

Faisant suite à « La médiation familiale est bien un laboratoire du lien social, un désir d'humanité » (Isabelle Jues, revue APMF N° 11, p. 8) et « elle apparaît comme [...] un espace d'expérimentation du lien social » (Isabelle Pasquier, id., p. 12)

La médiation familiale, laboratoire du lien social ?

Ces phrases interrogent trois notions : le laboratoire, le lien social et l'humanité.

Un *laboratoire* est un lieu de pratiques expérimentales, dans un domaine donné, à visée de recherche et d'innovations. En matière de sciences humaines, la notion de laboratoire existe. On y approfondit la compréhension de tout ce qui fait que l'animal « homme » est un être humain. Tant sur le plan psychologique et sociologique que sur les plans historiques, culturels ou linguistiques. Sur la base d'observations qui, même si elles sont récentes, appartiennent déjà au passé, cette recherche donne lieu à des travaux dont l'objectif, est de comprendre, pas de modifier le cours de l'humanité, et encore moins de prédire l'avenir de celui-ci. Certes l'éclairage qu'apportent ces recherches peut nourrir l'action de groupes dont la vocation est de changer la société ou l'être humain, mais ce n'en est pas l'objectif. Une façon caricaturale d'en parler est de dire qu'ils travaillent avec « l'œil dans le rétroviseur ». Toute autre est la démarche clinique, parfois organisée en marge de ces laboratoires mais dont, cette fois, l'objectif est tout autre : soigner et non plus seulement observer ou analyser.

En ce qui concerne le *lien social*, il faut le prendre dans son sens quasi étymologique : il relie les individus entre eux, il est le liant des groupes humains. Il est le marqueur d'un intérêt commun entre deux ou plusieurs personnes. Cet « intérêt » revêt des faces extrêmement variées : entente de voisinage, relations clientèle, amis, relations avec ses élus, relations entre les membres d'une même famille. Il est ce par quoi la société « tient », qu'elle se perpétue, qu'elle évolue. Les chercheurs en sciences humaines ont classiquement l'habitude de regarder la société à deux niveaux : celui des interactions entre les personnes et celui des normes et comportement du groupe. Ces deux visions, l'une « micro » et l'autre « macro » se complètent pour donner une image la plus fidèle possible de la société. Parmi l'ensemble des interactions qui sous-tendent la société, la médiation familiale s'intéresse tout parti-

culièrement à la « famille » et aux interactions qui s'y passent. C'est donc dans ce cadre que nous appréhendons le lien social.

Entre individus d'une même famille, le niveau d'intérêt à la relation est élevé et justifie des dispositions solides pour en faire la réparation. A côté de la justice pour le rappel au droit, de la psychothérapie familiale pour le soin de toute une famille, la médiation familiale a une place entière à tenir dans la réparation de ce « lien social ».

Enfin parler d'« *humanité* » est une autre façon de parler de la place de l'homme dans la société, de sa place dans la chaîne des espèces de la nature, de son rôle et de ce que les diverses instances de socialisation (la famille, l'école, le travail) ont fait de lui et de ce que lui-même a fait de ce qu'on avait fait de lui¹. Parler d'« *humanité* » et encore plus de « *désir d'humanité* » évoque le côté clair de l'être humain, son aspiration à une vie meilleure, au bonheur.

Donc si la médiation n'a pas vocation à être un laboratoire du lien social au sens recherche, découverte de nouveautés, ne faut-il pas plutôt la rapprocher d'une pratique clinique du lien social ?

La famille, instance de socialisation

Au sein des instances de socialisation dont « l'homme » bénéficie au cours de sa maturation, la famille (avec l'école et le travail) a tenu et tient encore aujourd'hui une place tout à fait privilégiée. L'évolution récente de la société qui a pu laisser un temps un éclairage très individualiste, n'a pas pu éradiquer la famille comme « lieu où se construit l'humanité de l'individu » (Théry I., 2007). Dans la mesure où la médiation familiale s'intéresse plus particulièrement au moment où la famille passe de son état « nucléaire » à son état « éclaté » ou « multipolaire » par séparation ou divorce des conjoints et ultérieurement par éventuelle réémergence de plusieurs nouveaux noyaux familiaux, il est important qu'elle soit en phase avec l'évolution de la société. Il est également important qu'elle comprenne la place qu'elle doit y tenir et les enjeux auxquels elle est confrontée.

Au-delà de la compréhension des ressorts humains qu'il a sous les yeux, le médiateur engage avec les personnes une pratique de soins pour laquelle les sciences humaines lui apportent quelques éléments :

- Avoir de la famille une vision sociétale, complémentaire à la vision systémique que nous en donne la psychologie : importance de l'objet d'étude « famille » pour aider le médiateur à prendre la distance nécessaire,
- Avoir de la biographie des individus une vision complémentaire à celle que nous donne la psychologie : les histoires de vie constituent un objet d'étude en sociologie (transitions sociales dans une lignée, transmissions,...) extraordinairement complémentaire (Bertaux-Wiame, 1988, 1996) à l'étude qu'en fait la psychologie (Vigouroux, 1990, Tisseron, 1999, entre autres)
- Comprendre en quoi certains éléments du processus de médiation sont susceptibles de performance pour restaurer la communication entre les person-

¹ Cf J.P. Sartre

nes en conflit : le lieu de la médiation, le temps, la présence des deux personnes simultanément, le langage, leurs interactions pendant les séances de médiation, la confidentialité, etc. Comprendre en particulier la vertu du langage qui, s'il constitue le ciment de la société (divers linguistes, Théry, 2007) constitue également l'indispensable instrument de traitement des dysfonctionnements de tout groupe social, et de la famille en particulier.

- Profiter d'une vision transversale de la société et de la famille (l'éclairage « méta », dans le jargon des sciences humaines) pour proposer les options les plus ouvertes possibles au moment du « Comment »

En conclusion :

La médiation familiale ne fait pas d'expérimentation sur le lien social. Si elle le faisait, elle deviendrait une sorte de « deus ex machina », désireux de transformer la société. Elle n'en observe pas non plus les différentes modalités. Si elle le faisait, elle ferait cette fois le travail du sociologue, ce qu'elle n'est pas et ne désire pas devenir.

En définitive, au même titre que la psychothérapie fait du travail clinique sur l'individu, la médiation familiale fait du travail clinique sur le lien social et en particulier les liens qui tissent les relations dans la famille.

Ne pourrions-nous pas dire alors que : « la médiation familiale est une clinique du lien social, un mécanicien d'humanité » ?

Quel est le niveau de judiciarisation attendu par les couples quand la majorité des séparations se passe hors mariage ? Quelle est la place relative de la Médiation Familiale dans ce cas par rapport à sa place dans le cas du divorce ?

Jean-Louis MATROD
Médiateur familial

Avril 2009

Faisant suite à « Quand le mariage était du droit, le divorce était du droit. Aujourd'hui que le mariage s'apparente à un contrat, un lien, on commence à penser que le divorce n'a peut-être plus à voir avec le tribunal » (Isabelle Jues, revue de l'APMF N°11)

Introduction

La médiation Familiale est-elle mieux à même de traiter les conflits familiaux quand, dans la société, la « loi » perd de l'importance au profit du « contrat » ? Lorsque les familles s'organisent en dehors de l'institution du mariage, sous PACS ou simplement en concubinage, sont-elles laissées à elles-mêmes, un peu comme dans une zone de non droit, ou bien existe-t-il un minimum légal couvrant ces situations ?

Sans enfants, on peut assimiler la relation entre les conjoints à une association au sein de laquelle une sorte de contrat (explicite ou non) prévaut. En particulier le droit patrimonial est là pour résoudre un éventuel partage que ce soit celui des biens immobiliers ou celui des biens mobiliers.

Avec des enfants, le droit se manifeste clairement dans la mesure où la reconnaissance de ceux-ci à la naissance par l'un et l'autre des conjoints entraîne des conséquences légales : la responsabilité parentale partagée entre les deux conjoints.

Il est donc faux de prétendre que quand les couples sont mariés, ils sont dans un encadrement « légal » et que quand ils vivent en concubinage ils ne le sont pas. La meilleure preuve est que quand, après séparation, des difficultés surgissent au sujet des enfants, ils ont tous le réflexe de s'adresser aux juges aux affaires familiales pour résoudre leur conflit.

La question qui se pose en ce point est double : Quel est le niveau de « judiciarisation » souhaitable dans l'un et l'autre cas ? et quel est l'apport de la médiation familiale dans chacun des cas ?

1. Sur quels points précis des normes sociales et de la loi faut-il asseoir la présence du juge ?

Pour répondre à cette question il faut rechercher, dans le droit des affaires familiales, les points importants dans la création et la pérennité des familles, qu'elles aient été créées dans le cadre du mariage ou hors mariage. On peut citer, parmi les points « durs » sur lesquels le droit s'est prononcé et dont la « judiciarisation » ne fait pas de doute :

- Les responsabilités des parents vis-à-vis des enfants (loi du 4 mars 2002),
- Le droit des enfants à vivre une vie d'enfant en dehors des conflits des parents (convention internationale du droit des enfants) ainsi que celui à être entendus par un magistrat dans un conflit où ils sont partie prenante (loi du 7 mars 2007),
- Les violences au sein de la famille,
- Les conventions inter états dans les médiations internationales.

Les manquements à ces points ou les accords à prendre doivent être sanctionnés par les juges.

Au-delà de ces points « durs », on peut se poser la question plus générale de la place du magistrat face aux institutions du mariage et de la famille et ce, jour après jour au fil de l'évolution de la société. Au moment du mariage ou de la mise en couple, et à celui de la création de la famille le magistrat n'intervient pas. Par contre, il est généralement sollicité dans les diverses configurations de démariage. Est-ce bien justifié et l'alternative de la médiation familiale ne peut-elle pas prendre le relais ?

2. Quelle place pour la médiation familiale dans chacun des cas ?

La médiation familiale étant fondamentalement là pour aider les personnes à résoudre par elles-mêmes les conflits qui les opposent, il n'y aurait en principe pas de différence entre le cas mariage et le cas concubinage. Les questions à résoudre sont les mêmes : hébergement des enfants, contribution à l'entretien et à l'éducation des enfants, partage des biens acquis pendant la vie commune. Le devenir de la vie de chacune des personnes fait que, dans tous les cas, ce sont leurs besoins réels qui doivent être pris en compte dans leur divorce ou leur séparation. Que les personnes débattent de ces besoins avec l'aide du médiateur familial permet de penser que la solution qu'ils imagineront en commun est de nature à apaiser les conflits, d'une part, et tenir sur le long terme, d'autre part. En outre, pour parler de leurs problèmes, elles auront en médiation le temps nécessaire qui leur sera toujours refusé dans le bureau du juge ou celui de l'avocat. En poussant un peu le curseur de la non-opportunité du magistrat dans les affaires familiales, et en imaginant d'enlever tout encadrement judiciaire aux divorces et aux séparations, on voit que les problèmes à résoudre de-

meureront toujours et que la médiation familiale reste probablement la mieux à même d'aider les personnes à les résoudre. Alors pourquoi ne voyons-nous pas en médiation toutes les saisines de séparation ou divorce en médiation ?

Ce serait oublier le facteur conflit qui d'une part empêche l'une ou l'autre des personnes d'accepter de venir s'asseoir en face de son futur « ex », et d'autre part ne rend pas crédible le processus de médiation, au contraire de l'arbitrage du juge, réputé non contestable. En effet le divorce ou la séparation s'accompagnent immanquablement de conflit et, dans l'esprit de tout un chacun un conflit doit être tranché par un juge. Ce qu'il fait le cas échéant dans les cas de divorce ou de séparation. C'est la première raison qui justifie l'intervention du magistrat dans le démariage. La seconde raison a à voir avec l'autorité que lui reconnaît la société : à rappeler la loi, donc les normes de la société, éventuellement à enjoindre les parties à se remettre dans le droit chemin de ces normes (rencontrer un médiateur, se faire soigner....). Deux autres cas de « proximité » de la justice et de la médiation concernent les enfants et les accords.

Par rapport au droit des enfants d'être entendu dans le cadre d'un divorce, comme dans celui d'une séparation, là encore la médiation familiale apporte une réponse à ce droit : sous des conditions qui doivent être précisées, les enfants peuvent être entendus en médiation. Mais le point de départ reste la décision du juge.

Enfin si l'objectif de la médiation est atteint, et qu'un accord a émergé des discussions entre les personnes, un protocole d'accord sera signé par celles-ci. En situation « judiciaire » une procédure est en cours et il est du devoir des personnes de présenter cet accord pour homologation par le JAF. Ce dernier vérifie que le droit des personnes est respecté, qu'il n'y a pas atteint à l'ordre public et, dans la mesure où cet accord constitue un « meilleur accord entre les parties » il va entériner l'accord et le joindre à ses conclusions. En situation non judiciaire, le protocole d'accord reste un contrat privé. Ils peuvent le faire enregistrer (notaire, autre), mais il reste moins « solide » que s'il avait été validé par le juge..

On voit donc assez clairement l'imbrication entre judiciarisation et médiation. L'un n'irait pas sans l'autre. Mais autant le judiciaire peut (et considère souvent qu'il doit) se passer de la médiation, sorte de justice au rabais, autant la médiation ne peut pas se passer de l'aide de des magistrats pour faire accepter par les personnes un processus de remise en ordre des normes de la société un peu moins brutal et surtout plus efficace qu'un sermon de rappel de la loi de quelques minutes.

La Médiation Familiale à l'épreuve des inégalités

Jean-Louis MATROD
Médiateur familial

Avril 2009

Faisant suite à « Soit la médiation familiale est au service d'une norme sociale inégalitaire entre homme et femme, et nous ne pouvons qu'y voir une condition d'échec, soit [elle] est sur une autre base, à savoir de recevoir deux parents reconnus dans une égalité de droit, dans une relation sans pouvoirs déséquilibrés entre l'un et l'autre » (Stéphane Ditchév, revue APMF N°11)

On peut faire deux types de remarques sur cette affirmation. Une sur la relation entre la médiation familiale et la norme sociale et une autre sur le cadre et la déontologie de la médiation.

Normes de la société

L'égalité homme femme renvoie aux normes de la société. La conception de la relation entre homme et femme diffère selon la société dans laquelle ils vivent, est-il utile de le préciser ? La médiation familiale, telle qu'elle est pratiquée dans notre pays peut regretter que cette norme soit inégalitaire. Mais elle ne peut pas en changer le cours. Le médiateur prend la norme sociale comme elle se présente le jour où a lieu la médiation. Il n'a aucune légitimité pour en changer le cours. Il n'est pas prescripteur des normes de la société, lesquelles se sont développées avec l'histoire de la société dans laquelle il vit. Il est réparateur des liens sociaux, et en particulier des liens qui existent au sein de la famille. Précisons cependant que ce n'est pas pour les restaurer là où ils sont définitivement brisés et inutiles à rétablir, mais pour garantir que là où il y a des enjeux d'importance, en priorité le bien-être et l'avenir des enfants, le minimum nécessaire sera restauré.

Déontologie de la médiation familiale

Dans le cadre de la déontologie de la médiation familiale, par contre, il est important de faire respecter ce qui, dans le cadre, concerne la libre expression des personnes :

*Je n'agresse pas, ni verbalement ni physiquement l'autre partie pendant les séances,
« Je » parle en mon nom propre et non au nom de l'autre partie,
J'écoute et accepte la parole de l'autre,*

Ces règles, qui ont un écho tout particulier sur l'équilibre des relations entre les hommes et les femmes en médiation, sont au cœur du métier de médiateur. La question suivante est plus délicate. Qu'en est-il de ces règles si la médiation a lieu dans un pays où, par exemple, la femme ne serait pas autorisée à parler en son nom propre, ou encore simplement parler devant son mari ? La médiation peut-elle rétablir l'équilibre qui fait défaut dans ce cas ? Cette question renvoie d'ailleurs à la question plus générale du déséquilibre potentiel (au niveau du capital psychique, du capital symbolique, du capital économique,...) entre les deux personnes présentes : le rôle du médiateur n'est-il pas de compenser le déséquilibre pour les mettre au même niveau ?

Dans le cas d'un déséquilibre culturel important le médiateur n'est pas là pour contrevenir aux normes des personnes qu'il reçoit en médiation. Il prend les normes des personnes qu'il reçoit sans vouloir en changer le cours. Il n'est pas prescripteur de normes sociales. C'est toute la difficulté des médiations internationales et interculturelles

En conclusion

Le médiateur n'a pas été appelé à exercer son métier dans un contexte social idéalement démocratique. Il doit l'exercer dans le respect des normes de la société environnante. Ce point, déjà vrai dans la société française l'est encore plus dans un contexte international. Là, le médiateur doit appréhender trois difficultés :

- Celui de la « culture » différente entre les deux pays,
- Celui de la loi « « « «
- Celui de la religion éventuellement différente entre les deux personnes

Dans tous les cas il est du devoir du médiateur de faire travailler les personnes sur leurs besoins. A la limite non seulement exprimées par celles-ci, mais déconstruites de façon à ce qu'un besoin exprimé par une personne soit appréhendable, compréhensible, acceptable d'être entendu par l'autre personne.

Quelle est votre vision de la médiation familiale dans la société ?

- Pour nous la médiation familiale s'inscrit dans une culture de paix à travers le respect des personnes, la recherche de solutions amiables pour une société plus humaine et solidaire.
- Elle est trop peu connue et reconnue, malgré la mobilisation de chacun et chacune. , des associations, de la reconnaissance de la profession par le diplôme d'état...
- Que faire pour qu'enfin elle ait une vraie place. dans notre société. ?

Quelle vision de la médiation voulez-vous voir soutenue par l'APMF ?

- Pour nous l'APMF doit continuer à soutenir la **Médiation Familiale, sa déontologie, ses principes éthiques** tels que définis dans le livret pratique éthique de médiation familiale.

Qui et que représente l'APMF ? (Association de praticiens, de praticiens + services + centres de formation ...?)

- Pour nous l'APMF est d'abord une association de professionnels et praticiens qui promeut, représente et défend la médiation familiale en référence à une éthique spécifique
- Quels sont les préoccupations et chantiers prioritaires aujourd'hui auxquels doit répondre et travailler l'APMF ?
- La spécificité de la médiation familiale : elle accueille les personnes, concernées par un lien familial, en présence les uns des autres. dans le respect du cadre et des règles de la médiation familiale
- **Chantiers prioritaires :**
 - Toujours la faire mieux connaître pour qu'elle soit intégrée dans l'esprit des citoyens : professionnels (juges, travailleurs sociaux, médecins...) et usagers (parents, grand parents...)
 - Préserver son identité face aux autres types de médiation.
 - Préserver son indépendance face aux institutions. (CNAF Justice...)

Votre vision d'une nouvelle organisation possible pour l'APMF (CA, Bureau, Conseil des régions, commissions...)

Pas d'idée à ce jour faute d'une connaissance assez pointue du fonctionnement actuel

Le 24 03 09

L'intention précède et colore l'action. Elle est première.

La médiation familiale se distingue du travail social par l'absence d'**intention de réparation**.

Ce sont les personnes qui demandent et conduisent le processus là où elles désirent aller.

L'intention du médiateur

La frontière est ténue entre les deux positions (celle du travail social et celle de la médiation) et peut parfois être brouillée par la posture personnelle et professionnelle du médiateur.

- Une envie d'épargner de la souffrance aux enfants
 - Une envie de paix
 - un désir d'aplanir les conflits
- etc.

Ces moteurs personnels sont bien sûr louables. Ils peuvent toutefois déplacer la demande.

Le médiateur peut, convaincu de son merveilleux outil, insister pour aider.

Je me souviens d'un moment, en stage, lorsque j'étais en formation de médiateur familial.

Nous nous trouvions à la troisième ou quatrième séance, devant l'affirmation forte de la mère qui dit au père :

« *Cela ne me gêne pas de ne plus avoir de contact avec toi!* »

« *Je vais cesser cette médiation!* »

Cette médiation avait démarré autour d'échanges policés et virait à l'engueulade.

Je me souviens de la phrase de la médiatrice dite à plusieurs reprises : « *Si vous décidez que vous n'êtes pas prête à construire dans l'intérêt de César, que ce n'est pas le moment pour vous!...* »

C'est un exemple de ce que peut avoir de modélisant, de normatif cette idée du bon parent et de la bonne médiation chez les médiateurs.

Parler liberté, agir normes.

Dispositif, outil ou culture, je pense indispensable de garder de la distance et **de ne pas porter la médiation comme un saint sacrement**.

L'intention sociale, le projet politique

Il est normal que des institutions dont c'est la mission se préoccupent de régulation. Qu'elles se saisissent de nouveaux savoir-faire pour diminuer la souffrance sociale. Il est légitime qu'un organisme payeur demande des comptes, légitime qu'il définisse des missions, les normes sont essentielles au fonctionnement du corps social.

L'angle d'approche d'un « agent de l'appareil d'État »* a ses spécificités. Parmi lesquelles celle d'être investi d'une mission, déclinée en objectifs, d'être évalué par rapport à l'efficacité de son action. Il y a un décalage important entre l'exercice d'une mission institutionnelle et l'accompagnement d'une personne. La place d'où l'on travaille est différente. Autrement dit, ce n'est pas la même chose d'agir pour créer un espace de possible pour une personne et d'agir en étant porteur d'une mission institutionnelle et d'une volonté de résultat.

Cela peut aller jusqu'à rendre la médiation obligatoire.

Le vouloir glisse vers le savoir puis vers le pouvoir. Médiation obligatoire car il faut les aider, nous savons comment les aider ... cela peut conduire à un rappel de fermeté pour les « usagers, justiciables... », par un rapport au magistrat par exemple.

CLARTÉ DU CADRE ?

« C'est vous qui construisez, c'est vous qui décidez, mais oui c'est obligatoire!! »
« C'est pour votre bien! » ou pire « C'est pour le bien de votre ou de vos enfants! »

Il y a risque de brouillage fondamental, de confusion grave. C'est la structure même de la confusion intrinsèque au travail social : déontologie / contrôle social.

D'autre part, il y a dans le travail social, une vision techniciste et instrumentaliste qui considère que tout est une question de méthode.

La notion d'efficacité est trompeuse. Je suppose que les hommes et les femmes qui ont pensé la médiation se sont inspirés de valeurs philosophiques mais aussi de l'idée simple qu'une entente ne peut pas être le fruit d'une volonté extérieure ou de la pression d'un principe moral.

Pour être effective il y faut un remaniement en profondeur fondé sur une liberté. Et quand cela ne marche pas c'est un rappel fort bien venu de l'impuissance des uns sur la vie des autres.

Je pense enfin que pour défendre un espace de liberté pour les personnes en médiation, il faut que le médiateur, lui-même, soit libre. Ce sont des phénomènes solidaires.

Voilà ce qui est important pour moi.

Pour décliner ceci en ce qui concerne nos possibles partenariats, je souhaiterais éviter **le repli vertueux** pour tenter de frotter la défense de nos valeurs au point de vue des autres.

Je souhaite une présence active dans les différentes instances.

Une association qui va au charbon, qui travaille à une inscription ambitieuse de la médiation dans l'espace social.

Une APMF aiguillon, agitateur d'idées, y compris en son sein et qui de temps en temps interroge ses propres dogmes.

Médiation familiale et médiation

Martine MURER

Médiatrice familiale

Le 6 février 2009

Je ne peux parler que de ce que je pratique : la médiation familiale.

Est-ce pour autant de la médiation ? Pour cela il faudrait que je prenne pour principe que je pratique la médiation dans le champ de la famille mais ce concept ne me semble pas adapté et ne pas répondre à ce que je pose dans mon espace de médiateur familial et à ce que je pense de mon activité de médiateur familial.

Je suis dans l'incapacité de dissocier ces deux mots.

Je sais par ailleurs, que les praticiens de la médiation utilisent certains des termes que j'utilise pour poser mon cadre : libre adhésion, respect de l'autre, neutralité, impartialité, confidentialité. Si ces principes sont posés c'est qu'ils répondent à la nécessité d'un cadre structurant pour que l'état de confiance existe et que la parole soit libérée de toute angoisse.

Pour autant, parlons-nous de la même chose ? Je n'en suis pas sûre ! Les enjeux se situent dans une autre strate des rapports humains : celui de l'intime, de la transmission de valeurs d'une génération à l'autre, de filiation, de procréation, de deuil. Cette strate est indispensable pour que chaque famille crée sa capacité de rapport aux autres et puisse vivre avec les autres.

Elle permet un « vivre avec » dans la reconnaissance de la spécificité de chacun.

Le fait que les formations longues des médiateurs familiaux passent par la transversalité des sciences humaines (psy, socio, ethno, éco, droit, com.) démontre cette spécificité de la médiation familiale. Je n'aurais, peut être, jamais réalisé une formation professionnelle de ce type si j'avais du avoir un tronc commun avec la médiation. Pour moi, il était évident que je voulais travailler sur cette sphère particulière qu'est la famille avec cette reconnaissance qu'elle seule est capable de décider pour elle-même, dans des « règles de vie » qu'elle seule est capable d'analyser, de proposer et de mettre en place.

C'est une rencontre spécifique d'individus dans un espace particulier pour aborder « une relation » en distance.

Certaines familles ont besoin d'un « tiers » d'un « autre » dont la fonction est d'être « autre » d'être « tiers » le médiateur familial lè à des règles éthiques et déontologiques auquel il adhère, volontaire et qu'il s'engage à respecter.

Dans une famille on ne peut changer ce qui est d'hier, mais en espace de médiation familiale il est possible d'admettre que cet hier, vécu différemment par chacun a un point commun : celui d'avoir été.

Pour moi, la médiation familiale permet « le vivre avec » et la médiation le « vivre ensemble ».

(Avec : marque l'accompagnement, la simultanéité, la manière, le moyen mais également indique un rapport de différence, de séparation)

Ensemble : résultat de l'union des parties d'un tout, accord, harmonie entre des éléments divers. Dictionnaire Larousse.

Je suis d'ailleurs toujours interpellée quand les médiateurs familiaux parlent de médiateur, médiation, à croire qu'eux aussi ne savent pas réellement se situer et évaluer s'ils y mettent une différence et s'ils en trouvent une, ou ils la situent.

D'autres prônent une filiation entre médiation et médiation familiale, alors pourquoi ne pas dire aussi que la conciliation dans le champ familial est de la médiation familiale, ceux qui la pratiquent, considèrent également qu'ils pratiquent la médiation familiale.

Pour moi, la médiation familiale est un espace particulier et quand je me présente, je me nomme comme : Martine MURER, médiateur familial et rien de plus car dans mon espace je ne suis que cela et je ne peux être que cela (et cela me suffit largement). Je ne ressens pas le besoin de me définir par rapport à une activité précédente ou en parallèle même si, en partie, c'est celle-ci, qui m'a amené à ouvrir la porte de la médiation familiale.

A tant vouloir nous faire entrer dans les chaussures des autres ou nous faire croire que leurs chaussures valent les nôtres on oublie de se définir comme un « art » particulier dans cette multitude de métiers en « direction » de l'autre, (d'autres diront « en soutien » ou encore « d'accompagnement »).

La médiation familiale au-delà d'une « réappropriation » du rapport à l'autre dans la sphère familiale, permet à chacun de revisiter ce qui fait rapport aux autres dans la « société ». C'est peut être là où il y a effet de médiation dans l'espace de médiation familiale.

Certes la capacité de communication dans un entre deux, structuré dans un espace adapté et sécurisé, est présent et a une grande part dans l'espace de médiation familiale, mais ce n'est pas tout.

Le travail du médiateur familial passe, toujours pour moi, dans une approche particulière.

Il se structure sur :

Une philosophie basée sur la laïcité, la reconnaissance de la déclaration universelle des droits de l'homme, la responsabilité de chaque individu sur ses décisions, le respect du vivre ensemble et le droit au changement personnel pour chaque individu.

Ces principes sont portés par la médiation familiale.

LA MEDIATION FAMILIALE DANS LA SOCIETE

Je pratique la médiation familiale en prévention du judiciaire, en amont ou, tout au plus, juste au début de la procédure (quand c'est une situation familiale du ressort d'un juge aux affaires familiales). Les personnes qui font appel à notre association sont de tout niveau socioculturel. Nous avons la chance d'intervenir sur un département riche en diversité.

Pour autant, je me suis interrogée sur la médiation familiale avec une « porte d'entrée » particulière comme l'aide sociale à l'enfance ou la tutelle aux incapables majeurs (adultes – personnes âgées Elsheimer ou autres pathologies.....) ou le deuil d'un parent, d'un enfant.

Dans le code de déontologie il est écrit : la médiation familiale s'adresse à des personnes qui « peuvent prendre des accords pour eux-mêmes.... et mutuellement acceptables » et «ce processus peut être accessible à l'ensemble des membres d'une famille ...concerné par une rupture de communication dont l'origine est liée à une séparation. »

Pour moi, la rupture est là dans ces situations : rupture du lien familial : comment reposer une nouvelle façon de concevoir la distance (ou la réalité familiale de chaque membre) en ce qui concerne l'ASE (aide sociale à l'enfance) par exemple.

Et pour avoir mis récemment en place des médiations familiales (séparation divorce) je suis assez « interpellée » par le nombre de parents que j'ai eu ces derniers temps qui sont orphelins d'un ou deux parents et (ou) ont été placés dans les institutions ASE (foyers, famille d'accueil....)

Cela m'a conforté dans l'idée que la médiation familiale, pratiquée en toute indépendance par des médiateurs familiaux formés est un espace où les maux et les mots du présent peuvent être catalyseurs sur le futur de ces parents potentiels.

En fait pour moi ces médiations familiales font partie du « droit commun » au même titre qu'une demande qui est faite au départ spontanément.

En une vingtaine d'années la pratique de la médiation familiale a changé et les médiateurs familiaux ont évolué.

Nous faisons partie d'une société qui bouge et qui transforme petit à petit les relations entre les personnes.

Elle fait évoluer la place de chacun au sein d'un groupe familial : la place de la femme (droit de vote, émancipation) la place de l'homme (la notion de parité,jusqu'au congé paternel de naissance), la place de l'enfant (de cette tutelle absolue du parent, son nom de famille à son audition possible par un juge, de l'enfant objet à l'enfant sujet)

De fait les médiateurs familiaux ont dû s'interroger, certains sont restés sur leur positionnement d'autres ont évolué.

Pour moi la médiation familiale ne se limite pas à la « séparation divorce » traditionnelle. Mais il est fondamental que reste en médiation familiale la notion de rupture et la notion de communication.

Par exemple, dans le cas d'un deuil d'un parent il est évident que la médiation familiale a sa place : quelle est la réalité de ce que l'autre pensait ? Comment organiser sa vie (qu'elle soit bien un choix de vie et non une « image » de ce que l'autre aurait peut être voulu) ? que laisser aux enfants ? Comment organiser la vie de tous les jours.

La médiation familiale, par son pragmatisme permet d'interroger d'autres espaces de la personne, sans pour autant être intrusive ou introspective mais souvent en médiation familiale les personnes nous disent « oh ! Je ne m'étais pas rendue compte de l'importance que cela avait pour moi, pour l'autre, pour la famille..... ».

L'APMF sans renier son passé est comme tout groupe social se **doit d'évoluer sous peine de voir son champ d'influence disparaître.**

Evoluer ne veut pas dire « tout détruire » ni « hier était tellement mieux »

Ne pas s'adapter laisserait la porte ouverte à tout ce que je ne souhaite pas pour la médiation familiale : **normalisation de la famille**, définition professionnelle incluse dans une catégorie d'origine de certains praticiens

Je me retrouve très souvent dans la façon dont l'APMF parle de la médiation familiale et de ses praticiens (**probité, intégrité des médiateurs familiaux.....**) .

Pour moi derrière la pratique de la médiation familiale se trouve aussi cette capacité à reconnaître autrui dans sa pratique professionnelle, mais également auprès de ses pairs. Une générosité face à l'individu qui se traduit par de l'empathie voir même un peu plus.

Cela sous-entend que l'APMF est une **source de reconnaissance de la médiation familiale**. Elle se nourrit de toutes les réflexions qu'elle a suscitées jusqu'à maintenant dans toutes ses instances : régions, colloques, séminaires, collège des médiateurs familiaux.....

Ce travail participe à **l'évolution de la réflexion** sur la médiation familiale et **sa pratique au quotidien**. Pour cela, Il me semble que pour réfléchir la médiation familiale il faut une **certaine pratique, au quotidien**, de cet « art ».

L'APMF ne peut faire l'économie de **l'éveil à la société** et de son évolution dans sa façon de voir la famille et les rapports des membres d'une famille entre eux.

Il me semble que l'APMF réunit des médiateurs familiaux qui basent leur différence sur des pratiques liées à des modèles différents. Ce serait intéressant de demander aux MF à quel modèle ils pensent appartenir et comment ils le définissent, l'analyse des mots employés permettrait de reconnaître que l'on n'a pas de si grande divergence et que nous avons plus de « notions et de valeurs communes » que cela.

A mon sens pour les adhérents de l'APMF, ce que nous avons essentiellement de commun est le des principes éthiques et déontologie et c'est pour moi, ce qui me lie aux autres médiateurs familiaux adhérents à l'association.

Travaillons ce document, voyons ce qu'il a de commun avec notre société actuelle ce qu'il a de divergent

Je ne souhaite pas que l'APMF ne représente qu'un modèle de MF

Envisager que l'APMF peut, dans ses organes structurels, évoluer suppose que ces instances soient reconnues :

La région : le travail de proximité que les régions font pour mettre la médiation familiale en valeur

La mise en réseau des médiateurs familiaux dans les régions (il est vrai que je me base sur le travail de l'APMF PIF pour dire cela, je ne suis pas assez introduite dans les autres régions pour savoir si cela est général) par des rencontres entre MF ou avec des apports théoriques (écrivains, psy, socio...)

Les colloques : travail de réflexion avec les MF, pour et avec les médiateurs familiaux.

L'AG : bilan politique de l'APMF – validation de ce bilan et perspectives pour l'année suivante, vote de représentants moments de rencontre entre les adhérents de toute la France.

Le CA : instance de représentation des adhérents :

Les commissions : espaces où les adhérents et les représentants des adhérents se posent et réfléchissent

Le bureau : instance de représentation des adhérents et du CA qui a pour but de faire « fonctionner » l'APMF et d'impulser les décisions votées à l'AG.

Il est de fait que la confiance doit reposer sur une réalité des fonctions de chacun dans les instances de l'APMF, mais cela ne peut être intrusif sur les moyens de vivre de chacun.

Le monde de la médiation familiale est petit et souvent on retrouve l'un ou l'autre dans des espaces professionnels liés à la médiation familiale : celui-ci est formateur auprès d'un centre de formation au DEMF, l'autre est « analyseur de la pratique », l'autre encore travaille sur plusieurs centres de MF, d'autres sont jury de VAE ou de DEMF.

Il en est de même des affinités.....

Tout le monde ne peut s'occuper de tout et la collégialité est pour moi un principe de base. Cela n'est possible que si une confiance « réelle » existe entre les membres et les instances mises en place. La collégialité et l'engagement sur des responsabilités bien définies sont absolument nécessaires.

La collégialité suppose la coopération dans un dialogue constructif .La notion de coopération demande un état d'esprit objectif et argumentatif :

- un état d'esprit objectif suppose que les principes de réalité de vie d'une structure soit respectée : il faut des moyens financiers pour exister – une structure pour communiquer
- argumentatif, car il faut expliquer, motiver, mais l'argument ne veut pas dire la polémique : argumenter c'est aussi accepter que l'idée peut être rejetée.

A partir du moment où chaque mot ramène à des passés dépassés (voir incompréhensibles pour beaucoup) cela laisse les imaginaires prendre le dessus et donc la passion soit l'absence de raison.

La collégialité suppose qu'une idée n'est pas supérieure à une autre, mais qu'une majorité peut la porter et chacun se doit de l'admettre.

Je crois à la collégialité et à la coopération que je pratique au quotidien dans la structure AIDFM dans laquelle je travaille. Cela est possible car cela suppose la confiance et l'acceptation de la différence comme force d'évolution et de propositions, dont l'outil est le dialogue.

MEDIATION ET POLITIQUE : L'APMF VEUT ABORDER CE THEME ?

Emile RICARD

Médiateur familial

UN BESOIN SOCIETAL DE MEDIATION

Dans une société où tout se marchandise, où la technique envahit la vie quotidienne et prend le pas sur les relations humaines.

Dans une vie sociale où les relations sont stressées et stressantes et portent à la violence comme réponse de plus en plus banalisée, faute d'une parole qui exprime et traduit le besoin des humains de se rencontrer de s'entendre (s'écouter) et de médier (mettre en médiation, à distance) un ajustement intersubjectif.

Où tout va trop vite en oubliant les besoins humains de reconnaissance et de respect
Où l'organisation sociétale de par les Institutions de la République ne peut assister tout le monde et pour tout.

Des espaces de pause, de réflexion, d'échange, de partage, de dialogue autrefois naturels dans *une solidarité de proximité*, sont à reconstruire pour redonner place à *une démocratie pratiquée* où le citoyen peut s'exprimer et se prendre en charge lui-même avec le soutien de professionnels qui ne le remplace pas.

C'est donner une vraie possibilité à la *démocratie participative* de prendre sa place non pour réclamer, revendiquer plus d'avantage, mais pour arriver à exercer envers soi-même et les autres des relations responsables majeures et libres (avec de vrais choix)

Cela manque cruellement et en conséquence nous voyons se multiplier les litiges et les conflits qui bloquent une société qui souhaite des changements sans pouvoir se donner les moyens humains de les mettre en mouvement.

Alors se développent des passages à l'acte destructeurs qui, quand il ne sont pas mortel (tuerie) sont stérilisants car ils figent les projets et les relations sociales au profit des marchands de bonheur et des troubles de santé. Cela favorise la manifestation de rue plutôt que la concertation structurée et favorise la fuite dans la pathologie et l'addiction comme réponse individuelle.

La « médiation indépendante » peut être une vraie réponse au plan des moyens, car son éthique « garantie » la liberté et la responsabilité des acteurs, où le médiateur est sans pouvoir (extérieur aux enjeux)

Cela devient une possibilité d'exercer les *libertés publiques* pour, par, des individus et des groupes dans une société qui se construit dans le respect des différences et des convictions de chacun, dans le cadre de la loi et non tourné vers un système D. individuel plus ou moins assumé...

La médiation pourrait être considéré comme mode de communication et d'organisation des relations sociales préventives et curatives dans l'ensemble des

secteurs d'activité de la société quand il s'agit de mettre/remettre en scène, en mouvement, des projets en difficulté au niveau des acteurs qui les animent.

Faut-il que cette médiation soit dotée d'un dispositif conforme à l'éthique que nous préconisons, sinon nous serons très vite dans une contrefaçon de médiation...

Cela suppose que l'activité de médiation soit une activité professionnelle reconnue et pratiquée dans une indépendance totale vis à vis d'autres professionnels. Sinon la médiation sera une annexe d'une autre activité professionnelles et elle sera soumise à cette autre éthique professionnelle (Travail social, Conseil juridique, Consultant d'entreprise en particulier)

Aujourd'hui en France pour la 1^{ère} fois un ensemble d'acteurs du monde de la médiation considère que le temps des pionniers est terminé. Il s'agirait maintenant de passer du champ de l'intime, du confidentiel de cette pratique marginale de médiation, à une nouvelle étape.

Celle du grand public, de tous les secteurs professionnels, des acteurs sociaux dans tous domaines.

Jusque là nous connaissions en cas de difficulté relationnelles centré sur les conflits, les litiges, les disfonctionnements de groupe plusieurs pratiques : la négociation, la conciliation, l'arbitrage, le conseil juridique, le conseil éducatif et le management. Il s'agissait de s'en remettre au savoir et pratique d'expert.

Aujourd'hui nous constatons que cette pratique est de moins en moins efficace car les acteurs concernés ne l'appliquent que partiellement (50% des décisions judiciaires ne sont pas appliquées par les justiciables concernés).

La médiation vient donc à point nommé pour innover une nouvelle pratique sociale dans un tissu sociétal qui se dégrade gravement (conditions économiques, sociologique, politique, migratoire, démographique, philosophique, moral...)

Au même moment, comme par hasard, des nouveaux acteurs du secteur de médiation se regroupent et sont très pressé pour normaliser toute pratique de médiation : déontologie (c'est fait ou presque...) formation, statut, sanction, etc.

Par contre du côté du concept de médiation lui-même il n'y a aucune précipitation visible.

Ce regroupement qui paraissait plutôt sympathique au début et dont j'ai été un fervent initiateur, montre une farouche soudaine volonté de se rapprocher fortement des parlementaires. *Comme s'il y avait urgence à légiférer sur la médiation (?)....*

Une précipitation à légiférer suppose qu'un marché économique disponible soit repéré. Il semble bien que ce soit cela qui motive cet empressement. Je pense qu'il y a là une idéalisation de la médiation, des médiateurs eux-mêmes et par eux-mêmes d'abord...

Je ne suis pas en train de dénoncer le fait que la crise sociétale qui est d'abord morale et éthique n'ait pas besoin d'une large pratique de médiation.

Mais si c'est le cas, *il y a urgence à réfléchir sur le concept même de médiation et ses différents modèles* Jusque là nous avons mis notre énergie depuis 20 ans, plutôt du côté du dispositif et de sa mise en pratique. C'est ce que d'aucun appelle la professionnalisation.

Je considère que c'est une réussite quant aux résultats, d'où l'intérêt que suscite la médiation. Réussite remarquée, d'autant que d'autres outils semblent devenir de plus en plus inadéquats car trop extérieurs aux acteurs eux-mêmes. (Expertise classique).

L'APMF depuis 20 ans a été un artisan de ce succès actuel de la médiation. Bien.

La médiation familiale représentait le secteur le plus en pointe jusque là. Maintenant, chaque jour qui passe réduit l'écart entre ce secteur et les autres qui s'organisent aussi, et c'est tant mieux. Nous voilà au seuil d'une transformation de l'essai dirai-je si nous étions sur un terrain de rugby. Il importe de prendre sa place avant que celui-ci soit tiré. Après, ce sera vraiment trop tard. Il y a selon moi, *urgence donc à réfléchir et à sortir de notre isolement, de notre superbe.*

Une série de question au plan politique se pose au sein de l'APMF et je suis donc pour une Commission Politique structurée qui tante d'y répondre. Voici quelques questions qui me viennent à ce sujet :

1. Quel intérêt et quel risque l'APMF aurait à rester seule dans sa démarche pour défendre la médiation familiale, celle-ci étant considérée comme se suffisant à elle même vis à vis du monde de la médiation et vis à vis de la société ?
2. Quel intérêt et quel risque l'APMF aurait à se rapprocher d'autres structures de médiation pour défendre un modèle de médiation ?
3. Quel modèle(s) de médiation l'APMF défend- t-elle ?
4. Quel intérêt et quel risque l'APMF prendrait en ne s'intéressant pas aux activités des Autres structures de promotion de la médiation ?
5. Analyse de l'exemple du ROM
6. Faut-il se rapprocher des Députés ? Pourquoi ? Comment ? Quel risque y aurait-il quant à de nouvelles lois, au sujet de la médiation ?
7. Faut-il se rapprocher de l'Europe : député ? Structure de la CE ? Association de médiateurs comme l'EMNI au plan Européen et d'Autres ?
8. Quels sont les textes de loi et les textes des MF qui servent actuellement de référence ? Connaissez-vous le Code de conduite Européen des médiateurs ? (Voir art. 3.1 scandaleux !) Que faisons-nous à ce sujet ?
9. Le développement actuel de la MF est-elle satisfaisante ? OUI ? NON ? Pourquoi ?
10. Y a-t-il d'autres acteurs sociétaux qu'il faudrait interpeller pour le développement de la médiation ?
11. Comment intéresser les MF pour qu'ils soient un vrai appui quant au changement que l'APMF souhaiterait pour la médiation? (Quand il aura été élaboré)
12. Comment au sein de l'APMF faire circuler la réflexion politique pour qu'une maturation large et dynamique puisse se faire ?
13. Une Commission politique pour réfléchir à tout ça oui. Avec qui ? Comment ? A quelle condition ?
14. Quel cadre se donne cette commission pour œuvrer ?
15. Quel objectif ? Quel moyen ? Quelle modalité pour cette commission ?
16. Articulation entre le CA, les membres de l'APMF, les commissions et la Commission ?

La Médiation Familiale, croire qu'il est possible d'élaborer ensemble des relations responsables, de dépasser les conflits destructeurs, de choisir le lien.

Audrey RINGOT
Médiatrice familiale

Aussi loin que je m'en souviens, j'ai toujours été animée par la nécessité de penser ma place à côté de celle des autres. Des autres, proches affectivement, et aussi des autres, là, tout près, ou encore très loin mais quand même visibles depuis mon esprit.

Le je était indissociable d'un nous que je n'ai cessé d'élaborer. Je crois ainsi que reconnaître le droit à la différence de l'autre peut nous amener à pouvoir construire, avec cet autre, un espace de rencontre et à accepter parfois, paradoxalement, l'impossibilité de la rencontre.

Les chemins que j'ai désiré prendre, personnellement et professionnellement ont donc été empreints de ces croyances... C'est ainsi que j'ai rencontré la médiation familiale. Au-delà d'une pratique professionnelle, cette philosophie, cette amie de la sagesse, permet la mise en œuvre des principes qui sont ceux auxquels je crois :

- Les personnes sont compétentes pour réfléchir aux problèmes qu'elles se posent.
- C'est par elles que des voies, un agir, un autrement, peuvent être explorés, définis.
- Favoriser une rencontre, ce n'est pas prédéterminer ce que les personnes en feront.
- Chacun est libre de rencontrer, construire, rester lié, suivre une voie qu'il a choisie.
- Faciliter la rencontre, c'est respecter un principe qui m'a été enseigné et qui rejoint ma réflexion sur ce qu'est l'accompagnement : une « *intensité de présence attentive dépouillée d'intention et d'attente*. Ne pas avoir d'attente pour d'autres, c'est être disponible pour favoriser l'émergence, l'expression des besoins et peut-être des désirs des personnes présentes.
- Je voudrais aussi citer ici Edgar Morin, qui a illuminé mes 16 ans, : « *La complexité des phénomènes appelle une pensée complexe* ». Il est vain, pour les hommes et les femmes que nous sommes, de croire, par exemple, que l'histoire d'un enfant se résume et même se réduit à ce que sont, font et décident leurs parents, en tant que tels, des parents

uniquement.

Dans ce sens, je pense que dans l'espace de la médiation familiale, les praticiens accueillent avant tout *des personnes* en ce qu'elles sont des *sujets*.

C'est à dire des personnes à la fois soumises à une organisation sociale et politique ; elles doivent alors obéir aux règles qui s'imposent à chacun au sein d'une société donnée. Elles sont également des sujets en tant qu'Être, compétent, ce qui implique leur responsabilité et leur liberté.

Soutenues et accompagnées par le médiateur, ces personnes accueillies vont pouvoir se déterminer, dire qui elles sont : un homme, une femme, un parent, une épouse, un mari, l'enfant de, le professionnel qui, une personne...

Cet accueil possible en médiation familiale permet d'écouter les sujets se démêler, d'être attentif à toutes les dimensions de ce qu'ils amènent dans l'espace qui leur est proposé.

- Enfin, la spécificité de la médiation familiale, c'est de rendre possible un questionnement du lien transgénérationnel pour dépasser les situations de conflits et de rupture.

Mon seul objectif est sans doute de favoriser *une rencontre*, dans *un cadre que le médiateur garantit*, et qui permet *une communication non violente*. Ainsi, le processus, qui est celui des personnes accueillies, les amène à transformer l'affrontement en une apposition de leurs positions. Permettre d'entendre qui cet autre est, aujourd'hui, n'est pas attendre un résultat voulu par d'autres, c'est contribuer *au choix d'un lien* sous-tendu dans le postulat de notre démocratie : « *Liberté, Égalité, Fraternité* ».

Liberté de choisir un espace de rencontre, la démarche des personnes est volontaire ;

Égalité de position, quelque soit le genre, le statut, l'histoire...

Fraternité, qui est une expression du lien possible entre les sujets et entre eux et moi. C'est sans doute ma seule intention. Elle va au-delà d'une attente qui les rendrait dépendant de moi, qui invaliderait ma posture de tiers. Elle est une intention politique.

Je trouve très intéressant que les professionnels de la justice, du travail social, de l'entreprise, du monde rural, du soutien aux familles... se soient intéressés à ce qu'est la médiation familiale.

Je félicite les précurseurs de cette philosophie d'avoir participé à la promotion des valeurs et des principes éthiques que la médiation défend. Je vois ma participation au prolongement de ces travaux comme la poursuite de la diffusion de cette politique relationnelle.

C'est dans ce sens que je me suis engagée à l'APMF. J'ai voulu participer aux échanges internes et aux travaux nécessaires à la poursuite de l'élaboration de la conceptualisation de la médiation familiale.

J'ai d'abord milité au sein de ma région. Puis, incitée par Bernard Cortot, à participer aux travaux de son Conseil d'Administration, je l'en remercie ici, encore, je

me suis présentée au CA de l'APMF, en décembre 2005, avant de me présenter une nouvelle fois, pour les élections de 2009.

J'ai également souhaité participer à l'inscription des valeurs et de l'éthique de l'APMF et des médiateurs familiaux dans les débats à l'extérieur de notre association, notamment pour diffuser la culture de la médiation et la faire reconnaître comme un processus de non-violence, favorisant les liens entre les personnes.

C'est toujours dans ce sens que j'ai travaillé au sein de la «commission des différends» et à l'élaboration de sa charte. L'objectif était de permettre une meilleure compréhension des enjeux et des principes de la médiation familiale auprès du public, des divers professionnels et des praticiens. Il s'agissait aussi de soutenir les médiateurs familiaux, à la fois dans leur pratique et dans l'analyse qu'ils pourraient faire tant de leurs propres questionnements, que de ceux des personnes qu'ils accueillent.

Enfin, il s'agit aussi de proposer ces questionnements, ceux des personnes et ceux des praticiens, aux débats des commissions, afin de venir alimenter, par cette voie aussi, la conceptualisation de notre pratique.

Puis, en décembre 2006, je me suis saisie des réflexions et des questions déjà anciennes sur l'un des débats interne : la médiation familiale peut-elle exister au sein de la protection de l'enfance ? Je proposai donc la mise en place de la «Commission médiation familiale et protection de l'enfance» au CA. Cette commission a organisé une journée d'étude en 2007. Des actes ont été publiés. Elle s'est aussi attelée à participer à la revue n° 15 «Écrits et Manuscrits».

Début 2008, à suite du séminaire mis en place par le CA sur la question de l'évaluation en médiation familiale, j'ai proposé la mise en place d'un groupe de travail qui continue de réfléchir aux enjeux de l'évaluation, notamment en tentant de mieux repérer les pratiques de médiation familiale en France, aujourd'hui.

En proposant à nouveau ma candidature, j'ai souhaité continuer de m'impliquer au travers de cet engagement.

Cette proposition prend appui sur deux aspects en soutien l'un de l'autre : l'un, politique, l'autre, organisationnel.

Pour que l'APMF continue d'inscrire ses valeurs auprès des différents acteurs qui composent notre société, nous devons, ensemble, permettre d'asseoir sa politique, légitimer sa voix, sa voie aussi.

- Poursuivre la conceptualisation de la médiation familiale, en continuant de dire et d'écrire ce qu'est cette pratique, ce à quoi elle prétend participer et comment.
- Pour cette élaboration, il me semble nécessaire de parler avec d'autres acteurs de ce que nous sommes (quels praticiens ?), de ce que nous faisons (quelles pratiques ?), de ce que nous comprenons des enjeux de notre société (quelle place voulons-nous prendre ?). Partager des réflexions avec d'autres praticiens, d'autres chercheurs, d'autres champs professionnels, c'est exister ensemble, se reconnaître chacun à notre place dans la cité.
- Cette ouverture aux autres nous ramène aux enjeux de l'altérité et plus

clairement de la multiplicité : Quelle volonté avons-nous de penser, d'accepter, les différentes pratiques en médiation familiale. Différencier les pratiques et les modèles qu'elles impliquent, c'est la possibilité de mieux se connaître et donc de pouvoir se reconnaître.

- Au-delà de cette pluralité des pratiques, il s'agit aussi de réfléchir aux effets de la diffusion de la médiation familiale, je veux parler de son inscription au sein de différents contextes professionnels et/ou institutionnels. Qu'est ce qu' être médiateur ? Comment cette posture de tiers et les principes qui la fondent vont-ils pouvoir être garantis (indépendance, neutralité) ?
- Comment la formation participe t-elle aux nouvelles questions que posent les pratiques de la médiation familiale ? Quels moyens se donne l'APMF pour continuer de garantir une formation longue de qualité ?

Je propose aussi que ces projets soient soutenus par des moyens qui viendront les rendre possibles et cohérents.

- h) Au sein du CA, il est nécessaire de continuer de répartir les responsabilités et les représentations. L'administration de l'APMF suppose deux axes de travail :
 - l'un axé sur le fonctionnement et la gestion de son organisation,
 - l'autre axé sur les orientations politiques que l'APMF veut défendre.

Dans ce sens il serait aussi utile d'élaborer une charte de fonctionnement du CA et de

poursuivre la structuration de notre association qui ne cesse de grandir.

Ainsi, il est nécessaire, aujourd'hui de s'attacher à mieux définir les liens, les allers-retours entre les différentes instances de l'APMF : CA, Bureau, Conseil des Régions, Commissions, adhérents.

- i) Les commissions qui sont des lieux de débats et d'élaboration pourraient participer à la diffusion de la réflexion en proposant des temps de rencontre avec les adhérents, en région.

Chaque année l'APMF rassemble un plus grand nombre d'adhérents, pour la plupart, des praticiens nouvellement formés qui souhaitent poursuivre le chemin éclairé par les pionniers. C'est un chemin qu'il faut continuer de tracer pour eux, et aussi pour qu'il soit emprunté par tous les acteurs de la cité.

Pour cela, il me semble que nous devons poursuivre l'édification de notre association afin que les réflexions élaborées au sein des différentes instances de l'APMF parviennent à l'ensemble des adhérents, et pour que nos orientations politiques soient connues, reconnues tant en notre sein qu'auprès du public et des professionnels des autres champs.

Nous devons donc continuer de définir les missions de ces instances et organiser les liens entre elles.

A mon sens, l'APMF pourrait devenir une association de praticiens. Les associations et les centres de formation pourraient tout à fait continuer d'adhérer, entre autre pour soutenir la réflexion et le travail qui sont à l'œuvre. Les adhérents praticiens seraient les membres actifs ; les associations et les centres de formation, les membres moraux.

Tous les membres pourraient participer aux actions mises en œuvre au sein de l'APMF : promotion, veille éthique, recherche et conceptualisation de la pratique

de médiation familiale. Les membres actifs seraient éligibles au sein du CA et du Conseil des Régions ; les membres moraux auraient une voie consultative.

La conceptualisation pourrait être le fruit des rencontres, des débats, des confrontations, des propositions ayant cours au sein des différentes instances (CA, Commissions, Conseil des Régions, réunion régionale). Elle devrait ensuite être validée par le CA, puis présentée au vote des adhérents pour l'assemblée générale et constituer ainsi les orientations politiques de l'APMF.

Cette réflexion est présente depuis très longtemps au sein de l'APMF, elle a encore été proposée par Isabelle Juès, pendant son mandat de présidente. Nous pourrions en débattre lors de la prochaine assemblée générale et affirmer ensemble une position.

Le Conseil des Régions poursuit aussi sa construction. Après que le CA ait pu travailler à définir ses missions (2007), il reste encore à travailler ensemble (administrateurs et délégués régionaux) sur la manière dont nous allons, dans le cadre de nos missions respectives, poursuivre nos actions tout en répondant aux attentes des adhérents.

Le rôle du Conseil d'Administration est d'administrer l'APMF (cf art. 9 b des statuts). Veiller à sa gestion, c'est notamment trouver les subsides qui vont permettre aux adhérents de se rencontrer pour débattre et écrire. Je pense qu'obtenir des subventions, c'est utiliser le crédit -la crédibilité- que l'on nous reconnaît, sans être assujéti.

Les commissions sont coordonnées par un administrateur. Ce coordinateur a pour mission d'animer le groupe de travail qui réunit des adhérents. La réflexion à l'œuvre permettra d'affirmer la politique de l'APMF, dès que l'élaboration sera validée par le CA et par l'AG. Ce coordinateur aurait également à informer le Conseil des Régions de la réflexion en cours, afin de favoriser la participation des adhérents éloignés ou souhaitant faire part d'un point de vue.

Il reste de nombreux sujets de réflexion :

- Continuer de garantir une formation longue de qualité,
- Assurer la professionnalisation en participant à la reconnaissance du statut de médiateur familial afin d'obtenir une rémunération juste,
- Participer à la définition, toujours en évolution de ce qu'est la famille (ou les familles),
- Poursuivre le travail de réécriture de notre code de déontologie,
- Penser la médiation familiale avec d'autres acteurs professionnels,
- Penser la cité avec la médiation familiale

Je pense que l'APMF doit être un espace pour des espaces d'échange, de confrontation, de travail, et d'élaboration. Il nous appartient de favoriser les allers-retours entre la réflexion individuelle et la réflexion collective, de permettre de construire du commun avec du singulier et du différent.

Militer activement au sein de l'APMF, c'est pour moi, commencer à mettre en œuvre mes propositions, c'est aussi accueillir les propositions de mes pairs, et continuer de réfléchir et de répondre aux enjeux qui ne cessent de se dessiner.

QUELQUES REFLEXIONS PELE-MELE SUR LES QUESTIONS QUI NOUS OCCUPENT...

Marie ROUSSEAU

Médiatrice familiale

Depuis le lancement de l'opération « médiation et politique et politique de la médiation, » je griffonne sur tous les bouts de papier que je rencontre des bribes de phrases, je les relis et y trouve des évidences, des lieux communs. On en est encore là? Le plus terrible dans tout cela est le contexte actuel!

Du conflit, il y en a! Du médiateur, on en parle! Et de la plus inquiétante manière: on envoie un médiateur éteindre le feu que l'on attise par ailleurs, il suffit de le nommer médiateur, sans pouvoir, tant pis s'il est ministre, quelle importance, les mots?

Et, après avoir supprimé des postes d'enseignants, (passeurs, intermédiaires entre la culture et l'élève), on crée des médiateurs de la réussite scolaire! (Fabricants potentiels de réussite!(illusoires) comme s'il y avait des recettes, comme s'il n'y avait qu'un critère qu'une réussite.)

Je pressens comme un relent de fonctionnalisme qui ne sied pas à l'idée (haute) que je me fais de la médiation.

Je ne me fais pas d'illusions, ma perspective n'est pas celle de la raison, de la vérité (puisque la vérité érigée à cette place n'est plus ce questionnement dense qui nous permet de nous en approcher, elle est un diktat binaire: ou on y est (dans la médiation) ou on n'y est pas) Je n'y suis pas. Je refuse ce qui semble être un progrès. Je ne veux pas résoudre, ni permettre que se résolvent les conflits, si cela procède d'un écrasement de la parole! Face à la fascination du conflit (perçue ainsi par certains) il y a l'obsession du "faire et de l'efficacité" qui conduit à la culture du résultat. "*Le sens spécifique de chaque acte ne réside que dans l'action, jamais dans sa motivation, ni dans son résultat*" (H, Arendt 1983 p 267 la condition de l'homme moderne)

Quel est ce mot qui permet de parer la plus basique pratique de contrôle d'une aura d'honorabilité?

L'intermédiaire a de tout temps représenté un personnage ambigu, parfois transmettant en toute confidentialité, des informations secrètes, glanées de trouble façon, au péril de sa vie, pour un idéal ou pour de l'argent... L'intermédiaire passe aussi de l'argent et puis des hommes, des humains, l'intermédiaire sert de couverture, se salit parfois les mains pour permettre aux autres de conserver les leurs blanches... Il organise même des rencontres amoureuses, des mariages plus ou moins consentis...

Il se met entre, il prend parfois les coups... Cette malléabilité du personnage permettrait-il qu'on puisse y projeter toute sorte de mission? (La mission prévaudrait...)

Le médiateur est au service... de qui? De quoi?

Il m'importe assez peu aujourd'hui qu'elle soit familiale ou autre, aujourd'hui la médiation est politique.

Est-ce un mot anesthésiant?

De la médiation familiale à la médiation ou de la médiation à la médiation familiale ou des médiations à la médiation familiale...

Pour moi ce qui spontanément me semble commun à toute médiation se trouve dans le livret éthique de l'APMF: "confiance est faite à la parole..."

Selon Bernard Lamizet, qui s'intéresse au concept de médiation (dans le champ des sciences de la communication) le complexe (au sens de complexité) de médiation comprendrait *"trois relations dialectiques, trois mises en tensions qui interagissent entre elles:*

- *entre le réel et le symbolique*
- *entre le singulier et le collectif,*
- *Le sujet et la personne (le terme sujet se référant à ce qu'il y a d'universel dans l'identité, et le terme de personne à ce qu'elle comporte au contraire de singularité)⁸*

La médiation familiale fonctionnerait sur le mode :

- de la synecdoque (procédé de style par lequel on prend la partie pour le tout ou le tout pour la partie ?
- De l'hologramme ?

Par la prise en compte de la spécificité, l'unicité de la culture familiale, des cultures familiales, la médiation familiale témoigne du profond ancrage de la notion de médiation dans la culture dans laquelle elle s'exerce, dans *"l'humanité locale"*

En effet, la médiation me semble avant tout locale, inspirée par le contexte dans lequel elle s'exerce, peut-être peut-on dire qu'elle est émanation de ce contexte ce qui témoignerait de son caractère éminemment politique.

Elle concerne les humains et leurs valeurs.

Je pense qu'insérer les valeurs marchandes en ce lieu est un écueil d'actualité, pas anodin... s'il peut en être question cela ne peut se faire que de façon subsidiaire, l'essentiel demeurant le lien d'humanité.

Pour moi, l'idée serait que la médiation familiale permet à cette "micro échelle" de penser la médiation de façon plus globale. Elle le permet, non parce qu'elle aurait quelque chose en plus, mais parce qu'exercée et pensée depuis quelques décennies maintenant et parce que la réflexion à l'échelle de la famille peut sembler plus accessible...

Si je repense à l'APMF, il me semble qu'elle a toujours été "précurseur". (Pour l'éthique, la déontologie, la formation la reconnaissance de cette profession...) Comment

⁸ Comprendre et construire la médiation P 176 (1995 Université de Provence CNDP)

pourrions-nous rester des précurseurs? Ou tout du moins ne pas courir derrière d'autres au prétexte qu'ils risqueraient d'arriver avant nous (et sans nous) mais où?

Il me semble que nous devons nous garder d'une seule logique fonctionnaliste qui nous conduirait assez inévitablement vers une logique de rendement, d'objectifs, de résultats au détriment de projets plus vastes.

Concernant la politique de l'APMF, il me semble important que nous ne perdions pas de vue ce lien étroit entre contexte politique et social et médiation et que nous restions vigilants quant aux voies royales (voir impériales, qui nous sont ouvertes) . Se recentrer sur nos valeurs (qui ne sont pas nécessairement des dogmes)...

Par exemple: Je reste attachée à la notion de parole, d'adresse de cette parole, j'entends par parole l'oralité, ce qui se dit en face à face...

La notion de temporalité aussi...

Repenser ces valeurs, les réfléchir en les conceptualisant, mais surtout partager cette réflexions avec le plus d'adhérents) possible sous forme de séminaires de carrefours en délocalisant éventuellement. Il me semble donc important que nous nous adressions en priorité aux praticiens, que nous les sollicitons pour les orientations, les réflexions, le partage d'expérience... Cela non pour créer un mouvement "corporatiste" mais pour bénéficier (et promouvoir) au mieux de la diversité que revêt (encore) cette profession.

Nos relations avec les pouvoirs politiques devraient pouvoir être "*médiatisées*"... par des écrits par exemple...

Un des chantiers sur lequel nous pourrions plancher pourrait être ce qui pourrait constituer un tronc commun de formation à la médiation...

Voici les orientations politiques que j'imagine pour l'APMF en 2009 :

- être une association regroupant uniquement des personnes physiques, praticiens,
- négocier avec la FENAMEF pour clarifier nos rôles et annoncer, ensemble, que Fédé regroupe les services employeurs et l'APMF les praticiens,
- rassembler les médiateurs qui œuvrent dans le champ spécialisé de la conjugalité et de la famille (je me sens médiatrice avant tout, l'adjectif "familiale" n'indiquant qu'un champ d'intervention), avec l'éthique APMF,
- promouvoir et défendre la médiation dans le contexte familial,
- être présents en tant que force de proposition auprès des Institutions et partenaires extérieurs (français et européens),
- n'être ni un syndicat ni un Ordre,
- œuvrer à la reconnaissance du statut du médiateur,
- et surtout : être un lieu de réflexion, d'échange et de débat,
- conceptualiser, écrire et publier,
- en interne : supprimer le conseil des régions afin que les délégués régionaux soient administrateurs.

Avril 2009

CONSULTATION ADHERENTS APMF

Régine SOLILAK
Médiatrice familiale

Quelle est votre vision de la médiation familiale dans la société ?

La médiation familiale est, pour moi, un mode de fonctionnement nouveau pour que les parents arrivent à trouver leur place de père et mère dans un contexte familial conflictuel et bouleversé. Ce processus peut être étendu aux autres champs de la famille (grands parents par ex). C'est aussi pour moi une porte d'entrée pour que la démarche de médiation devienne un nouveau mode de relation dans toutes les facettes de la société.

Quelle vision de la médiation voulez vous voir soutenue par l'APMF ?

J'attends de l'APMF qu'elle s'occupe essentiellement de la médiation familiale, en étant très attentif à son indépendance, c'est-à-dire ne pas devenir un rouage de la justice ni des services sociaux. Mais aussi de rester très en relation avec les autres instances de médiation afin d'élargir son champ de réflexion et de pratiques et ne pas perdre de vue l'objectif très ambitieux de faire progresser « l'esprit de médiation » dans l'ensemble de la société.

Qui et que représente l'APMF ?

L'APMF devrait à mon avis représenter surtout les praticiens et leurs associations ; ce qui implique également une bonne connaissance des services et des relations suivies et étroites.

Elle doit représenter les praticiens auprès des institutions et des partenaires.

Quels sont les préoccupations et chantiers prioritaires aujourd'hui auxquels doit répondre et travailler l'APMF ?

Les formations pour se préoccuper de leur qualité et de leur nombre. La formation et la compétence des jurés du DEMF. La diffusion de la démarche de médiation dans le respect de la déontologie. Se pencher sur toutes les questions qui se posent autour de la médiation familiale et que se posent les médiateurs.

Votre vision d'une nouvelle organisation possible pour l'APMF :

Continuer le travail en commission qui permet que les médiateurs s'impliquent pour approfondir les sujets qui les intéressent particulièrement. Plus de communication avec les régions mais je n'ai pas d'idées pour la mise en pratique. Est il nécessaire qu'il y ait des réunions de bureau en plus des CA ou bien serait il envisageable que le CA travaille par petites commissions sur des sujets différents, ce qui permettrait des réunions plus faciles géographiquement et plus légères.

Bon courage à tous

Régine SOLILAK

CONSULTATION POLITIQUE APMF

Marianne SOUQUET

Médiatrice familiale

- Quelle est votre vision de la médiation familiale dans la société ?

Pour moi la médiation familiale est une des méthodes alternatives de gestion des conflits familiaux. Elle va trouver de plus en plus sa place parmi d'autres alternatives tel le droit collaboratif par exemple.

Je pense qu'elle est fondamentale dans notre société pour insuffler un climat de relations harmonieuses et responsables. Ca me paraît notamment important pour les futures générations.

Elle est une expression d'un plus grand ensemble, d'une évolution de notre société vers une démocratie à tous les niveaux.

Elle est porteuse de cette nouvelle culture que je souhaiterais voir s'implanter dans notre société.

- Quelle vision de la médiation voulez-vous voir soutenue par l'APMF ?

Je souhaite voir une vision de la médiation familiale ouverte, ouverte aux multiples formes de la médiation familiale naissantes et aussi aux médiations dans les autres champs. Je pense qu'il est important que l'APMF joigne ses forces avec les autres associations/fédérations de médiation de façon à ce que la médiation ait un poids politique.

La médiation est un processus, un état d'esprit, un projet de société, un ensemble de techniques aussi, qui sont communs à tous les champs d'application.

Ce n'est, me semble-t-il, qu'en se regroupant que nous serons entendus.

Je crains que la médiation familiale ne crève de sclérose.

- Qui et que représente l'APMF ? (Association de praticiens, de praticiens + services + centres de formation ...?)

L'APMF représente pour moi les médiateurs familiaux en priorité et aussi toute personne ou groupe intéressés à soutenir la médiation familiale.

- Quelles sont les préoccupations et chantiers prioritaires aujourd'hui auxquels doit répondre et travailler l'APMF ?

- Une organisation de l'APMF et un mode relationnel dans lequel les désaccords ont leur place, pas l'exclusion. Un modèle à l'image de notre pratique.

- De la médiation divorce-séparation à la médiation en matière familiale au sens large.

- les différents statuts du médiateur familial

- Votre vision d'une nouvelle organisation possible pour l'APMF (CA, Bureau, Conseil des régions, commissions...)

Je n'ai pas de vision particulière car je commence tout juste à m'intéresser à la structure interne de l'APMF.

L'organisation devrait rendre efficace la relation régions-national.

D'où nous sommes nous avons l'impression que tout se passe à la Capitale !

-Quelle est votre vision de la médiation familiale dans la société ?

Une proposition pour (re)créer des liens

Les liens dans notre société seraient-ils malades ?

Je le pense et ne veux pas faire d'hypothèse ici sur le pourquoi.

Tout compte fait il est peut-être dommage que nous soyons devenus des professionnels, (l'idée des adultes relais dans les quartiers fait peut-être moins peur).

Maintenant la profession de médiateur est reconnue, travaillons à ce qu'il reste (le médiateur) « avec » pour permettre le changement dans notre façon d'être en lien.

- Quelle vision de la médiation voulez-vous voir soutenue par l'APMF ?

Pratique ouverte et adaptée, cadre ferme et bien repéré.

Qui et que représente l'APMF ? (Association de praticiens, de praticiens + services + centres de formation ...?)

L'APMF devrait représenter davantage une idée de la médiation et une pratique plutôt que des personnes. Il me semble que justement les personnes font souvent de l'ombre à la médiation.

Bien sûr la médiation familiale se développera grâce à des personnes, à des médiateurs, mais pour « accompagner » les personnes dans un travail sur leurs liens.

L'APMF devrait être un groupe de personnes garantes de la pratique et de la déontologie des adhérents.

- Quelles sont les préoccupations et chantiers prioritaires aujourd'hui auxquels doit répondre et travailler l'APMF ?

*Répondre de la meilleure façon possible aux appels du pied de la justice, des services protection de l'enfance, aux services sociaux. Ils sont confrontés à des situations qui les mettent face à leurs limites. Ils se tournent vers la médiation familiale, nous ne pouvons et devons répondre ces demandes qui si souvent ne rentrent pas dans l'objectif et le cadre de la M.F.

*Permettre une théorisation

- Votre vision d'une nouvelle organisation possible pour l'APMF (CA, Bureau, Conseil des régions, commissions...)

Je me sens limitée pour répondre à cette question.

Réflexions sur l'APMF

Françoise TROUVAT

Médiatrice familiale

Je crois que je suis adhérente à l'APMF depuis plus de 10 ans. Quand j'étais à Toulouse, j'ai participé à plusieurs regroupements qui avaient lieu (à l'époque) à Agen. Pendant plusieurs années, avec beaucoup de bonne volonté nous nous sommes retrouvés régulièrement mais on se sentait loin de la « tête parisienne ». Pourtant, ces rencontres étaient des moments importants dans la vie d'un « jeune professionnel » qui débutait, un lieu d'échanges de praticiens en activité, avec les interrogations et questionnements bien légitimes qui en découlaient, un lieu aussi, je me souviens de rencontres amicales où des affinités se sont créées qui aujourd'hui encore perdurent.

Je me souviens aussi des colloques et diverses « grandes messes » dont deux un peu perturbés à cause des grèves mais qui n'enlevaient rien ni à la qualité des interventions ni à celle des relations, aujourd'hui ce sont de bons souvenirs, « monter » à Paris quand on est en province, aller à Bordeaux quand il neige et ne pas savoir si on va revenir chez soi, tout ceci était amusant.

On ne peut pas être médiateur familial et ne pas avoir traversé à un moment donné la grande famille de l'APMF qui était et reste, je le répète un passage obligé pour un professionnel digne de ce nom.

A ce jour, je ne suis pas sûre que ma vision de la médiation familiale ait beaucoup changé, je n'ai aucune certitude mais j'ai toujours la conviction que ça reste un lieu « exceptionnel et privilégié » offert aux personnes en difficultés relationnelles permettant : échanges, rencontres, paroles, dans lequel les personnes se sentent comprises, écoutées, reconnues et respectées dans leurs différences et leurs capacités à prendre ensemble des décisions responsables.

Lieu exceptionnel et privilégié dans le sens où c'est le seul endroit où deux personnes en désaccord peuvent se parler en présence d'un tiers non jugeant dans une démarche indépendante avec un vrai libre choix et du lieu et du médiateur (et oui, on peut aussi en changer !).

Tiers qui va les accompagner soit dans la nouvelle organisation qu'ils mettent en place soit dans la reprise de communication en ayant comme fondamentaux les grands principes déontologiques que sont la confidentialité, la neutralité et l'impartialité (autant que faire se peut!)

Aujourd'hui je m'interroge sur le collège des médiateurs qui avait à mon sens toute sa place il y a dix ans. Je lis dans la dernière lettre de l'APMF que le nombre d'adhérents augmentent, tant mieux, plus il y a d'adhérents plus il y a d'argent mais

pourquoi si peu de membres au collège des médiateurs où il faut présenter patte blanche avec nombre de garanties ?

Comment le public peut-il se repérer dans une recherche de médiateurs ?

Que valent ceux qui ne sont pas inscrits au collège ?

Est-ce que l'appartenance au collège est vraiment une garantie ? Peut-on être juge et partie ?

Est-ce que la VAE ou le DE est une garantie de compétence professionnelle ?

Si oui, pas besoin du collège des médiateurs, bref, je me pose la question de savoir s'il ne vaudrait pas mieux être plus vigilant sur les adhérents qui veulent s'inscrire (vrais professionnels qui répondent aux critères ou non) quitte à supprimer le collège et proposer une adhésion sympathisante à toutes les personnes non professionnelles mais désireuses de soutenir la cause de la médiation. Ca permettrait de proposer au public un vrai annuaire professionnel sérieux et représentatif dans toutes les régions.

A ce jour l'image que j'ai et si je peux me permettre une métaphore c'est de constater que l'APMF est en pleine crise d'adolescence, et en même temps on sent que les parents ne sont pas d'accord pour un idéal éducatif... et la famille élargie « s'emmêle » !

Alors ça crée forcément des tensions et on entend de vrais différends dans les personnalités, ceux qui veulent amener du changement, ceux qui n'en veulent pas. Sans doute est-ce un signe de bonne santé, « ça » bouge, « ça » rue dans les bran-cards mais « ça » fait aussi beaucoup de bruit. En tout cas « ça » a le mérite de nous faire réagir, car je n'aurais sans doute pas pris mon clavier pour vous donner mes impressions si minimes et inintéressantes sont-elles !

J'ai cependant envie de continuer à lire l'excellente revue qui me fait réfléchir, j'ai envie de continuer à aller aux colloques même si je ne suis pas d'accord quand il n'y a pas de débat avec la salle comme cette année. Peut-être faut-il être moins gourmand, proposer moins d'intervenants mais les laisser s'exprimer plus longtemps et favoriser l'échange des idées avec la salle. C'est toujours intéressant d'avoir la température des idées des adhérents.

Je veux rêver aussi d'une organisation où chacun serait reconnu dans sa différence comme une richesse et non comme une rivalité, où chacun pourrait exprimer librement ses pensées même les plus originales où toutes les personnalités seraient acceptées et non jugées.

Car, pour moi, la médiation n'a de sens que dans sa diversité. Les fondamentaux sont les mêmes pour tous mais ensuite chacun apporte sa touche personnelle qui fait la différence et qui crée l'affiliation avec les personnes et amène à la vraie rencontre de médiation

Claire DENIS
Sandrine SAINGERY
Bernard CORTOT

DIALOGUE PAR MAIL SUR LA DIRECTIVE EUROPEENNE

- Les termes de « procédures de substitution extra-judiciaires » (2), « mode alternatif de règlement des conflits »(3) (alternatif à la justice ?) ou de « résolution de conflits »(4) ne m' apparaissent pas convenir à la médiation dans l'espace familial. La médiation est un processus de pacification des relations qui est avant tout une rencontre entre des personnes qui demandent l'**aide** du médiateur

- Personnellement, je suis en difficulté avec le terme d'aide, et préfère « accompagnement ».

- Accompagnement me fait penser au travail social mais je me trompe peut être ; peut être faut -il trouver un troisième terme –

-Il s'agit à mes yeux d'une « autre façon » d'aborder la question sociale elle remet l'homme au centre des préoccupations du politique. Si résolution de conflits il y a, il s'agit d'un effet « de surcroît » mais non de l'objet même de la médiation. On peut à partir de *l'objectif poursuivi par les uns et les autres* identifier les tendances au sein de l'APMF :elle qui se préoccupe du lien social et celle qui considère que l'objet reste la résolution du conflit...une justice douce...

- Elle participe à la ***pacification des relations comme la justice***

- Pour moi, la justice ne pacifie pas, et je peux même dire, parfois bien au contraire, elle attise le conflit, elle « régule en termes juridiques et sociaux », et de temps par le biais d'une « hiérarchie de décision, et l'englobe dans une notion, de délai, de prescriptions...

Elle tranche sans que pour moi « justice » ne soit faite car le terme premier de « JUSTE » est fort souvent loin de son sens premier.

- Oui, il semble qu'il faut distinguer l'exercice de la justice (la façon dont la justice est appliquée) et la justice comme projet – philosophique et sociétal- (ce qui est juste ; liberté égalité fraternité)

-Il importe, je pense, de clarifier litige *ce qui se montre à nous* et conflit *ce qui se joue entre les être* et n'est pas forcément accessible pour le tiers. Sur ce point, la question « du conflit pacifié » aurait mérité qu'on s'y attarde à minima pour dire ce qu'il y avait pour nous de signifiant dans l'expression...à défaut on entre dans la justice douce.... Je partage l'analyse et ne suis pas certain que la justice *pacifie les relations* la justice par essence n'est pas neutre, elle est *ce qui a été déterminé à un instant par la majo-*

rité des hommes, par essence elle est toujours en retard puisque ne prenant en compte *après coup* que les évolutions du réel, elle ne peut s'appuyer que sur des faits, ignorant les dimensions imaginaires et symboliques elle peut aussi contribuer à développer le sentiment... d'injustice. La justice ainsi ne s'intéresse pas au conflit, qui lui se joue sur tous les 3 plans (réel, imaginaire, symbolique) mais se focalise sur l'un d'entre eux le réel autrement dit le **litige**. Le conflit n'existe paradoxalement qu'entre des êtres *liés*...supprimer le conflit c'est à l'occasion supprimer le lien...l'objet de la médiation n'est pas son élimination mais faire en sorte que ce dernier ne produise pas d'autres effets que l'acceptation de la différence qui transcende les êtres ...en conflit...

- Mais la médiation ne peut se substituer à l'œuvre de justice ; elle peut seulement offrir aux personnes une possibilité de penser et de débattre de ce qui leur paraît juste « entre eux ».

La médiation est donc trop singulière pour être un mode alternatif à la justice ou « une justice douce » ; elle ne peut prétendre avoir comme seul objectif de régler des litiges ou des conflits par des accords car elle doit rester libre de toute visée préalable de résultat pour être créative.

Elle est plutôt dans la proposition de parler, débattre, dialoguer plutôt que d'exercer la violence, de passer à l'acte.

La conception de la médiation comme pouvant apporter une solution à un litige (6), comme devant produire des accords (10) nous apparaît être une définition de la conciliation ou de la négociation.

-Je crois qu'il serait intéressant de ramener aux personnes, présentées comme des professionnels,

Le conciliateur...souvent retraité, sans réelle formation, bénévole, ...

Lorsque je siège en tant que juge de proximité, ou avec la présidente du Tribunal d'Instance, nous devons « tenter de concilier les parties » en début d'audience, et je les rencontre encore au sein de permanence dans le cadre des Maisons d'accès au Droit.

Un seul entretien le plus souvent, dans l'urgence, un lieu tout sauf neutre, un professionnel, pas formé, pas vraiment tiers, pas de confidentialité...

Le négociateur, notion de quantités, d'échanges « mercantiles » et qui peut faire à la place de l'autre...et même en son nom... notre antithèse.

-Les notions de négociation- négociateur, conciliation- conciliateur, arbitrage-arbitre, et médiation-médiateur me semblent essentiels à distinguer aujourd'hui-

-Professionnel renvoie à la notion de métier. Si on peut faire profession de conciliateur d'arbitre de négociateur peut - on faire profession de médiateur ? On ne peut que s'y préparer puisque rien ne se passe si on n'est pas choisi pour. Il me semble que la singularité de la médiation, qui sur ce plan la rapproche bien plus de l'espace thérapeutique que des modalités décrites plus haut réside dans la question de l'acceptation par le sujet lui-même de notre intervention qui a seule compétence à nous autoriser à être en fonction !

« Si tu m'apprivoises.... »

-Ces modes de règlement des litiges sont orientés vers l'objet du différend et sa résolution.

-La médiation est orientée vers **les personnes** demanderesses à propos d'un **problème** commun qui fait conflit.

-Me vient l'idée de notion de FAIT plus que le terme de problème, car on parle de FAIT GENERATEUR, qu'il soit d'espèce, matériels, ou même judiciaire...) (l'OBJET)

- Le fait me paraît être du côté de la justice qui se fonde sur des faits ; la médiation va au -delà des faits dans leur « réalité », elle serait dans une dimension plus épaisse et humaine (réel, symbolique, imaginaire ; affective et réaliste ...)

-Le conflit est une notion plus large que la notion de litige : elle prend en compte la portée affective et relationnelle du désaccord.

La spécificité de la médiation porte sur **la prise en compte du lien**

- Mais aussi de la dimension « psychologique » du lien, et différents affects qui sont bien plus larges qu'un lien juridique stricto sensu.

Le lien ne sera pas entendu comme « une simple mise en relation de personnes par rapport à un « texte » de loi » ... confère les travaux du TIERS beau-parent... qui tend à affirmer au delà des prémices de 371.4 du code civil des textes sur la copaternité.

Nous pouvons « travailler » sur des liens non définis, réglementés dans notre code civil. (mariage homosexuel...)

- Ici je ne parle pas du lien « juridiquement défini ; même si cette définition participe de la construction des liens) à faire un travail sur le lien (ce qui lie) : dans sa double acception :ce qui lie(ce qui est nécessaire à l'humain pour vivre : être relié) et ce qui aliène (le lien qui empêche d'être individué, différencié) – dans la médiation cela renvoie au travail du médiateur et de ce qui fait travail dans le cadre : séparer et lier, distinguer – individuer et reconnaître ce qui lie, ce qui est commun ; penser le je et le nous, ce qui est individuel et commun.....

- La médiation est de l'ordre de la restauration des liens comme la définit le texte officiel élaboré par le conseil consultatif de la médiation familiale (texte qui participe à l'organisation de notre profession).

Ce travail demande donc une certaine maturation, élaboration, la mise en œuvre du dialogue qui ne peut donc être considérée comme « rapide »(6)

-Restauration me gêne car cela laisse supposer qu'existait auparavant un lien qu'il s'agirait de faire renaître...le lien d'hier...il s'agit bien d'un lien d'une tout autre nature, celui qui découle de la fraternité entre les hommes...un lien qui ne vise pas à supprimer le conflit. Le conflit aide à se différencier les uns des autres il participe à l'individuation pour peu qu'on s'ouvre à l'altérité

C'est le propre des idéologies totalitaires que d'imaginer un monde parfait...sans conflits ...ou règnerait la pensée unique génératrice de liberté encadrée (une liberté ancienne...JB Constant)

- Je suis d'accord ; le terme de restauration ne convient pas car le lien existe ; ne faut-il pas distinguer le lien de la relation ?

- Le terme de **procédure** (3) ne peut convenir à la médiation qui est un **processus**.

- Je vous donne une APPROCHE DE LA NOTION DE La "procédure : c'est la succession des actes nécessaires, à l'introduction, à la mise en état, aux débats et aux délibérés des juges et à l'exercice des recours, jusqu'à parvenir à l'exécution des décisions qu'ils ont rendues. La procédure est également étudiée sous les appellations suivantes : "droit procédural", "droit processuel" et "droit judiciaire". Le décret n° 2004-836 du 20 août 2004 a apporté à la Procédure civile les modifications suivantes Je me permets de mettre un peu de « textes juridiques » qui définissent la procédure en soulignant quelques termes sur lequel nous pourrions rebondir et affirmant nos « différences » (remarque sandrine)

Outre la fin de non-recevoir liée au défaut d'intérêt, le juge peut relever d'office celle qui est tirée du défaut de qualité ou de la chose jugée (CPC, art. 125). Le décret ajoute à l'article 450 un second alinéa selon les termes duquel, si le jugement ne peut être prononcé sur-le-champ, le juge peut aviser les parties, à l'issue des débats, que le jugement sera prononcé par sa mise à disposition au greffe de la juridiction, à la date qu'il indique.

Le premier président de la Cour d'appel peut désormais, statuant en référé, arrêter l'exécution provisoire (CPC, art. 524).

Les ordonnances de mise en état peuvent être frappées de contredit lorsqu'elles statuent sur la compétence, la litispendance ou la connexité (CPC, art. 776, al. 2).

En ce qui concerne le référé devant le juge d'instance, un nouvel article 849-1 dispose qu'à la demande de l'une des parties, et si l'urgence le justifie, le juge, saisi en référé, peut renvoyer l'affaire à une audience dont il fixe la date pour qu'il soit statué au fond. Il veille à ce que le défendeur dispose d'un temps suffisant pour préparer sa défense. L'ordonnance emporte saisine du tribunal ETC....

Définition PROCESSUS, définition PROCESSUS en « agroalimentaire ».

PROCESSUS : Ensemble d'activités corrélées ou interactives qui transforme des éléments d'entrée en éléments de sortie. (ISO 9000)

processus, nom masculin

Sens Suite d'opérations ou d'événements. **Synonyme** évolution **Anglais** process

Processus

Ensemble des ressources et des activités liées qui transforment des éléments entrants en éléments sortant.

Toute tâche, toute activité qui génère un produit ou un service constitue un processus, ou un enchaînement de processus

- On constate bien souvent une confusion entre *modèle* et *concept*. Le processus c'est le mouvement qui s'enclenche, ce dernier ne peut être ni struc-

turé ni ordonné ni en étapes. Il s'agit là de véritables détournements de sens ! encadrer le processus (fonction de la procédure) consiste de fait à conduire le sujet là où le praticien le souhaite, comme il le souhaite et au rythme qu'il souhaite...un non sens sur le plan éthique. Le processus c'est aussi la relation qui se joue dès lors qu'on échange du contenu

Et la liste en différents domaines serait encore longue, mais les termes utilisés sont « intéressants / RESSOURCES, activités, (différence entre activité et instance de médiation selon BONAFE SCHMITT) transformation (médiation transformative développée notamment par MARIANNE SOUQUET, génère (Si je bouge, ça bouge...) systémie...

- Plusieurs fois le terme processus m'apparaît être utilisé à la place de la notion de « cadre » ou dispositif ou d' « d'étapes » dans le travail de médiation.

- *Définition CADRE : « Structure de données permettant de décrire les connaissances relatives à une entité, sous forme d'un ensemble d'attributs et de procédures liées à ces attributs. »*

- Signifier que la médiation est un processus permet de désigner une **temporalité** et une **dynamique des événements**. Le processus n'est pas une technique mais (la mise en mouvement ?) **le mouvement de la médiation**.

Le médiateur et le « dispositif » mis en place par ce professionnel peuvent en être le **catalyseur** initial.

La médiation demande de la part du médiateur indépendance, impartialité, neutralité, respect de la confidentialité. Le médiateur ne peut tenir une position de pouvoir. Il ne peut donc être

Envisagé qu'un juge soit médiateur (12). Cette profession de médiateur se distingue en effet d'autres professions : le médiateur n'est pas juge, ni au sens juridique ni au sens moral du terme. Il ne conseille pas ; ne soigne pas ; n'est ni conciliateur ni négociateur ni arbitre. (référence livret pratique éthique de médiation familiale).

Le médiateur propose et est garant d'un cadre dans lequel les personnes réfléchissent en présence et en leur nom personnel. Il propose et garantit ce cadre pour que les personnes puissent travailler sur leur relation et leur projet (jusqu'à éventuellement envisager des accords).

Le médiateur doit avoir la capacité à envisager plusieurs points de vue et à n'en privilégier aucun comme devant l'emporter, de soutenir plusieurs personnes à la fois et de ne pas avoir de projet ou d'envisager des solutions à leur place.

Le recours à la médiation ne peut être obligatoire ni ordonnée sous contrainte ou sous le coup de sanctions). (14) Le travail de médiation nécessite que les personnes soient libres, s'y engageant et légitiment le médiateur dans sa place.

- Et sa fonction.

-Ce qui n'exclut pas la possibilité d'une « injonction » à aller en médiation. Cela ne me gêne pas qu'un magistrat verbalise : ce que vous m'exposer ne relève pas de la

compétence de la justice je vous demande de rencontrer un médiateur...à défaut je déciderai seul. *Il ne s'agit pas pour moi d'une contrainte mais de ce qui aspire à en devenir une. La spontanéité (comme en thérapie) « réelle » n'existe pas il y a toujours un tiers à l'origine de la démarche...*

-Article 3

Concernant la définition

a)Le terme de processus ne peut être accolé à structuré (se reporter à la remarque plus haut)

Le terme de « personnes » plutôt que « parties » (connoté juridiquement) convient mieux au type de travail effectué .

-Je suis entièrement d'accord sur la connotation.

-L'objectif de la médiation (parvenir à un accord) nous paraît relever de la négociation ou conciliation ;

-d'où la nécessité de faire la différence tant dans les objectifs de la conciliation et la négociation, mais surtout quant à la place, la fonction, la pratique des « conciliateurs, négociateurs, arbitres.. et je dirai aussi des LIEUX.

-la médiation porte sur la restauration des liens.

-b) le médiateur ne peut être un Juge en raison de la neutralité de sa place la qualification d'efficacité ne peut convenir à la médiation dans la mesure où le travail de médiation est un travail de réflexion, d'élaboration ; un travail qui suspend l'immédiateté. Elle peut être cependant une expérience effective.

- D'autonomisation et de responsabilisation personnelle, de reconnaissance de la singularité de chacun

I m'apparaît en conclusion que devraient être distingués les notions de :

- *médiation*
- *conciliation*
- *négociation*
- *arbitrage*

les professions de :

- *médiateur*
- *conciliateur*
- *négociateur*
- *arbitre*
- *Juge*

- ENTIEREMENT D'ACCORD et c'est que je sous tendais dans la première partie du texte, en allant naturellement rechercher les « différences » entre conciliateur, etc.